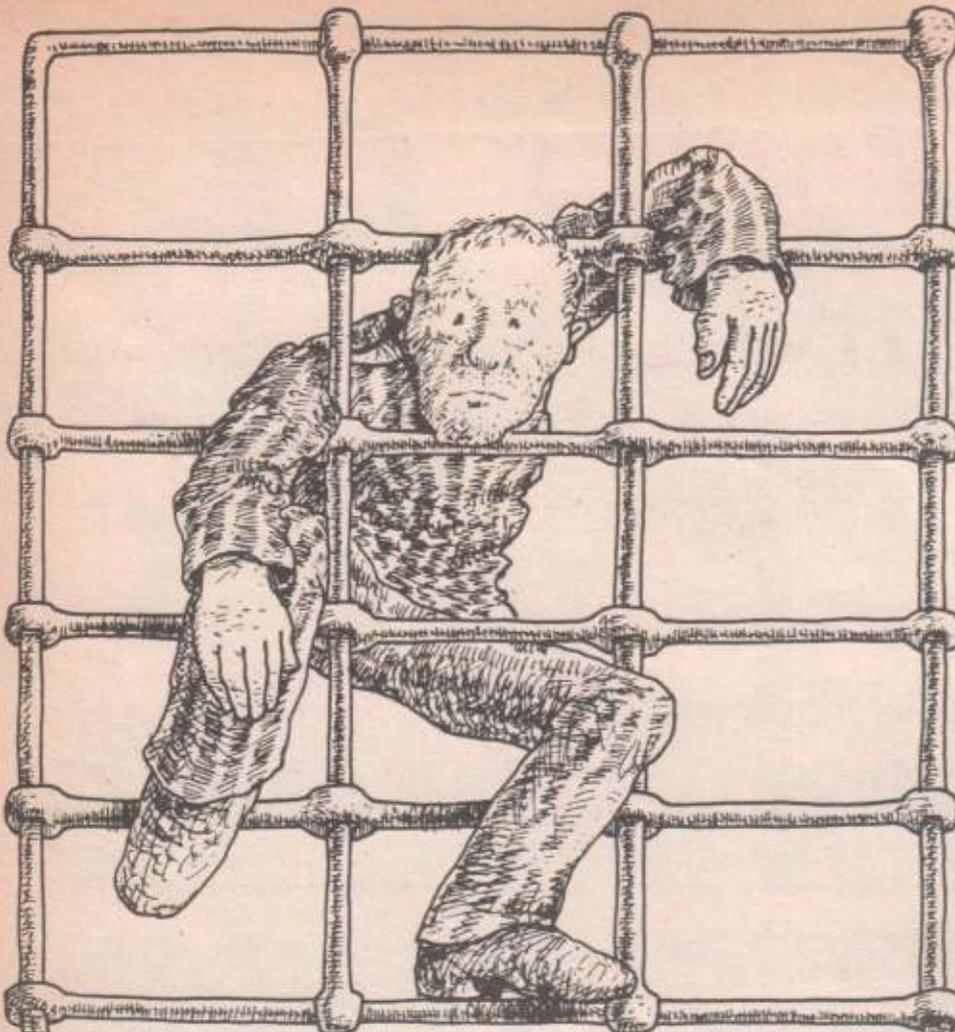


La guerre ouverte

POURQUOI L'ENERGIE NUCLEAIRE?

PARCE QUE!





SOMMAIRE

	Pages
— Sauver la montagne basque (Piarreck)	3
— Le Mercantour non plus... (M. Magarinos)	6
— Une petite indienne (L. Biars)	7
— Une société sans blouses blanches (Danielle et D. Moretti)	8
— Chronique de la mort radiuse (E.P.)	9
— Chronique de l'Energie solaire (Reiser)	14
— Coquefredouille (Danielle)	16
— Nouvelles du front (L. Samuel)	16
— Chronique du terrain vague (B. Charbonneau)	17
— La révolte au potager (B.)	18
— Bretagne, ça s'agit (L. Biars)	20
— Vaccins, pub et mysticisme (Michel)	22
— Livres promenades (C. Lamouaques)	24
— Mollo-Mollo	25
— L'agent E. 123 (L. Samuel)	26
— Une existence en miettes (J.-P. Lambert)	29
— Sur le terrain (J.M. Bernard)	30
— Bucarest (Cabu)	32
— Dessins de Hugot, Nicoulaud	

Sursaut général : ça ne s'était jamais vu ! Et si ça ne s'est jamais vu — que dans le même groupe de presse on se tire des boulets rouges d'une publication à l'autre — c'est que c'est terriblement inconfortable. La querelle Charlie Hebdo / Gueule Ouverte, les rencontres gênées dans le couloir, ponctuées de "tout ça n'em pêche pas les sentiments ma grande", c'était d'autant moins drôle que chaque protagoniste restait fermement sur ses positions quant aux options de base du rôle "Gueule Ouverte"... Alors on a pris la décision de se séparer gentiment... Les Editions du Square nous ont élégamment permis d'emporter toutes nos billes avec nous pour aller jouer ailleurs : chez un éditeur sympathisant qui nous assure la liberté d'élire domicile à l'aise... à la seule condition que nous lui fabriquions un journal qui se vende... Vous voyez ce qu'il vous reste à faire : nous aider à rendre "La Gueule Ouverte" extraordinaire, indispensable, et à la faire lire. Merci.

Isabelle

F.B. : pour l'augmentation de prix, on a tenu le plus longtemps possible, mais y a plus moyen... 4 F, c'est un minimum. On étudie des projets mirifiques pour survivre et ne pas vous léser. On vous tiendra au courant.

LA façon dont on se retourne contre les Méchants, dans les périodes d'adversité, la façon dont on les suscite, de l'inquisition à l'opération « Coup de poing », en passant par le goûtage de soupe dans les prisons, nous ramènent aujourd'hui au vieux chapitre de l'environnement de la vertu.

Je n'en retiendrai ici qu'un aspect, le délire de sécurité en montrant que les Méchants ont un grand mérite : celui de verrouiller le système de valeurs dans lequel nous sommes pris, auquel ils participent, quant à eux, avec juste un peu trop de passion.

D'abord ils font peur, et de cette manière rendent encore plus précieuses quelques bricoles que nous possédons. C'est le réflexe du chien à qui on fait mine d'ôter son os. Une fois l'attention focalisée sur les tricheurs, personne ne se demande plus si le jeu mérite qu'on s'y applique avec autant de sérieux.

Ensuite ils permettent aux défenseurs de l'ordre et à ses changeurs patentés de continuer leurs joutes oratoires sans rien modifier à la lettre ni à l'esprit de leur commune religion du jamais assez. L'homme est mauvais, il faut le mater, disent les uns. C'est la société, disent les autres. Comme si la bonté pouvait s'exprimer à travers les efforts qu'on vous propose. Comme si la justice avait quelque chose de commun avec la production de biens précisément faits pour nous hiérarchiser.

Enfin, après avoir augmenté le chiffre d'affaires de professionnels au-dessus de tout soupçon, comme les assureurs ou les quincailliers de la dissuasion — du coffre-fort sophistiqué à l'anti-voil —, ils légitiment des perfectionnements policiers qui autorisent à traiter le premier venu en suspect et à élargir la gamme des Méchants de nouvelles catégories (1).

A chacune de ces étapes la demande de sécurité se trouve exaltée dans un sens qui montre suffisamment que c'est une charge morale — comme on parle d'une charge électrique — qui maintient ensemble les éléments les plus hétérogènes de la pyramide sociale.

Ce sont aussi des préoccupations de sécurité qui ont motivé le mouvement écologique, qui doit une grande partie de son succès, soyons honnêtes, à un certain catastrophisme. Ce sont elles, dans une certaine mesure, qui l'ont fait déborder de la défense des petites bêtes et des grands chênes.

Ce sont elles qui mobilisent le plus facilement les foules, contre les centrales atomiques, les oukases du pouvoir centralisateur, les camps militaires, ou une certaine éducation...

Question : faut-il laisser au pouvoir — ou à ceux qui le guignent, pratiquement sur le même programme de dévastation systématique — le monopole du thème de la sécurité ? Notre rôle serait-il d'inquiéter, encore d'inquiéter, toujours d'inquiéter ?

En face des terreurs complaisamment entretenues, nous pouvons parfaitement montrer qu'il y a sécurité et sécurité, et que celle des foyers, gauche, gauche, c'est de ne pas arriver en retard... Plan du discours :

La sécurité, c'est la recherche d'objectifs qui n'entretennent pas une agressivité hors de proportion avec celle que la simple vie exige. C'est la recherche de buts tels qu'on n'ait plus à craindre pour le peu qu'on possède et les quelques moyens qu'on a de sortir la tête du trou, à cause des générations montantes ou descendantes, des minus et des ventrus.

La sécurité, c'est le droit de différer sans avoir à le justifier par le recours à des critères de rentabilité dont les soudains changements vous ruinent. Le droit de n'avoir pas à publier une différence qui vous abonne, que vous le vouliez ou non, à la logique raciste, avec tous les risques que cela suppose.

La sécurité, c'est l'étude attentive du couple production-consommation. C'est l'accent mis sur ce que nous produisons, le contrôle des usures accélérées, des modes faites pour être changées. C'est l'intérêt porté à la façon dont nous produisons, aussi bien dans l'organisation du travail que dans l'usage des matières premières et des sources d'énergie.

La sécurité, en bref, c'est la recherche de tout ce qui mène inmanquablement à l'abus. Et il n'est d'abus que de pouvoir...

Soyons francs : ce discours est inévitable si nous voulons vraiment répondre à l'attente de ce temps et faire triompher l'essentiel de nos préoccupations. A moins de réserver votre action à une élite qui a les moyens d'être chatouillée par le catastrophisme. A moins que vous ne fassiez vous-même partie de cette élite et ne cherchiez qu'à vous dédouaner, démagogiquement, en jouant la complainte au pauvre peuple ?

C'est malheureusement par le biais de la sécurité que notre mouvement est le plus facilement récupéré. Est-ce un risque à courir ou le signe d'un vice fondamental ?

On peut évidemment espérer que les récupérateurs finiront par en crever, ou penser qu'en attendant, le peu qu'ils font éviter le pire. On demeure néanmoins perplexe devant les détournements qu'ils ont déjà opérés pour conforter le mythe du progrès ou tout simplement leur profit...

D'autre part, je vois le mouvement susciter, lui aussi, des catégories nouvelles de pêcheurs, s'employer à stigmatiser de nouvelles espèces de Méchants. Qui, parmi nous, n'a pas pensé foutre-en-taule-tous-ces-mecs en regardant passer les sites au bouteur ou flamber les pins ?

Derrière notre sécurité, est-ce que nous ne serions pas, par hasard, en train de mijoter un nouvel ordre moral ? Pas du tout, dites-vous, et votre belle colère rejoint ma conviction. Encore faut-il prouver...

J. P. Lambert

(1) Déclaration de M. Poniatowski (Le Monde du 13 août 1974) : « Attaquer le principe de l'ordre c'est attaquer la structure profonde de l'Etat... Ceux qui veulent culpabiliser l'Etat et la société cherchent en réalité à susciter leur démission et leur démantèlement. »

SAUVER LA MONTAGNE BASQUE, C'EST SAUVER LE PAYS BASQUE

QUAND on parle du Pays Basque, que l'on soit de « gauche », autonomiste ou réac., on raisonne souvent en termes de croissance économique... C'est-à-dire que l'on emploie les mêmes termes que le Pouvoir et que l'on se place sur le terrain des technocrates, là où ils sont le plus à l'aise. Et la société technicienne peut continuer à s'accroître tranquillement et, par exemple, à standardiser les cultures — adieu la langue basque ! Ainsi les problèmes écologiques d'Euskadi sont passablement ignorés par les « politiques » traditionnels. Quand il arrive que tel ou tel groupe s'intéresse aux questions écologiques, ce n'est qu'un chapitre annexe destiné à accroître la clientèle militante...

Pourtant, l'exploitation du Pays Basque est aujourd'hui aussi écologique. Des richesses naturelles immenses sont dilapidées. Et le Système franchit un pas de plus dans la colonisation d'Euskadi.

Ce qui fait la valeur du Pays Basque c'est la culture de ce pays mais aussi sa nature. Ici, ce n'est pas une « région » représentée par une tache de couleur sur la carte de France et qu'un esprit jacobin assimile à une parcelle du territoire national semblable aux autres. Nous avons à faire à un espace totalement différent où la nature joue encore un grand rôle car la vie locale y est intégrée et ceci depuis des millénaires d'agro-pastoralisme qui, petit à petit, ont façonné une campagne un paysage unique : les prés verdoyants, les champs bocagers, la fougèraie parsemée de chênes, la hêtraie. La vie agricole et la nature sont en

parfaite symbiose. Opposer nature et campagne comme le fait Hainard est un non-sens, ici comme ailleurs.

Mais cet équilibre séculaire est brutalement rompu aujourd'hui : déforestation, défrichage des fougèraies, enrésinement, abandon des paccages. La rentabilisation technocratique déferle brusquement. L'exode rural a préparé

le terrain. Les ravages sont exacerbés par les conditions politiques locales.

Sur la côte, presque tout est foutu et le tourisme capitaliste s'en donne à cœur joie. Mais l'intérieur du pays est presque encore intact. Et c'est là, dans la partie montagne, qu'à l'heure actuelle les aménageurs se déchainent. On va voir comment.



DES ROUTES, ENCORE DES ROUTES...

Tout a commencé par la construction de routes dans cette montagne basque. Longtemps, cette montagne est restée un espace vierge, royaume des bergers et des chasseurs du pays. Toutefois, l'absence de communications aisées rendait très dures et très pénibles des conditions de vie et de travail déjà difficiles.

Il a donc été décidé par les notables locaux de « désenclaver les fermes et les bergeries » en construisant des routes. Cela fut fait. De nombreuses routes ont été percées dans la montagne et les besoins des bergers en matière de communications sont satisfaits.

Mais ce n'était pas assez ! En faisant percer ces routes les notables du pays se sont aperçus qu'ils y trouvaient leur compte :

— un prestige politique considérable. « Ils font quelque chose », « ils s'occupent du pays »... Cela est très appréciable pour qui veut conser-

ver son poste de député comme Michel Inchauspé, banquier de son état, ou qui veut devenir sénateur comme Franz Duboscq, tous deux U.D.R.

— des intérêts financiers énormes pour les entrepreneurs locaux comme pour les élus qui souvent ne font qu'un. En effet que de bénéfices sur toutes ces routes qui coûtent 60.000 F par kilomètre et autant pour l'entretien !...

De plus ces routes ont montré à l'usage qu'elles n'avaient pas qu'une utilité pastorale. Une route dans la montagne basque signifie aussi le doublement des tarifs de location des cols de chasse à la palombe, une exploitation forestière facile et la base indispensable au tourisme des forçats de la bagnole. On comprend donc que les notables locaux continuent à percer de nouvelles routes bien que les besoins pastoraux soient satisfaits et que toute nouvelle construction soit donc inutile, c'est-à-dire étrangère aux habitants du pays ! Les notables ont saisi la poule aux œufs d'or de l'aménagement touristique et ils ne la

lâchent pas. N'oublions pas non plus les pourcentages sur les travaux de MM. les ingénieurs des Ponts et chaussées et du Génie Rural.

UNE CROISSANCE DEFINIE...

Et les moutons brouteront de l'asphalte !

Les aménageurs de la montagne basque ont donc échafaudé tout cycle qui leur permet de réaliser des profits maximums et leur volonté de puissance. Ce cycle destructeur fonctionne en trois étapes :

— 1°) On construit des routes. N'importe où dans la montagne mais de préférence sur les crêtes (pour les palombes) ou dans les forêts (pour le bois). Ainsi la forêt d'Iraty est « pénétrée » par des boulevards de 10 mètres de large à 1.500 mètres d'altitude. Il y en a dans cette seule forêt plus de 150 km. La largeur démesurée de ces routes et leur emplacement montre bien qu'elles sont faites pour le fric... Dans d'autres endroits il n'est pas rare de voir des

routes se perdre sur les hauteurs, s'entrecroiser, se couper à la façon d'un échangeur routier !

— II*) Avec ces routes les tarifs des postes de chasse à la palombe augmentent sérieusement. Du simple au double. Un seul col atteint à lui seul un prix considérable. Par exemple le col d'Odicharreko Phasia a été loué 76.000 F à un riche viticulteur bordelais, M. Dubois. La somme totale est tout aussi importante : en 73, 30 cols ont été loués pendant 45 jours de chasse pour la somme de 600.000 F lourds pour seulement 244 fusils. (Environ 2.500 F/fusil). Ce n'est pas le paysan basque qui pourra déboursier de telles sommes mais de riches privilégiés venus de fort loin. Il s'agit de riches bourgeois, des industriels, des gros commerçants ou des hommes politiques. Certains viennent même en hélicoptère ou y tiennent des réunions au sommet comme Rocard et Bidegain l'an dernier. Les Basques ne peuvent plus chasser chez eux car la montagne est colonisée par le fric et le bitume par la faute des notables locaux vendus et pourris et qui font tout pour se maintenir. Malgré tout ils ne sont que les larbins du Système ! Et on comprend qu'à l'automne des clous soient déversés sur ces routes et près des postes de chasse !...

— III*) Les syndicats de vallées ont donc réalisé des profits énormes que viennent augmen-

IRATY : phantasme de la bourgeoisie

Iraty c'est la bourgeoisie qui veut découvrir un mois par an la montagne. Sans risques. Elle ne veut connaître ni la nature ni les paysans. Iraty est un ghetto de semi-luxe à huit kilomètres du premier village. C'est le bastion avancé de la société de l'abondance et de l'ennui. Iraty c'était la plus belle héraie de France sans route. Iraty est devenu « un gisement touristique ». Voici le « happy-end » de ce Disneyland : chalets en forme d'igloo de style canadien ou norvégien, gadgets amuse-gueule touristique. Un bon aménagement était-il possible ? Absolument pas. Les aménageurs d'Iraty sont en même temps les organisateurs de la survie et de la pénurie à Sarcelles ou à Fos. Ils vous diront là comme ailleurs qu'ils font du social, qu'ils démocratisent la montagne. Ils peuvent tout faire sauf imaginer le camping sac au dos. C'est par une attitude de fuite que le bourgeois en montagne cherche à oublier à la fois sa ville et la nature qui l'entoure. Ainsi il préfère ignorer la nature pour se recréer un environnement qui ne le dépasse pas trop de ses rêves. C'est alors les tennis, mini-golf, paddock, centre commercial, gazon en plastique, baby-zoo, en définitive tous la sauce Luna-Park traditionnelle mais tellement « novatrice » pour lui. La fuite dans le spectaculaire-marchand plus que l'air des montagnes a rasséréiné le bon bourgeois. Mais une frustration et un trouble instinctif d'agression demeurent au fond du gros congestionné : il voudrait entrer en contact avec la nature. Le contact ? Il est tout trouvé : la chasse. Et on y va : jeep tous terrains, on joue à la gué-guerre, on s'arme efficace, on s'habille en militaire sanglé-botté de neuf, on tue n'importe quel oiseau, on gaspille avec rage cent cartouches pour une palombe. Teila est la comédie qu'aime se jouer le bourgeois : la comédie de conquête héroïque et nécessaire sur la nature. Ainsi s'extériorisent les phantasmes de la classe dirigeante d'une société suicidaire.

ter la vente du bois des forêts basques, facilement exploitables grâce aux routes.

Le capitalisme s'est donné comme règle la croissance indéfinie : les capitaux énormes perçus grâce à ces routes seront investis dans de nouvelles routes et de nouveaux aménagement d'altitude. Et le cycle n'a plus qu'à reprendre sans arrêt, ça tourne bien, merci ! On encaisse, on investit, on s'endette à fond. Le jour où il n'y aura plus ni bois ni palombes, le contribuable paiera.

C'est le cas d'Iraty. Demain se sera Ahusquy. Après demain les canons d'Holcarté. On voit donc que la mise à sac de la montagne basque par son aménagement ne cesse de s'accroître à la fois au détriment de la nature et des habitants du Pays Basque.

L'ECONOMIE PASTORALE EST MENACEE...

« Les montagnards sont las ! »

Ce que le tourisme abusif et mal compris détruit, ce n'est pas seulement un milieu écologique. Ce que ce tourisme-là détruit, c'est un milieu agro-pastoral, une économie de mon-

tagne et une culture originale. On ne souligne jamais assez que ces deux milieux — la nature et l'homme — sont entièrement liés. Le paysan est le garant des équilibres naturels. Pas de paysages sans paysans. A moins de payer des paysagistes et des figurants costumés comme pour une réserve d'indiens ou le musée Grévin. Le tourisme actuel contribue à déposséder le Basque et à le chasser de son pays par les différents phénomènes de colonisation touristique que nous avons analysés plus haut. Et s'il y a de l'argent pour faire des routes inutiles et des tennis, il n'y en a pas pour l'agriculture de montagne ou pour des écoles. En effet, cet aménagement de la montagne basque se fait en omettant délibérément les difficultés de l'agriculture de montagne, l'exode rural, la disparition des écoles de village et la carence d'équipements collectifs. Le fait que 55 % des exploitations agricoles du canton de Garazi soit « sans suite », le fait que les exploitations agricoles disparaissent d'une manière dramatique (— 26 % en 15 ans), le fait que 2.000 jeunes en moyenne quittent le pays en une année, tout cela importe peu dans la prise de décisions sur l'aménagement de la montagne basque. D'ailleurs les décisions sont prises dans le plus grand secret par les Syndicats de Vallées dont la structure revient à offrir à leurs

— transfert des crédits ainsi économisés (plusieurs centaines de millions ; Iraty en a coûté 500) dans :

— un tourisme léger et social pris en charge par les Basques ;

— une aide à l'agriculture de montagne et à l'élevage ainsi qu'à l'artisanat local ;

— le maintien des écoles et la création des équipements collectifs indispensables au maintien de la présence humaine en montagne basque.

A partir de cette position inter-associations, toute une campagne de presse a été lancée. Et puis tout cela s'est concrétisé par l'organisation d'une marche-meeting en montagne, le 12 mai dernier.

Plus de 400 manifestants y ont participé (davantage que le 1er mai à Bayonne !...). Ils ont fait plus de 4 heures de marche en montagne avant de se retrouver dans la forêt des Arbailles pour y tenir un meeting. Là tous ont discuté, B. Chardonneau et Lebaillif, délégué régional de J.N., ont pris la parole. Ils ont dit à haute voix ce qu'aujourd'hui beaucoup pensent tout bas dans toutes les couches de la société basque... C'est de là que vient le



Le style basque...

présidents les pleins pouvoirs. Et ceux-ci, féodaux attardés au XXe siècle, ne manquent pas d'en profiter. Ils savent jouer sur les individualismes de leurs mandants et pendant ce temps leur font voter des budgets énormes. Les votes se font à main levée dans ces assemblées, car qui oserait contredire le notable-suzerain : « on sait jamais, il pourrait nous faire des ennuis et on pourrait en avoir besoin un de ces jours... » (!).

Vollà donc les responsables : des notables (Inchauspé et Duboscq) qui savent se servir d'une administration corrompue et des délégués communaux qui démissionnent devant leurs responsabilités. Mais ces notables ne sont après tout que les jouets du système technicien et de la société capitaliste...

Cette dévastation pourra-t-elle continuer longtemps ? Des faits récents peuvent nous faire penser que non car une opposition ferme et déclarée s'est structurée et commence à agir... Au cours de leurs rencontres, ces associations ont élaboré des propositions concrètes :

— arrêt des aménagements actuels et en projet ;

succès de cette action écologique en montagne basque.

UNE OPPOSITION CROISSANTE

Pendant longtemps, rares ont été ceux qui osaient critiquer les aménagements de la montagne basque. En effet, ils se heurtaient à une « vox populi » persuadée que les routes « c'est le progrès ».

Et puis, petit à petit, les consciences ont évolué un peu partout. Mais les oppositions restaient fractionnées et dispersées. Pourtant dans certains secteurs la prise de conscience était plus aigüe et l'opposition plus radicale. Ce fut le cas de l'A.S.A.M., l'Association pour la Sauvegarde de l'Agriculture de Montagne, un groupe d'agriculteurs souletins animé par Jean Pitrau.

Ce groupe, par son implantation a permis une prise de conscience facile de la part des autres ruraux. Cela est dû notamment à l'accueil dans les fermes de plusieurs groupes d'objecteurs de conscience qui amènent avec eux des idées révolutionnaires pour le pays comme, par exemple, le rejet de la vie en ville.

D'ailleurs, grâce à eux, rares sont les jeunes qui aujourd'hui veulent quitter leur vallée. (Mais cela reste limité à la Haute Soule...). Par ailleurs l'A.S.A.M. a agi contre la fermeture des écoles de villages montagnards. Une forme d'action à grand impact a été l'ouverture récente d'une école parallèle dans le hameau d'Arragne où l'école publique venait d'être supprimée. (cf la G.O. mars 74 p. 15.) De même en Cize c'est le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne qui a une action d'importance.

Et il n'y a pas que les ruraux. Les randonneurs en montagne adhérents des associations comme Aunamendi ou le club Léo-Lagrange pouvaient apprécier les dégâts au cours de leurs ballades. Il ne faut pas oublier non plus, les associations culturelles basques comme Mende-Berri.

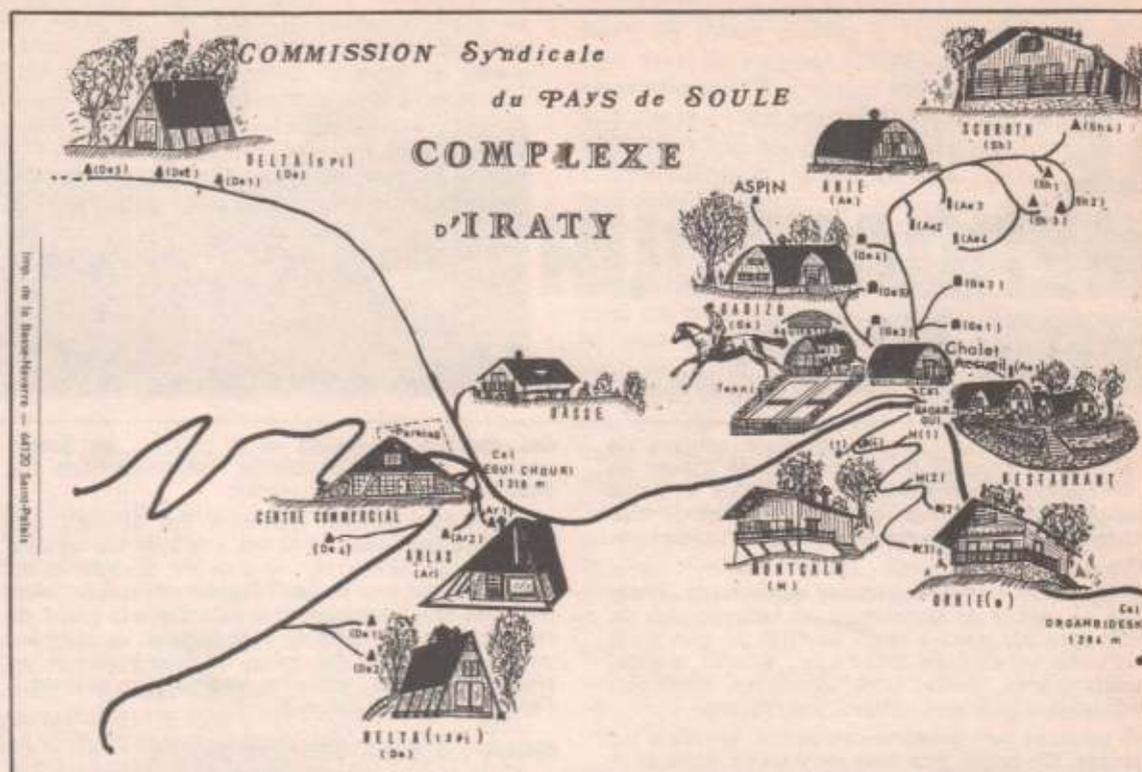
Il y avait donc en Pays Basque tout un tas de personnes qui, en raison de leur position ou de leur engagement, pouvait comprendre facilement l'analyse présentée dans les paragraphes précédents et militer pour autre chose. Pour que cela se réalise il fallait un catalyseur... le mouvement Jeunes et Nature allait le fournir.

Jeunes et Nature s'était déjà battu à propos de projets touristiques abusifs comme la Marina de Biarritz. Et puis, en prenant de l'extension, cette association avait organisé une expo itinérante et une série de meetings qui firent du bruit quand le maire de Bayonne, appuyé par tout les notables du coin, interdit l'accès aux salles municipales pour ces « écologachistes ».

AHUSQUY : PREMIERE MANIFESTATION EN MONTAGNE

Au début de l'année, Jeunes et Nature a donc lancé un appel à toutes les associations du Pays Basque pour avoir une action commune... Aujourd'hui, tous les groupes que nous avons cités se tiennent les coudes avec en plus Lauburu et le très efficace Groupe d'Etude et de Défense de la Soule.

On remarque que ce n'est pas la première fois que face à un tourisme abusif on retrouve ensemble les ruraux et les protecteurs de la



Rêve de cadre fatigué présentant ses phantasmes : reconstitution de la banlieue chic de Paris.

nature. Souvenons-nous de Cervières, du Benou et de Soussoueu. D'ailleurs le puissant groupe de la Sepanso-Béarn-Pyrénées (10, rue Jean-Jaurès à Pau, 64) s'est joint à ces associations du Pays Basque qui bénéficient ainsi de l'expérience victorieuse dans le Soussoueu.

C'EST PAS ENCORE GAGNE !

En effet, tout s'accélère. Et nous devons ensemble empêcher tout cela. En fait, si on laisse faire les promoteurs ce ne sera jamais fini ! Les Pyrénées ne seront jamais assez grandes d'ici peu pour tous leurs projets touristiques. C'est un appel solennel qui est lancé pour que tous comprennent que la montagne

basque et les Pyrénées sont menacées d'un massacre total et irréversible tant sur le plan écologique que sur les plans agricoles et culturels.

Sentant le fric de loin, le Pouvoir central s'en mêle et nomme une Commission Interministérielle d'Aménagement du Pays Basque. Son « chef » : Louis Arretche est en même temps l'architecte de... Fos. Objectifs : 30.000 lits. Il a promis que « ça ne se verrait pas ».

Tant que les promoteurs et les technocrates existeront, tant qu'il sera plus payant de détruire la nature que de la protéger, les

POUR LES CURIEUX...

Renseignements pratiques

- ...des lectures :
 - l'article de B. Soulier dans le numéro d'août de la G.O. et son excellente bibliographie et liste d'adresses.
 - un article dans « Le Monde » du 27 avril 74.
 - le bouquin de Bernard Charbonneau, chez Denoël, « Tristes campagnes ».
 - ...un film 16 mm :
 - « Montagne à Vendre » : voir dans ce numéro sur le terrain.
 - ...des renseignements complémentaires :
 - la coordination est assurée en Pays-Basque par : Jeunes et nature Sud-Ouest, rue du Trinquet, 64250 Cambo. C'est là qu'il faut écrire.
 - Pour des dons aussi !
 - ...des ballades en montagne :
 - s'adresser à Aunamendi, 64 Bidarray.
- A bientôt !



Ahusquy, 12 mai 1974 : première manifestation en pleine montagne. Sur les lieux d'un futur (?) lotissement ?

bulldozers seront en action, Iraty n'est pas un cas isolé. Le processus est tel qu'il ne peut que continuer. La seule attitude réaliste est de s'y opposer et de s'entraider au-delà des régions.

La plus grave menace qui pèse sur l'agriculture basque c'est aujourd'hui le mouton élevé en batterie-tunnel avec des granulés types Sanders. En effet comme pour les volailles les porcs et les veaux cette industrialisation de l'élevage ne peut que concurrencer à mort l'élevage de plein air et de qualité. Dès lors c'en sera fini du tout : des moutons, des bergers, des passages de montagne, bref du Pays Basque.

Si nous voulons un autre avenir pour la montagne basque, il faut le vouloir dès aujourd'hui. C'est avec le soutien de tous et une action globale que nous pourrions y parvenir. L'environnement ne sera sauvé que par les environnés eux-mêmes.

Piarrech.

LE MERCANTOUR NON PLUS...



LE Mercantour, un des derniers refuges de nature sauvage en France, est en danger de mort. Les promoteurs et marchands de neige veulent la peau de ses petites fleurs et de ses petites bêtes, qui sont uniques autant qu'irremplaçables.

Sur les 4.500 espèces végétales que compte l'hexagone, le massif du Mercantour en héberge plus de 1.500, dont 200 plantes rares. La forêt est elle aussi très riche en espèces telles que : épicéas, sapins, mélèzes, pins, arolla, pins sylvestres, bouleaux, sorbiers des oiseleurs, cytises, érables, etc.

Les insectes sont nombreux et variés, de même les oiseaux. Ce serait trop long de vous en asséner la liste, et on n'a pas la place de passer des photos qui, mieux qu'un long discours, etc.

Au Mercantour, les mammifères ont — pour le moment... — la chance d'être protégés, hermines et marmottes côtoient lièvres, renards, chamois, moutons et bouquetins.

Les derniers nommés ont eu chaud : le transfert en 1947 à la France de ce superbe massif, jusqu'alors domaine des rois d'Italie, donne le signal d'une chasse intensive et sans répit. Heureusement, on crée en 1953 la Réserve nationale de chasse du Mercantour. Réussite totale... Les troupeaux se reconstituent rapidement, on importe même avec succès le mouflon de Corse. Simple sursis avant la curée...

En 1962, Debré, alors Premier ministre, annonce que le Mercantour sera le premier parc national français. Douze ans (et cinq parcs) plus tard, on en attend toujours la couleur.

Le bail créant la réserve expire le 27 avril 73, et il ne faut pas moins de six mois, les amis de la nature — paradoxe ? — luttant aux côtés des chasseurs, pour qu'un arrêté préfectoral interdise la chasse sur l'ancienne réserve.

La surveillance est actuellement assurée par l'Office national de la chasse sous contrôle du ministère de l'Environnement. Ce statut provisoire, ambigu, n'assure qu'une protection très relative du gibier et ne fournit aucune protection des sites — d'un point de vue juridique et matériel — ni contre les excès et dégradations d'une pression touristique visées des promoteurs immobiliers, les « vendeurs d'or blanc ».

Or, et c'est là la véritable menace — comme au Soussouéou, à la Vanoise, à Cervières et ailleurs — sur la montagne. Au nom du « progrès », du « désenclavement des populations locales » ou du « développement économique », l'industrie du ski tente de piéger les communautés montagnardes, faisant jouer les très réels problèmes d'emploi dont elle souffre et miroitant devant leurs yeux toute une prétendue manne de « retombées économiques ».

Dès 1968, une première étude conduite par la commission interministérielle d'aménagement de la montagne (rapport Michaud) inventorie les sites aménageables en stations de ski dans les Alpes-Maritimes : quatre grandes stations seraient appelées à réunir une capacité d'hébergement de 50.000 à 70.000 lits. L'une d'elles en plein cœur de la réserve actuelle de chasse, et toutes les quatre à l'intérieur du projet de parc national du Mercantour présenté par les défenseurs locaux de l'environnement.

Les deux projets sont totalement incompatibles : les stations, avec les routes d'accès (véritables saignées portées aux flancs des montagnes, et puissants facteurs d'érosion et de dégradation), les installations et constructions de toutes sortes, les télécabines et remontées mécaniques et les vastes superficies aménagées en pistes de ski, retranchent au projet du parc une surface non négligeable en

des endroits essentiels et le coupent en quatre secteurs disjoints et isolés, détruisant tous les équilibres naturels de la région.

Les Pouvoirs publics entament bel et bien une procédure conduisant, à terme, à la création du parc national ; un chargé de mission est désigné et un projet officiel voit le jour. Cependant, celui-ci délimite une aire infiniment plus petite que le projet de l'Association des amis du Parc national et, qui plus est, retranche une des zones les plus belles et les plus sauvages de l'ancienne réserve pour la livrer à l'appétit des promoteurs !

ISOLA 2.000, LA STATION ISOLEE

Pendant ce temps, sans s'embarasser des consultations auprès des « usagers » de la réserve — scientifique, chasseurs, associations intéressées —



ni auprès des instances consultatives compétentes comme le Conseil national de protection de la nature ou même le chargé de mission, les puissants intérêts financiers en jeu forment, au cours de 1971, 72 et 73 le premier maillon de la chaîne destinée à étrangler le Mercantour : « Isola 2.000 », 11.000 lits, des chalets préfabriqués, 3 immeubles de 4 niveaux,



La Bollène - Vésuble : village provençal typique (encore intact) à la périphérie du Parc.

Non, le Mercantour non plus ne doit pas être assassiné pas plus que la Montagne Basque. Excuse, lecteur, la sécheresse du texte qui suit : n'incrimine pas son auteur : avec son autorisation, nous avons dû résumer, tailler dans son appel au secours pour prendre la place de le passer ce mois-ci. C'est promis, une prochaine fois, il vous racontera les malheurs de la flore et de la faune en vers libres mais admirés.

65 km de pistes skiabiles et 19 remontées mécaniques. Pour bâtir la station et la relier aux principales voies d'accès venant du sud, il a fallu construire une route invraisemblable le long d'un vallon encaissé et très avalancheux.

Opération catastrophique aussi sur le plan financier : ces 18 km ont coûté, à eux seuls, près de 23 millions de francs, soit pour la part devant être payée par le département, 20.000 AF à la charge de chaque famille des Alpes-Maritimes. De surcroît, la route est demeurée dangereuse. Un mois après son inauguration, en février 1971, les avalanches l'ont ensevelie sous 3 mètres de neige, pendant cinq semaines. Le personnel construisant la station dut être évacué en hélicoptère.

Qu'en est-il des « retombées économiques » si alléchantes dont devaient bénéficier les populations locales ? La commune d'Isola a reçu des promoteurs 3.500.000 F pour la cession d'une partie de son territoire. Or, sa participation à la construction de la nouvelle route ayant été de 4.500.000 F, elle devra amortir et rembourser, comme solde de l'opération, une dette d'un million de francs ! Quant aux emplois nouveaux promis, 10 ou 12 personnes du village travaillent à la station — à des postes subalternes — et les fonds de commerce d'Isola 2.000 ont été mis en vente à des prix tellement élevés, qu'aucun n'a pu être repris par les villageois...

Pour le coup, les maires des autres villages de la région commencent à réfléchir. Peut-on mettre dans la balance, dans le meilleur des cas, quelques emplois et d'autres maigres miettes face à la volonté de garder intact, pour les générations futures, un incomparable joyau naturel... ?

Le Conseil national de protection de la nature, s'est élevé énergiquement, dans un rapport rédigé en mai 1971, contre la construction de cette station de sports d'hiver : « Il est inadmissible qu'ait été décidée la création d'Isola 2.000 sans qu'un avis motivé et indispensable du C.N.P.N. ait été sollicité. On nous a mis devant le fait accompli. » Il s'élève aussi contre le projet d'une station similaire à Mollières-Adus (« Azur 2.000 »), en plein milieu du Parc, dont la construction paraît malheureusement imminente. Il ajoute que ces deux stations « constituent une véritable coupure au milieu du futur Parc national, ce qui est particulièrement grave pour l'équilibre du milieu. » Abondamment motivé par des arguments incontestables, son avis concernant les projets de Casterino-Caramagnes et de Sestrières, 3e et 4e de la série, est tout aussi péremptoire et ce, sous le double point de vue de la sécurité (exposée plein sud, la région de Casterino, en particulier, est extrêmement dangereuse pour la raideur de ses pentes et la fréquence des avalanches) et sur celui de la protection d'une nature intacte dans le massif.

L'Association des amis du Parc national du Mercantour, lutte depuis longtemps pour la création d'un grand parc devant former avec une création semblable en Italie, le parc international de Valdiéri-Mercantour, premier de son genre en Europe. Elle a parallèlement mis au point un projet très élaboré d'aménagement léger des zones contiguës (appelées pré-parc), avec le double but de fournir des emplois-réels, nombreux aux populations montagnardes et de favoriser un tourisme qui soit compatible avec un authentique développement économique et social de la montagne.

Matéo Magarinos

(1) Pour tous renseignements supplémentaires, s'adresser à l'association des amis du parc national du Mercantour, 1, avenue Jean-Médacin, 06000 Nice. Tél. : 87-95-41, C.C.P. 2526-24. Demandez, signez et faites signer sa pétition pour le « Parc International des Alpes-Maritimes ».

AU XIX^e siècle, les Etats-Unis d'Amérique eurent un très délicat problème à résoudre : comment intégrer les populations de l'ouest et — officiellement — les faire participer à la grandeur nationale. Il s'agissait des Indiens. On connaît la suite et les brillants résultats que la politique menée par le gouvernement de Washington obtint rapidement dans ces contrées : extermination, génocide culturel, puis réserves affamatoires pour tous ceux qui n'avaient pas su bien choisir leur camp. Et même pour ceux-là ! Pour ce faire, il y eut une création originale, baptisée le bureau des « affaires indiennes ». On passa mille traités. Aucun ne fut respecté. Le bureau des affaires indiennes avait bien fait son travail.

En 1974, la France eut un très délicat problème à résoudre. Depuis quelques années une partie de la population se mettait à revendiquer des « droits ». D'abord très poliment, grâce à quelques-uns de ses éléments les plus développés, qui écrivaient. Ça, c'était sérieux. (Imagine-t-on un Indien écrire ?) Puis, les harpies s'en mêlèrent. Les harpies, c'est-à-dire toutes celles qui, bien que femmes, ne respectent pas les vertus, devoirs et douces attitudes de leur sexe. On vit donc des femmes — la plupart, horreur, non mariées et sans enfants — s'exhiber dans la rue ! et bientôt elles furent même suivies d'honorables mères de famille qui se mettaient elles aussi à parler de contraception, de liberté, d'avortement, d'égalité sexuelle. Misère ! une femme ne parle pas de cul, elle le prête, ou en vit (la salope). Bientôt toutes ne parlèrent pas seulement de cela, mais de patriarcat, d'humiliation, de répression, et, enfin, de liberté.

Il fallait faire quelque chose.

C'est fait.

« Une femme pour les femmes » a titré en couverture Le Point, hebdomadaire féministe bien connu. Pour les femmes ? quelles femmes ? A-t-on jamais vu une telle revendication dans la bouche de celles qui crièrent très haut et très fort les injustices au nom



desquelles on crée un secrétariat d'état aujourd'hui ? Avait-on vu les Indiens réclamer un bureau aux affaires indiennes ?

La comparaison déplaît peut-être. Alors, une seule question : A quoi joue-t-on quand on est petit ? Aux indiens (il y a les Indiens et les filles) ou à la Maman (il y a la maman et les enfants et le papa).

Faut-il revenir sur les étapes de la carrière de Madame Giroud ? Faut-il passer en revue toutes les photos qui nous la montrent élégante, sportive, toujours souriante, toujours en forme, et souvent, hélas, abimée dans la contemplation respectueuse de quelques individus masculins ? Avez-vous lu ce qu'elle dit des hommes dans ses livres, ou plutôt comme elle le dit ? Dans un autre monde, cela constitue-

rait, avec quelques digressions, un excellent scénario pour film de Pigalle. En scène, l'homme droit et juste. Face à lui, la Femme, pas bête, mais juste à sa place c'est-à-dire un peu en dessous. Ajoutez quelques lanières de cuir, des sourires diaboliques, un cadre autre que les bureaux de la rédaction de l'Express, et vous y êtes...

A quoi cela servirait-il de l'attaquer ? reproche-t-on au lapin d'être dans la ligne de mire du chasseur ?

Non, ce qu'on reproche au lapin, c'est de se laisser apprivoiser. C'est de tendre la patte au chasseur. C'est d'accepter de monter sur l'estrade du cirque pour y exécuter quelques tours. Et pendant ce temps-là, le maître, dans la salle, fait le tour des poches du public et quémande les hommages.

MAIS A QUOI SERT DONC FRANÇOISE GIROUD ?

A la contraception ? elle est arrivée un peu trop tard. Après que tous ces messieurs de l'UDR, qui n'en reve-

naient pas encore d'être encore assis sur leurs bancs à l'assemblée, bien convaincus par leurs chefs, eurent rempli le contrat. O.K., Giscard, on reste au gouvernement, contre quelques concessions. La contraception, c'en est une. Car Giscard est, hélas pour nous, un homme très intelligent. C'est-à-dire, dans le contexte d'une société capitaliste patriarcale, capable de lâcher le lest qu'il faut pour rester bien en place. La contraception révolutionnaire ? Oui, si on l'impose, si on la divulgue à la façon de chacune (pas encore de chacun, puisqu'elle reste — grâce aux chercheurs en la matière — une responsabilité exclusivement féminine). Mais si elle circule sous le tampon de l'état, dans les manuels d'éducation sexuelle, faits comme ils le sont, dans l'idéologie dans laquelle nous vivons, est-elle encore révolutionnaire ? Ou ne sert-elle pas plutôt à conforter le régime ? Au lieu d'avoir 4 enfants par hasard, on en aura 5 désirés. Pourquoi pas ?

Cela dit, dans un premier temps, la contraception est utile et nécessaire. Oui, de nombreuses femmes et adolescentes en ont un besoin urgent. Alors ? Pourquoi Madame Giroud n'a-t-elle pas encore exigé que soit mise en place une procédure exceptionnelle pour ce qui a été voté à l'assemblée soit effectif ? Tout le monde a paivoisé : la contraception est là !!! Où est-elle ? qui a déjà eu une boîte de pilules remboursée ? C'est tout simple : le Sénat n'a pas encore ratifié la loi, et les décrets d'application ne sont pas près de paraître. Les milliers d'adolescentes qui vont se faire charcuter d'ici là, n'est-ce pas intéressant ? Madame Giroud écrivait dans son journal que la contraception est la solution à l'avortement. On attend ses cris, ses protestations à une procédure aussi lente.

QUEL A ETE SON PREMIER ACTE ?

Un acte politique : on prend position pour Mitterrand (qui que ce soit, cela n'a rien à voir !!!) et hop ! deux mois après on est avec Giscard. Je vous évite les péripéties passionnantes de ce drame d'amour. Quelle est la signification de cet acte politique ? montrer que les femmes ne sont pas capables de raisonnement politique, que ce sont des girouettes (sic), des inconscientes, des incohérentes.

Regardez : la première qu'on met à un poste politique ne sait même pas ce qu'elle veut !!! voilà les femmes !! Pour preuve : seuls les journaux satiriques se sont permis de ridiculiser ces attermolements. Mais si cela avait été un homme ? Voyez Postel-Vinay, qui démissionne fort dignement (rien de comparable à la fanfaronnade de Madame Giroud) et aussitôt les rubriques politiques des journaux bloqués, la première page du Monde, etc. Cela n'est même pas imaginable qu'un

UNE PETITE INDIENNE TELLEMENT FEMMININE

« homme » politique se conduise ainsi !

Voilà le premier acte de notre cheftaine : nous déconsidérer politiquement. C'est-à-dire : nous renvoyer à nos casseroles et à nos bonnes œuvres. Mais, c'est aussi, en ce qui la concerne, s'empêcher elle-même de placer son travail sur un plan politique. Qui l'écouterait ? Imaginez un conseil des Ministres : « Giroud : Mon cher Valéry, il y a une discrimination sociale et politique dont sont victimes les Femmes... Giscard : Ecoutez, ma chère Françoise, faites votre travail, ou sinon, allez voir chez Mitterrand si j'y suis. » Voilà ce que pourra faire : inaugurer les crèches, visiter des femmes battues ou victimes d'accidents du travail (cela arrive, surtout que les postes subalternes de manutention, souvent dangereux, soit réservés aux femmes, par le processus de dévalorisation et de sous-emploi bien connu) avec un regard compatissant... merci, pour la belle dame de charité !

Elle n'est d'ailleurs pas la seule : Voyez Madame Veil, à la santé, voyez Madame Dorlhac (1), aux prisons : tout cela est bien féminin : charité, compassion, voilà ce dont on vous juge capables, mesdames. Madame Veil, qui s'était fait remarquer dans sa jeunesse par ses travaux sur la condition ouvrière (sic) se voit promue aux hôpitaux, à l'enfance malheureuse, aux vieux... toutes catégories qui ont besoin d'une douce main féminine sur leur front. Voilà encore un cas flagrant de sous-emploi ! Imaginez-vous Madame Veil à l'Industrie ?? C'est trop sérieux !

Quatre sous-secrétariats d'état ont été créés : Prisons, Universités, immigrés, et femmes. Serions-nous une catégorie sociale si dangereuse ? Sommes-nous une catégorie sociale ? et dans ce cas, demandons vite un secré-

tariat d'état à la condition masculine : voyez tous les hommes qui manifestent pour de meilleures conditions de travail, pour la contraception, pour faire la vaisselle, pour cuisiner, pour garder les enfants !!!! il n'est pas juste que cette catégorie sociale qui recouvre 48 % de la population soit ainsi négligée... ou bien n'ont-ils pas de problèmes ? Ou bien, 48 %, est-ce trop pour être assimilés aux catégories sociales à problèmes, aux minorités troublantes, aux centaines de milliers, seulement, d'étudiants, de prisonniers et d'immigrés ? Que faisons-nous là, nous, les 52 % de femmes ?

Que faisons-nous, à trôner comme une potiche de luxe sur la cheminée du conseil des ministres, après avoir refusé d'y faire le café ?

Qu'avons-nous à voir avec ces messieurs ? Les imiter, les égaler ? non seulement Madame Giroud n'a obtenu qu'un rôle purement décoratif, mais elle s'est mirée dans le miroir aux alouettes, croyant, en franchissant le viril perron de l'Elysée, devenir une femme à part entière. Elle n'est devenue qu'un sous-homme, comme il y a des sous-officiers, des sous-maîtres : on lui a donné l'illusion du pouvoir, de la sacro-sainte puissance.

Elle a fait sienne les principes de concurrence, de hiérarchie, de libéralisme et de pseudo-tolérance qui sont la politesse du monde masculin où nous vivons. Et parce qu'elle a gardé maquillage, robe floue et charme « discret », elle croit défendre les femmes ! Est-ce être une femme que reproduire fémininement les stéréotypes masculins ?

C'est bien triste de voir Mme Giroud être fière et flattée de la confiance dont disent l'honorer ses collègues d'aujourd'hui qu'elle traînait hier dans la boue. Mec parmi les mecs, femme parmi les femmes, rôle ambiguë... Accepter ce poste, elle était libre de le faire : jouer les mecs au nom des femmes, c'est bien présomptueux, voire aberrant !!! nous n'avons rien à voir dans ce monde-là !

Aussi la laisserons-nous tranquille,



sans sollicitations, qu'elle ne pourrait satisfaire : la moindre des choses est d'éviter à ces messieurs le spectacle qu'ils attendent après l'avoir si bien orchestré : les femmes demandant des comptes à une autre femme. Parfois, jadis, les suzerains s'amusaient des querelles de leurs vassaux.

Misogynie-racisme : la seule réponse de l'homme est la colonisation. Indiens-femmes : une seule solution, la relégation. La piste est toute fraîche, laissons les escarpins, mettons les mocassins...

Laetitia Biars.

(1) Espère-t-elle avoir autant de poids que Mme Dorlhac, qui n'a rien eu à dire lorsque Poniatowski a ordonné de tirer à vue sur les fuyards, lors de la révolte des prisons ? Ou bien se croit-elle à part ? Connait-elle les marchés de dupes ?

UNE SOCIÉTÉ SANS BLOUSES BLANCHES

(Suite)

... « l'homme est conditionné par son environnement culturel, nous rappelle Illich. Partant de cet homme « universel », il nous propose donc des critiques, ou des solutions universelles aux problèmes de son conditionnement. Mais en fait, elles ne valent que pour une partie de l'humanité, l'occidentale en gros ; l'autre partie n'a que faire des critiques d'un système dans lequel elle n'est pas, pas encore (?) entrée. Je m'explique. Je pense qu'il y a deux grands univers culturels caractérisés, l'un par la notion de limites, l'autre par le mépris des limites (cf. hubris)...

QU'EST-CE QU'UNE LIMITE ?

Dans une situation élémentaire, c'est l'Autre la limite à 1 est 2. Un individu ne peut s'affirmer qu'au mépris des limites, en combattant ou en absorbant l'autre. Pour lui, l'enfer c'est

J'ai assisté à une réunion débat entre Illich et quelques éminents professeurs de la faculté et autres spécialistes médicaux, philo, psycho, socio. Ils planaient — je bâillais. Parmi cet aéro-page de technocrates, Illich m'a semblé, par moments, être l'un des leurs ; philosophe qui, ayant trouvé un système de contestation, démontre froidement comment l'appliquer à toutes les institutions : hier l'école, les transports, aujourd'hui la médecine. La deuxième réunion fut autrement intéressante grâce à la présence de Guy Caro, de Carpentier et de deux filles « avorteuses » qui ramenèrent le débat à un niveau, disons plus quotidien. Carpentier, c'était dans le n° de juin, Caro, c'est page 20.

Dino Moretti, qui s'explique plus loin, était un lecteur inconnu avant les trois heures de discussion que nous avons eues au bureau. J'ai beaucoup résumé et pas tout compris mais vous pouvez lui écrire au journal pour plus de précisions. A la « G. O. » on rencontre des tas de gens passionnés et on vous les livre tels que.

Danielle

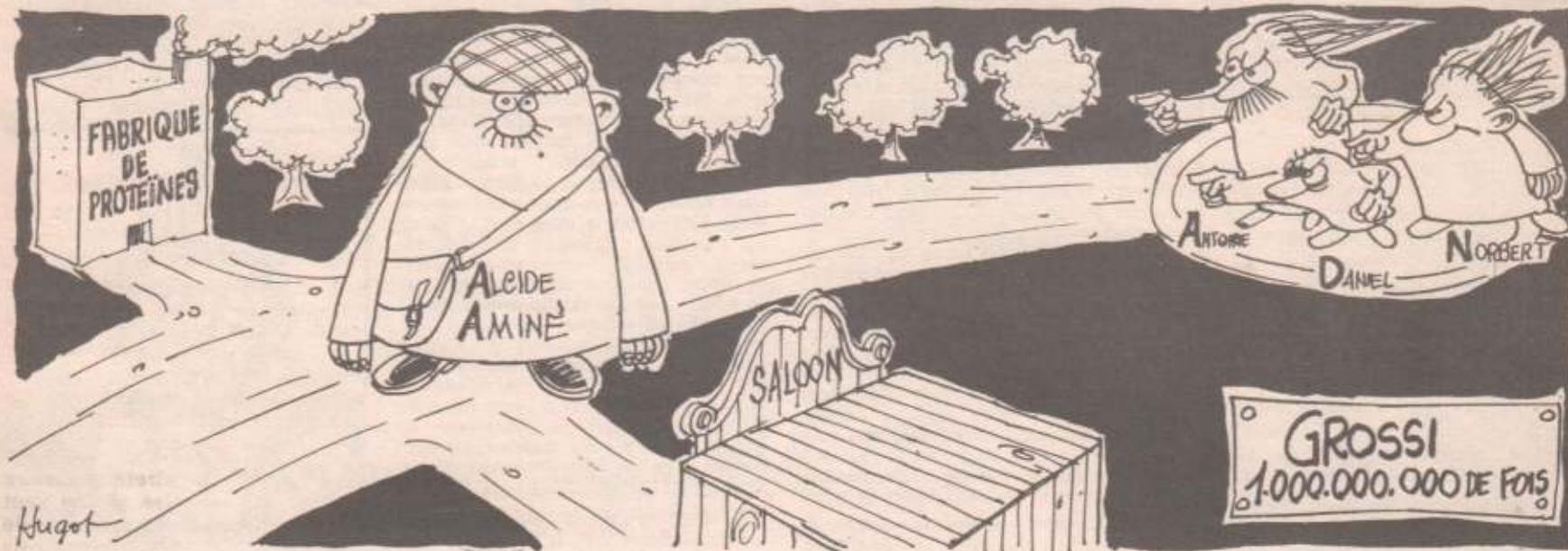
sommes logiquement choqués. D'où le culte disproportionné, exagéré, de la vie, (travers du mouvement écologique ?)

La maladie. L'attitude devant la maladie peut être ou bien le refus de cette maladie : effort continu et inlassable qui aboutit à une infrastructure sanitaire exponentielle puisqu'en ce cas, la santé est un bloc et que nous ne sommes même pas capables d'assumer une épine, ou bien l'acceptation de la maladie qui n'existe que parce que nous existons. Conception chinoise ancestrale pour laquelle la maladie traduit chez l'homme un déséquilibre dans un état permanent de conflits...

L'homme, intrinsèquement bipolaire n'existe que parce que l'autre existe, vit ses conflits et les entretient. Plus de conflits, plus d'homme. Il ne s'agit donc pas de détruire l'état de conflits mais de rétablir un équilibre dans une nouvelle forme de conflits. Chaque maladie résolue (guérie) n'abolit pas l'état de conflits mais résout cet état précis et comporte le passage à une autre forme de conflits. Ce dynamisme est celui de la matière qui n'avance ni ne recule mais se métamorphose. On ne retourne jamais au point de dé-

qu'ils fabriquent telle ou telle protéine. Si cet ordre n'est pas exécuté, on dit qu'il y a eu erreur (d'où les mutations génétiques). Les biologistes n'ont mis en évidence qu'un sens unique à cet ordre déterminé. Mais s'il y avait deux sens ? c'est-à-dire si les ADN envoyaient non pas un ordre, mais une directive aux acides aminés et que ceux-ci, indépendamment des erreurs éventuelles de transmission ou d'interprétation, aient le choix (choix c. a. d. liberté) de s'y conformer ou de la refuser, totalement ou partiellement ? Si on admet la morale comme étant un système de valeurs avec des instructions à respecter, la programmation cellulaire apparaîtrait alors comme un système moral. Je pense que ce double mécanisme d'une morale reçue et d'une liberté renvoyée existe dans la matière et je relie la douleur au double mécanisme d'erreur ou de refus d'exécution de la programmation. Ce refus qui est l'exercice de la liberté, devient un affront pour le « programmeur » d'où la douleur.

Il faudrait chercher les raisons du refus et des erreurs d'interprétation. La technique peut peut-être arriver à suppléer aux erreurs mais



bien les autres. Cette attitude impérialiste, missionnaire, qui nous pousse à mondialiser toutes nos valeurs éthiques, à vouloir que « notre » système soit universel, à nous occidentaux. (Occidental n'est pas vraiment le terme exact, pas plus qu'oriental, mais c'est pour distinguer deux univers culturels autrement que par A et B).

La mort. L'hypervalorisation de la vie n'est pas universelle, on ne la retrouve pas dans la pensée « orientale ». La mort nous choque, ne peut que nous choquer et tous les échafaudages philosophiques, scientifiques et religieux quant à une éventuelle éternité physique ou spirituelle qui nous ferait dépasser le fait même de la mort, montrent bien que nous

part, on ne recommence jamais. Le devenir est cyclique.

« Le microbe n'est rien, c'est le terrain qui est tout ».

Claude Bernard

Pour la médecine occidentale qui nie la maladie et donc la douleur, vue sous le seul aspect technique, il faut trouver une solution technique à cette douleur. Or, subsiste toujours, ce qu'Illich appelle la douleur résiduelle.

La cellule. Pour mieux comprendre ce que je veux dire, il faut faire un peu de biologie moléculaire :

Dans la programmation d'une cellule, les ADN envoient un ordre aux acides aminés afin

pas au refus. Mais si on modifie l'environnement de telle sorte que les raisons initiales du refus disparaissent et que par contre il y ait toutes les raisons pour accepter la programmation, la douleur disparaît. Est-il possible de modifier cet environnement ?... »

Dino Moretti

Un chercheur en biologie moléculaire au CNRS m'a confirmé que cette piste du choix éventuel des acides aminés était reprise de temps à autre par quelque grand savant, « exalté » selon lui. Jusqu'à présent, aucune preuve n'a pu être établie sauf dans le cas d'une espèce de champignon qui n'en fait effectivement qu'à sa tête mais c'est un cas unique. A ce jour. D.

L'ENERGIE NUCLEAIRE
EST-ELLE DE GAUCHE?



« Jamais, dans toute l'histoire de la technologie, on n'a assisté à un déferlement de sottises tel qu'à propos des dangers que ferait courir l'énergie électro-nucléaire... Les contestataires essaient d'entraîner le public dans une dialectique schizophrène (sic)... Aller plus loin (dans

la sécurité) serait sombrer à notre tour dans la déraison ».

Pr. P. Pellerin, Dr du S.C.P.R.I.,
causerie devant les élèves
de l'École Polytechnique,
mars 1973.

NOUS SOMMES TOUS DES SCHIZOPHRÉNIÉS!

J' pu — et la tentation, la colère en étaient fortes — consacrer cette chronique à démystifier ce qui reste encore, hélas, pour le plus grand nombre (y compris beaucoup d'écologistes) la source de l'information sérieuse. Je veux parler d'un certain nombre de journalistes qui, sous couvert d'objectivité, dans des journaux ou des revues tenus pour tels, diffusés pour le principal incriminé à près de 500.000 exemplaires, jouent ouvertement le tiercé nucléaire, parce que, sans doute, à ce jeu là, au court-terme de la philosophie de « l'opinion publique » d'une part, à l'assurance du moindre risque qui est le fondement de toute carrière d'autre part, on n'a rien à perdre... et sans doute pas mal à gagner. Pour ne prendre que deux exemples.

Est-ce par souci d'objectivité, M. Lavallard (1) que rendant compte d'un document publié aux U.S.A. par l'« Agence pour la protection de l'Environnement » (E.P.A.), vous vous livrez à une véritable distorsion des chiffres essentiels, allongeant de 50 à 150 ans la période prise en compte pour l'étude estimative de la mortalité par irradiation, cependant que vous réduisez ces estimations à la fourchette « 5.000 à 25.000 » alors que le document (déjà bien « timoré » par rapport aux conclusions de Gofman et Tamplin) parle de 10.000 à 35.000 ?...

Est-il objectif (et sérieux), M. Vichney, de pulser l'essentiel de l'argumentation de votre tétralogie « la peur du nucléaire » (parue dans « le Monde » des 7, 8, 9 et 10 juin dernier) d'une part des publications du Pr. Pellerin, chef du S.C.P.R.I. (2), dont le moins qu'on puisse penser, à le lire, est qu'il a sérieusement besoin de se recycler; d'autre part d'une législation U.S. dont R.J., spécialiste des problèmes de sécurité, fait justice dans le texte qui suit, législation définissant une sûreté telle qu'elle a permis plus de 800 accidents et inci-

dents de fonctionnement en 15 ans, ce dont nous informe, par ailleurs, votre journal ?

Mais il suffit. Il y a mieux à faire que de polémiquer. C'est l'histoire du pot de fer, oui, mais... demain viendra la rouille.

Choisir de consacrer la rubrique (anti) nucléaire de ce mois au problème de la sécurité des centrales construites et à construire (en France, une cinquantaine d'unités de 1.000 MWe d'ici à 1985...), c'est, de ma part, répercuter et si possi-

moins pour mérite de semer la panique dans bon nombre d'esprits (sinon dans nombre de bons esprits), au sein même des organismes promoteurs, ou plus précisément de leurs « instances syndicales ». Encore faut-il se contenter, pour l'heure (?), de déclarations et d'analyses qui, tout en étant critiques, ne remettent pas en cause de manière radicale ce que nous dénonçons comme une impasse tragique.

Bernard Laponche, secrétaire général adjoint du syndicat C.F.D.T. du C.E.A., a fait état, à plusieurs reprises ces derniers mois (3), des

type pressurisé de la série que l'on veut construire en France ne démarrera au mieux aux Etats-Unis que trois mois avant son homologue français; en ce qui concerne les « bouillants », les premiers réacteurs du type envisagé démarreront en France...

... « D'ores et déjà, étant donné la stagnation qu'a connu le développement du nucléaire en France depuis 1967, nous savons que les équipes du C.E.A. seront dans l'impossibilité d'assurer une étude complète de chaque dossier, et elles seules peuvent le faire, et que E.D.F. sera incapable d'assurer dans de bonnes conditions un démarrage de toutes les centrales prévues (en 1979, un démarrage tous les 2 mois)... »

« ... Au niveau de l'exploitation des centrales, l'absence de « Services de protection contre les radiations », indépendant de l'exploitant, dans les centrales nucléaires, et la menace de voir des réacteurs confiés à l'industrie privée, nous font mal présager de l'avenir, et pour les conditions de travail dans l'industrie nucléaire et pour les risques encourus par le public... »

... Nous le disons tout net : les conditions de la sûreté nucléaire ne sont pas remplies si l'on veut mettre en chantier 55 centrales de 1.000 MWe d'ici 1980, comme cela est prévu. »

Bernard Laponche, avec l'autorisation de qui je publie ces larges

SONT PAS GENES...

pour asséner au bon peuple des affirmations aussi énormes que (mais sous « conditionnement » tellement « scientifique »...):

« Selon le Dr Herbert Kouts, chargé de la recherche sur les problèmes de sécurité à l'USAEC, « les possibilités d'un accident catastrophique dans une centrale nucléaire sont de l'ordre d'une fois pour un à dix milliards d'années... Même avec les 1 000 réacteurs que nous espérons avoir en exploitation d'ici l'an 2000, de 1 000 à 10 000 ans s'écouleront avant que l'un d'eux ait peut-être un accident. »

L'enquête du MID, sur laquelle repose cette conviction, faite pour le compte de l'AEC, a duré 2 ans et a coûté deux millions de dollars...

« C'est donc bien dans l'interprétation déformée des faits que se trouve le germe du délire contestataire. On peut, bien entendu, se poser la question de savoir ce qui se passe en dessous des 25 rads à partir desquels l'effet semble s'évaporer,

et nous échappe... Or la dose-seuil de l'effet génétique pour l'homme, si elle n'est pas très bien déterminée, n'est en tout cas pas, de l'avis des radiobiologistes les plus sérieux, inférieure à 80 rads... »

Pr. P. Pellerin
Chef du SCPRI.

... Or, cette assertion (sans nuance) est fautive. Un ami, biologiste, me signale que les généticiens s'inquiètent de 10 rads, cumulés en 30 ans. Ajoutant : « Cette affirmation, comme bien d'autres dans cette causerie (voir exergue dans ce dossier), est grotesque !... »

« D'un article récent (juillet 74) paru dans les Notes d'information du CEA : « On peut résumer les avantages techniques de la propulsion nucléaire par les termes suivants : compacité de l'énergie... fiabilité excellente, technologie avancée... Absence de Rejets Nocifs... »

... Nous prenons vraiment pour des cons
E. P.

ble assainir un débat très actuel, mais en donnant la parole à cette infime minorité d'ingénieurs et de techniciens honnêtes qui commentent à « l'ouvrir ». Avoir recours à ce que peuvent énoncer ou publier les personnalités et organismes officiels, on sait ce qu'en vaut l'aune. Je passe suffisamment de temps à lire leur littérature pour savoir de quelles demi-vérités, de quelles hypocrisies, de quel mépris des bœtiens que nous sommes, ces discours sont faits.

Le programme démentiel décidé par feu le gouvernement Messmer et la direction d'E.D.F. a eu au

problèmes graves posés par le choix du « tout électrique — tout nucléaire ». Il a synthétisé son analyse dans un texte paru très récemment dans « Sciences et Avenir » (août). « Le développement de l'énergie nucléaire en France va être basé sur une technologie entièrement importée, et mal connue en France puisqu'il n'y existe actuellement qu'une seule centrale à réacteur de type « pressurisé », celle de Chooz dans les Ardennes, qui est de faible puissance et d'un modèle assez ancien (4), et aucun réacteur de type « bouillant ». D'autre part, la première centrale de

(1) Lui signe J.-L.-L. dans « Le Monde ». L'article auquel je fais référence était intitulé : « Les radiations des centrales provoqueront des morts... »

(2) S.C.P.R.I. : Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, département de la Santé publique (I.N.S.E.R.M.). Voir notamment, pour en apprécier la compétence et la responsabilité, l'affaire de Gif-sur-Yvette (G.O. d'août).

(3) VIIe congrès national du syndicat C.F.D.T. du C.E.A. (Artigues-près-Bordeaux, 26 mai 74). Conférence de Presse C.F.D.T.-E.D.F.-C.E.A. à Pierrelatte (13 mai 74).

(4) Il est notoire d'ailleurs que Chooz, après avoir battu le record (mondial peut-être) des incidents de fonctionnement (27 mois de pannes entre 69 et 73), est la centrale célèbre dans les milieux techniciens E.D.F. pour son « bruit de fond » (4 à 5 fois supérieur à la normale).

CHRONIQUE DE LA MORT RADIEUSE



citations, me prie de noter que c'est là une analyse et une prise de position qui engagent le syndicat C.F.D.T. C.E.A.

Comme contribution au débat dont les propos précédents exposent l'urgence et la gravité, voici deux

textes. Le premier analyse les problèmes de sûreté nucléaire, c'est-à-dire au niveau du fonctionnement de la centrale. Il a été écrit par un ingénieur, atomiste de formation et spécialiste de la sûreté à l'Équipement (E.D.F.). Le second, plus critique, analyse la sécurité (ou plutôt le bluff de la sécurité) au niveau de la construction des installations.

Jacques Pollard est ingénieur de Génie civil; il travaillait dans un bureau d'études.

Comme j'ai conscience que ce dossier est loin d'épuiser tous les aspects de la question, je remercie vivement tous ceux qui me permettraient d'aller plus loin, dans un prochain n° de la G.O.

E.P.

SEULE L'EXPERIENCE...

Le problème de la sûreté dans un tel domaine est vaste et complexe; de plus, il se situe peut-être à un tournant de notre civilisation occidentale. Il vient aussi hanter de vieux souvenirs, l'explosion des bombes nucléaires américaines sur deux villes du Japon. C'est peut-être pour cela que le problème de la sûreté prend une allure passionnelle, avec d'un côté une population mal informée et passionnée, et de l'autre des chefs informés et traumatisés (1). Comment aborder la sûreté dans un tel contexte? L'idéal serait d'avoir une vue globale de l'ensemble des problèmes; malheureusement, cela n'est pas possible, même au niveau des spécialistes. En effet, l'extrême division du travail et l'information théoriquement libre mais de fait terriblement filtrée ne permettent pas d'aborder le problème dans son ensemble... Pour ma part, je ne traiterai ici que l'aspect de la sûreté liée à la conception et au fonctionnement des centrales nucléaires (2).

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE: ÇA S'AMÉLIORE



Le problème fondamental est la façon dont on aborde cette sûreté. Elle le sera ici de façon critique en insistant sur ce qui est fait et se fait (malheureusement, certains s'arrêtent là). Pourtant, un point fondamental est la façon dont est conçue cette sûreté, comment sont utilisés les textes faisant force de loi, et leur valeur. Enfin, il faut essayer de répondre à la question: les centrales sont-elles sûres ou pas?

LA SÛRETÉ ET LES TEXTES DE LOIS

La sûreté est liée à la conception de fabrication et de fonctionnement, à la technologie de fabrication, à la surveillance du bon fonctionnement. En France, il y avait jusqu'en 1973 un règlement du Service des Mines totalement inadapté, et le nouveau n'est pas encore en vigueur. Un service dépendant du CEA, et maintenant rattaché au ministère de l'Industrie, a pour but de s'assurer que les centrales répondent aux normes de sûreté. EDF doit prouver cela dans un document appelé « Rapport de sûreté ».

Pour ce qui est de la filière graphite-gaz, ces normes étaient très succinctes. Elles reposaient en particulier sur le principe des barrières multiples qui doivent permettre la non-diffusion des produits de fission dans l'atmosphère, et sur la conception de l'arrêt du réacteur. Bien d'autres aspects de la sûreté étaient oubliés (rupture de la 2^e barrière, comportement en cas de séisme...).

Avec la colonisation énergétique progressive de l'Europe par les États-Unis, deux types de centrales se sont fait jour en France: centrales à eau pressurisée (3) dont le constructeur est Westinghouse), centrales à eau bouillante (dont le constructeur est General Electric Co) (4). A ces centrales, aucune norme de sûreté française ne pouvait s'appliquer, et les normes utilisées sont celles définies par l'organisme américain: l'U.S.A.E.C. Celles-ci recouvrent bien l'ensemble des problèmes de sûreté, mais on en est resté à un stade plus philosophique que pratique. Cela a permis jusqu'en 1971 environ aux constructeurs de construire des centrales avec un maximum de profit et un minimum de sûreté. Devant la poussée d'une partie de la population des États-Unis, l'A.E.C. a été accusée à reconnaître la gravité du problème (procès de Cleaver Cliff, qu'elle a perdu (5)). Actuellement, elle fait un gros effort pour préciser les critères de sûreté (édités dans le document 10 CFR 50) à partir des accidents ou incidents déjà survenus ou des accidents plus graves pressentis au travers de ceux qui sont déjà arrivés. C'est ce qui explique l'arrêt momentané d'un certain nombre de centrales nucléaires aux États-Unis.

Nous reviendrons sur le contenu particulier de certains points du document 10 CFR 50 pour montrer la liaison entre le degré de sûreté réel et celui visé par le texte.

PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE LES FILIÈRES

La sûreté est étroitement liée au type de filière. Il existe deux grands groupes de filières: les centrales à neutrons thermiques et les centrales à neutrons rapides.

Dans le premier type de centrales, la fission est réalisée à partir de l'uranium 235, lequel, sous l'impact d'un neutron thermique se casse en plusieurs autres corps et émet des neutrons rapides (6). Ces corps constituent les produits de fission, très nombreux, en général radioactifs (iode 135, tritium, ...) et certains très toxiques (strontium 90, plutonium 239...). Il y a nécessité de « ralentir » les neutrons émis, afin d'augmenter la probabilité de fission. Pour ce faire, on utilise un modérateur. Enfin, pour évacuer la chaleur produite par les chocs entre

neutrons et atomes d'uranium, un fluide circule au sein du « combustible ».

Ce sont ces trois éléments: nature du combustible, du modérateur et du fluide caloporteur qui définissent la filière dans le type thermique. Le choix d'une filière est uniquement lié à une conception économique et politique. Cela est clair dans le cas de la France (comme aussi de la Grande-Bretagne): dès 1946, c'est-à-dire à la fin de la guerre, la France aborde le problème de l'utilisation de l'énergie nucléaire (7). (C'est le 30 octobre que de Gaulle, par décret, crée le C.E.A., donnant ainsi la primauté aux militaires pour le choix des fili-

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, POUR QUOI FAIRE? POUR DÉCOUPER LE ROSBEEF!



res-E.P.) La filière choisie fait appel à l'uranium naturel, au carbone (graphite) et au gaz carbonique (filière « graphite-gaz »).

Pour les U.S.A., le problème est différent. Pour les besoins de la guerre, ils ont construit une vaste usine d'enrichissement de l'uranium 235. Aussi le prolongement logique était la filière à uranium enrichi (à environ 3%), l'eau (légère) jouant à la fois le rôle de modérateur et de caloporteur. Deux sous-filières allaient être développées: la P.W.R. (Pressurized Water

Reactor), qui utilise un fluide secondaire pour fournir de la vapeur d'eau par l'intermédiaire d'un échangeur de chaleur; la B.W.R. (Boiling Water Reactor), où à eau bouillante, où le fluide caloporteur est transformé en vapeur directement pour alimenter la turbine.

Dans les centrales à neutrons rapides, le combustible utilisé est le plutonium 239. Il n'y a bien entendu pas de modérateur. Le fluide caloporteur utilisé le plus communément est le sodium fondu (8).

CONCEPTION DE LA SÛRETÉ ET PRINCIPES DES BARRIÈRES MULTIPLES

Nous venons de voir qu'il y a un point commun à toutes les filières, à savoir un « barreau combustible » entouré ou pas d'un modérateur et baignant dans un fluide caloporteur. Lorsque le barreau combustible s'épuise en uranium (ou plutonium), il se forme des produits de fission, la plupart solides, certains gazeux. Ces produits de fis-

(1) Ce terme mériterait à lui seul d'intéressants développements (N.D.L.R.).

(2) Ce n'est en effet qu'un chapitre (important) du processus qui va de l'extraction du minerai jusqu'au retraitement des combustibles et au stockage des déchets.

(3) P.W.R. (ex. Bugey 2, 3, 4, 5...).

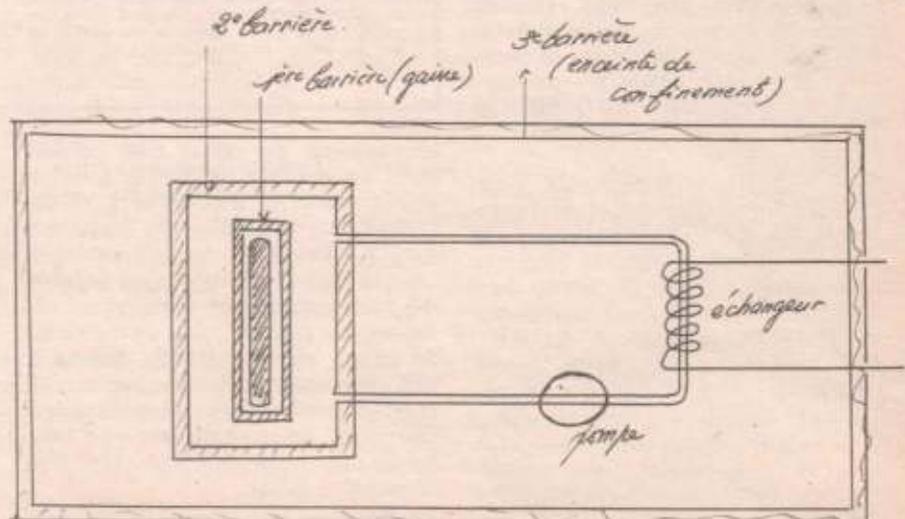
(4) La Commission à l'Énergie atomique américaine.

(5) Action menée par Ralf Nader et les « Amis de la Terre ». Ils affirmaient que le système de réfrigération de secours (E.C.C.S.) ne fonctionnait pas. Aux dernières nouvelles (Été 74), il n'y aurait toujours aucune garantie de ce côté-là...

(6) Pour un exposé clair et complet du phénomène de fission (qui n'est pas le propos spécifique de cet article) voir l'ouvrage de Y. Chélet, « L'Énergie nucléaire » (Seuil).

(7) Pour une analyse claire et aussi complète que possible, il faut lire l'ouvrage de P. Pizon « L'atome et l'histoire » (A.P.R.I. 9 F. Crisenoy, 77 Verneuil-L'étang).

(8) Voir les chroniques de juin, juillet et août, où sont donnés les éléments d'une étude des « rapides ».



Sécurité (3 barrières) pour les filières à eau (P.W.R.-B.W.R.).

sion ne doivent pas s'échapper du réacteur pour se répandre dans la nature, donc une première barrière de protection est constituée par un étui métallique étanche (la gaine) qui renferme le combustible nucléaire. Pour des raisons sur lesquelles nous ne nous étendrons pas ici, ces gaines peuvent se fissurer et relâcher au niveau du fluide caloporteur des produits de fission. Cet inconvénient conduit à fermer le circuit du fluide caloporteur sur lui-même, comme indiqué sur le schéma de principe (aucun échange physique du fluide avec l'extérieur de l'enveloppe). C'est la seconde barrière. Enfin, il est possible de concevoir une rupture de cette barrière, et une troisième barrière est constituée autour de la seconde. Pour les centrales à eau (type américain, PWR et BWR) c'est l'enceinte de confinement. (Pour la filière « graphite-gaz » (Bugey 1, St-Laurent, etc.) le caisson constitue la 2^e barrière — il n'y en a pas de 3^e...)

Le problème de la sûreté consiste à démontrer qu'en cas de mauvais fonctionnement de la centrale, dans tous les cas il y aura au moins une barrière qui restera intacte et que le cœur ne fondra pas. Pour faire cette démonstration, il faut : a) prévoir le phénomène physique qui sera la cause de l'accident; b) faire le calcul des conséquences.

Ces deux points sont fondamentaux pour la sûreté des centrales et ce sont malheureusement les deux points les plus malconnus. Nous allons dans ce qui suit essayer d'en donner une idée.

PREVISION DES CAS D'ACCIDENTS

Le fonctionnement d'ensemble d'une centrale est très complexe, et certains circuits peuvent interagir avec d'autres (circuit secondaire et circuit primaire sur une centrale à eau pres-



surisée par exemple); par ailleurs, le système de contrôle-commande est lui aussi très complexe. Un accident peut avoir des origines multiples (rupture d'une enveloppe du fluide ou dérèglement du système de contrôle-commande). Devant une telle situation, il est possible de prévoir une rupture de barrière et de lui associer des causes. C'est ici une difficulté telle qu'il n'est absolument pas sûr que toutes les situations conduisant à un accident soient perçues. C'est là une première cause d'insécurité des centrales nucléaires.

Une façon très utilisée que l'on ait de réduire cette incertitude consiste à doubler ou tripler les circuits de contrôle-commande et à les séparer physiquement (9). Cela n'est pas toujours réalisé, mais c'est rare. Les circuits de fluides assurant la sûreté sont également doublés et physiquement séparés. Il n'en reste pas moins que certains points restent encore faibles. Enfin, la construction des barrières fait appel aux technologies de métallurgie les plus poussées et les essais des matériels et la recherche des défauts sont systématiques. Ces efforts énormes ne sont pas superflus, mais s'ils diminuent appréciablement le risque, ils ne le suppri-

ment pas et malheureusement il est encore pratiquement impossible de le chiffrer.

L'homme intervient peu, mais peut intervenir manuellement dans le fonctionnement, et la défaillance humaine est difficilement prévisible. Ne parlons pas du sabotage, possible mais totalement imprévisible.

CALCUL DES CONSEQUENCES

En dehors du fait qu'il n'est pas possible de prévoir toutes les situations d'accidents, pour ceux qui sont prévus un système de parade est conçu.



Il reste à prouver son efficacité cas par cas. Le problème est de montrer qu'il y aura toujours une barrière pour confiner les produits de fission. Cette démonstration fait intervenir pour une rupture de barrière donnée :

a) des hypothèses énumérant les circuits mis en jeu ;

b) des hypothèses sur la façon dont se déroulent physiquement les phénomènes ;

c) des expériences ou des calculs montrant qu'il y a toujours une barrière qui reste intacte et que l'on arrive à maîtriser les phénomènes.

Pour ce qui est du point a), nous avons vu qu'il est difficile de cerner toutes les situations conduisant à l'accident même prévu, aussi existe-t-il une règle du jeu importante dans le règlement de l'USAEC : c'est « le critère 21 » du document 10 CFR 50. Il dit ceci : Le système de protection doit être conçu avec une haute fiabilité fonctionnelle et une possibilité d'essai en service proportionnées aux fonctions de sécurité à assurer. Le système de protection doit être conçu avec une redondance et une indépendance suffisantes pour garantir : 1) qu'une défaillance unique n'entraînera pas la perte de la fonction de protection ; 2) que la mise hors service de n'importe quel composant ou canal n'entraînera pas la perte de la redondance minimale nécessaire, à moins que l'on ne puisse démontrer que la fiabilité de fonctionnement du système de protection reste acceptable...

Deux interprétations ont été faites de ce texte. La première (conception déterministe de la sûreté) conduit à ne considérer qu'une défaillance unique. Cela signifie que s'il y a plusieurs circuits concourant au bon fonctionnement de la centrale, un seul peut tomber en panne. Cette façon de raisonner est très critiquable, car il n'y a pas a priori aucune raison pour qu'en même temps d'autres circuits ne soient pas défaillants (10). Les constructeurs américains, par exemple, ont tous interprété le critère 21 dans ce sens, cela leur permettant, en éliminant certaines difficultés, de faire un profit maximum, en concevant une sûreté minimum.

Pour certaines configurations de fonctionnement conduisant à un accident prévu, cette interprétation est insupportable, et sous la poussée du public, aux U.S.A., et aussi en raison de certaines défaillances, dites impossibles mais qui se sont produites, l'USAEC a été conduite à reprendre l'analyse des situations de façon plus globale, ce qui conduit à une interprétation probabiliste de la défaillance.

Ce pas en avant dans l'analyse de la sûreté devrait permettre d'atteindre deux objectifs fondamentaux :

- chiffrer un risque d'accident ;
- comparer entre elles les différentes filères.

Le premier point est important, car il permet d'apprécier le degré de sûreté, mais surtout cela doit permettre, par la publication des risques chiffrés, que le problème de la sûreté échappe aux seuls spécialistes. On éviterait ainsi un grand danger. En effet, l'interprétation déterministe de la sûreté ne donne comme possibilité aux spécialistes, et au-dessus d'eux aux responsables, de ne répondre que par oui ou par non à la question : est-ce qu'une installation est sûre ? Dans un tel contexte, il est impossible de communiquer ses craintes, et l'on voit difficilement un responsable chargé du développement des centrales nucléaires répondre : Les centrales ne sont pas très sûres, il répondra plutôt : elles sont sûres, en pensant : mes spécialistes résoudreont bien un jour le problème. C'est ainsi que l'on peut aller tout droit à l'accident et faire supporter à la population des risques dont elle n'était pas à même de se douter.

Le deuxième point est aussi très important et doit permettre de clore (du point de vue de la sûreté) les querelles des filières. En tout cas, c'est actuellement la seule façon de comparer objectivement des techniques très différentes. La grosse difficulté est de calculer les taux élémentaires de défaillance, par manque de données expérimentales.

Le problème du choix des hypothèses est une chose très difficile, mais aussi très importante, car c'est de ce choix que dépend le résultat du calcul effectué pour démontrer que l'installation est sûre. Le choix des hypothèses à prendre en compte est très difficile car il doit préciser exactement les différentes étapes du déroulement du phénomène physique (par exemple, un jet de vapeur s'échappant par une brèche de tuyauterie rompue va-t-elle s'homogénéiser instantanément avec l'atmosphère de

QUE PENSEZ-VOUS DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ?



l'enceinte étanche ?) Seule l'étude du phénomène provoqué en laboratoire peut permettre d'en connaître les lois et donc de définir les hypothèses. Malheureusement, de telles expériences sont très rares à l'heure actuelle, et le choix des hypothèses par le physicien relève plutôt de sa fantaisie que de sa compétence. Cela permet au physicien employé chez le constructeur de faire un choix qui conduira à des résultats de calcul optimistes, et au physicien employé chez l'utilisateur de faire des hypothèses (quand celui-ci ne lui dicte pas le contraire) conduisant à des résultats pessimistes. Il faut savoir par exemple qu'il faut des mois de discussion entre les spécialistes du constructeur et ceux d'E.D.F. pour se mettre d'accord sur un choix d'hypo-

thèses — lorsqu'on y arrive ! (Il faut signaler qu'un timide programme expérimental est lancé actuellement, en particulier sur des modèles réduits.)

Comme nous venons de le voir, les résultats expérimentaux sont particulièrement rares et souvent peu significatifs quand ils existent. Mais l'homme ne peut toujours imaginer et rêver, et la majeure partie de la sûreté repose sur des modèles mathématiques imaginés par les spécialistes. Que peut-on penser des résultats ? Ceux-ci sont comparés aux règles de sûreté. Si les règles sont satisfaites, on ne s'interroge plus et on construit tel que le prévoyait le schéma de conception de l'installation. Si les règles ne sont pas satisfaites, alors le comportement des responsables, lorsqu'il y en a chez l'utilisateur, dépend d'une multitude de considérations. En général, s'il faut faire peu d'efforts financièrement et techniquement, on fera ce qu'il faut pour rentrer dans les règles, si l'effort financier est important, on hésitera beaucoup : techniquement, cela est toujours possible, mais n'est pas toujours accepté financièrement. Dans de tels cas, on truque le calcul pour satisfaire aux règles. Cela est tellement moins cher, et plus facile avec des « modèles » mathématiques (aussi peu sérieux !)

CONCLUSION

Le but de cette étude était d'essayer de voir comment la sûreté des centrales nucléaires était assurée, et de se faire une idée sur la valeur de cette sûreté. Nous avons vu que s'il y avait un effort considérable pour assurer la sûreté (ce qui ne va pas sans pression du public), celle-ci repose, au stade de la conception de la centrale, sur des bases encore beaucoup trop fantaisistes pour dire si une centrale est sûre ou pas, ou plutôt pour dire quels risques nous courons.

Seule l'expérience de leur fonctionnement nous le dira. Bâtir un immense projet économique à partir d'un immense projet basé sur l'énergie nucléaire relève actuellement plutôt de la démence pour certains, de l'hypocrisie pour d'autres, mais absolument pas du bon sens.

R. J.

(9) Cf. sur ce point l'analyse critique de J. Pollard, ingénieur T.P.E. « Les points sur les... »
(10) Il y en a même pour... cf. analyse de J. Pollard (même Compagnie de fabrication ou de montage...)

LA GUEULE OUVERTE

Fondateur :
Pierre Fournier

Rédacteur en chef :
Isabelle

Secrétaire de rédaction :
Jean-Marc Bernard
Martine Joly

ADMINISTRATION ET REDACTION

Presses de la Bûcherie
8, rue de Coix, 75006 Paris
Tél. : 633-27-34

Directeur de la publication :
Michel Lévêque

Dépôt légal : 3^e trimestre 1974

Imprimerie
« LES MARCHES DE FRANCE »
44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS

Distribution N.M.P.P.

Abonnement 1 an : 45 F
Étranger : 50 F

(Envoyer aux Presses de la Bûcherie)



M. Ertaud, directeur technique du Groupement Atomique Alsacienne Atlantique (1) affirmait lors d'une conférence prononcée le 16 mars 71 « qu'aucune technique n'a été étudiée au point de vue de la sécurité avec autant d'ampleur et de soins que celle de l'énergie nucléaire. »

Le but de cet article est d'informer cette profession de foi, au niveau très concret de la construction des bâtiments nucléaires (et incidemment des bâtiments réacteurs, ceux-ci faisant l'objet d'une technique spéciale).

Ce que j'affirme ici, c'est que, compte tenu de nos connaissances technoscientifiques et des modalités de construction des centrales nucléaires :

- 1) La sécurité des bâtiments une fois achevés est totalement inconnue ;
- 2) dans le cas où les qualités demandées ne sont pas satisfaites, il est très difficile sinon impossible d'y remédier.

Il est impossible, pour justifier ces affirmations de séparer les raisons purement techniques de celles impliquées par le système capitaliste. Cependant, pour clarifier l'exposé, je les séparerai sur la base de celle qui m'apparaît comme principale.

1. Les bâtiments nucléaires ne sont pas « calculables » (2)

● Les matériaux utilisés, notamment les bétons, béton armé, béton précontraint, bétons alliés..., ne bénéficient pas d'une étude suffisante en ce qui concerne leur comportement au vieillissement (phénomène de fluage), aux contraintes, à la fréquence et à l'amplitude des vibrations, à l'amortissement, etc... Le même problème se pose en ce qui concerne les matériaux d'étanchéité, notamment les matériaux plastiques, pour lesquels on ne dispose que d'essais en laboratoires sur au mieux une dizaine d'années, pour un usage prévu égal à la durée théorique de la centrale, soit 25 ans.

● Le calcul sur ordinateur, par la précision des chiffres obtenus, donne l'illusion de l'exactitude. Or, il n'en est rien, pour les raisons suivantes :

a) La résistance des matériaux suppose une structure formée d'éléments élancés (poutres et poteaux), ce qui n'est pas du tout le cas des bâtiments nucléaires. Ceux-ci — constitués de murs très découpés par des trémies d'éléments en béton très épais (« protection biologique »), de formes très massives — échappent complètement au cadre de la théorie. La schématisation de la structure, en « découpant » les éléments « fictifs » pour entrer dans le champ de la théorie, et donc des programmes ordinateurs, relève totalement du « bon sens » de l'ingénieur, bon sens qui reste déterminant pour adapter les résultats du calcul à la structure réelle, mais qui n'est fondé ni sur sa pratique ni sur celle des autres !

b) La structure très particulière des bâtiments nucléaires (à la fois rigide et fragile) rend ceux-ci très sensibles aux réactions du sol (tassement). La mécanique des sols est une science trop approximative pour prévoir avec précision, même entre deux valeurs limites, le comportement du bâtiment...

LES POINTS SUR LES i...

c) Les efforts provenant du matériel installé, et tout particulièrement les efforts dynamiques, sont souvent mal connus. Les efforts provenant des effets thermiques sont incalculables non seulement parce que les températures de certaines zones sont mal connues, à fortiori en cas d'incidents, mais aussi parce que la structure des bâtiments ne permet pas d'analyser sérieusement leurs effets. Enfin, le calcul aux sollicitations sismiques reste très formel : le règlement en vigueur est totalement muet sur certains bâtiments, par exemple ceux enterrés totalement ou partiellement, ce qui est toujours le cas des bâtiments nucléaires.

En conclusion, on peut affirmer que les bâtiments nucléaires ne sont pas « calculables, car la méthode (calcul mathématique) est inadaptée et inadaptée, et les efforts et comportements des matériaux mal connus.

2. Le fonctionnement capitaliste : centralisme, bureaucratisme, magouillage and co...

● L'optimisation des solutions techniques en fonction de l'utilisateur (EDF) et des Bureaux d'études se fait très rarement dans de bonnes conditions. Le dialogue entre les divers Bureaux d'études n'est jamais direct, il passe toujours par l'EDF (pour des raisons de contrôle financier plutôt que technique), ce qui entraîne une perte de temps et d'efficacité.

La division technique du travail au sein de l'EDF, l'insuffisance en personnel de ces services, son bureaucratisme, son fonctionnarisme hiérarchisé, la concurrence entre services, etc... tout cela fait de l'EDF un appareil peu apte à jouer efficacement son rôle de coordinateur.

Par ailleurs, le choix d'une solution optimale se fait par comparaison quantitative (coût, rendement, sécurité...). Si la plupart des constructeurs peuvent quantifier ces catégories, le génie civil ne peut chiffrer que la première ; pour la sécurité, il ne peut donner qu'un avis qualitatif (solution allant dans le sens d'une plus grande sécurité). Une telle appréciation est le plus souvent sans aucun poids devant des arguments quantifiés.

Il faut aussi noter que la part réduite du Génie civil dans le coût total d'une centrale nucléaire (10 à 15 %) l'oblige à se plier au maximum aux exigences de l'équipement.

● Qu'est-ce que cela peut donner au niveau de l'exécution des bâtiments ? Si l'EDF recherche pour le Génie Civil des Bureaux d'études indépendants des entreprises (3), c'est avant tout pour mieux contrôler le coût de la construction. Cette politique n'est efficace que dans la mesure où toute liaison directe entre Bureaux d'études et Entreprises est interdite (sinon il y aurait possibilité d'accord sur des solutions coûteuses). Cette séparation forcée entraîne les conséquences suivantes pour le Bureau d'études : méconnaissance des moyens techniques dont dispose l'Entreprise ; connaissance insuffisante de la conduite du chantier et des phases de construction (ce qui est important au niveau des études) ; méconnaissance des difficultés rencontrées par l'Entreprise et des modifications éventuelles apportées à l'exécution ; méconnaissance des résultats obtenus (essais, mesures de résistance, de déformations, etc...). Ainsi l'ignorance de la conformité de l'exécution par rapport aux hypothèses du Bureau d'études s'ajoute-t-elle aux incertitudes théoriques de ce dernier, de telle façon que la sécurité du produit final reste très problématique.

● Quelles sont les conditions particulières à la construction des centrales en France ? Les centrales nucléaires sont jusqu'à présent des prototypes, ce qui signifie que, d'une part, l'expérience des centrales déjà construites est, en ce qui concerne les bâtiments, quasi nulle, et d'autre part, que les temps d'études ne précèdent pas le temps de la construction, ils se chevauchent. Les études se précèdent en même temps que les bâtiments se construisent, ce qui entraîne des modifications très nombreuses en cours de construction et souvent une fois l'ouvrage terminé : démolition partielle au brise-béton (ces dernières étant rarement répercutées au Bureau d'études).

● Il faut aussi parler de la tyrannie des délais. Pour des raisons économiques, sinon politiques, les temps d'études — exécution — montage sont condensés à l'extrême, ce qui fait que la hiérarchie des « impératifs » s'établit le plus souvent comme suit : 1. délais d'exécution, 2. coût, 3. sécurité (respect du cahier des charges, des règlements). Mais derrière la raison économique, il faut voir des raisons de bureaucratisme EDF (par exemple promotion et carrière des ingénieurs, des chefs de service, etc...). Ces hiérarchies pénètrent la sphère des études elle-même, certains « détails » sont repoussés dans le temps, ce qui fait qu'au moment de leur solution le choix n'existe

de consultations rapides de constructeurs (par le système d'appel d'offres).

● Les « magouillages » capitalistes... La neutralité de l'E.D.F. est un mythe. Elle est soumise au grand capital national et international et à la politique de l'Etat. Le choix des filières (4) lui échappe ; le choix des constructeurs lui est parfois imposé (par exemple entre C.E.M. et Alstom pour le turbo-alternateur) ; le choix des sites n'est pas libre de contraintes extérieures ; le choix des entrepreneurs, de certaines techniques particulières, ne dépend pas toujours de considérations purement techniques ; enfin, le prix du kWh nucléaire devant être compétitif, cette nécessité politique influe sur les choix, et bien évidemment jamais dans le sens d'une plus grande sécurité. Deux exemples montreront que le choix de la sécurité est bien l'un des derniers :

● Alors que pour une H.I.M., les plans d'exécution sont obligatoirement vérifiés par des bureaux de contrôle agréés par les assurances, pour les centrales nucléaires ce contrôle, théoriquement assuré par l'E.D.F., se trouve totalement absent lorsqu'il s'agit de certains Bureaux d'études, la confiance (monnayée) faisant office de contrôle.

● Projet de centrale nucléaire, plan masse, campagne de sondage. Celle-ci révèle l'existence d'une faille délimitant une zone saine d'une zone de

ALORS, CE SUPER-PHENIX, ÇA VIENT ?

Soyez rassurés, ça fait plus que de venir, ça accélère jusqu'à l'emballement. Ou'on en juge : l'arrêt d'enquête d'utilité publique vient d'être publié. Il a paru in extenso (comme la loi y oblige) dans le Progrès et le Dauphiné du 20 juillet dernier.

Gens de l'Ain, de l'Isère et du Rhône (sinon des deux Savoies, et pourquoi pas des quelques 90 autres départements, et pourquoi pas du Val d'Aoste, du Piémont et d'ailleurs...) prenez la peine de le lire.

Et pour une meilleure lecture, oyez ceci : La précédente enquête publique, concernant les tranches 3 et 4 de « Bugoy », mettait dans le coup (façon de parler) les gens de l'Isère (Bugoy est dans l'Ain). Malville est

en Isère, mais les gens de l'Ain ne sont pas concernés... Oyez encore : La plupart des exportations semblent être faites... avant que l'enquête d'U.P. n'ait été ouverte. Enfin cela : si vous écrivez à la Commission d'enquête comme on vous dit de le faire (art. 4), cela sera nul et non avenue, car « on » a oublié de vous dire qu'il fallait écrire en recommandé et avec accusé de réception. (Durée : du 16 août au 16 septembre Préfecture de l'Isère (Grenoble) ou sur place, à Creys-Puissieux (Isère). Alors, si ça vous gratte et vous démange, vous pouvez toujours prendre contact avec l'un des comités qui se mettent en place, coordonnés provisoirement par le F.F.A.C.E., 8, rue A.-Gueymard, 38400 St-Martin-d'Hères...

plus, c'est souvent le rattrapage non conforme au cahier des charges, aux règles de sécurité. Veut-on des exemples :

● Le circuit d'eau brute (fondamental pour la sécurité du réacteur), qui est théoriquement dédoublé géographiquement, se trouve en fait, faute de place (!), réuni pour une partie du parcours en galerie souterraine ;

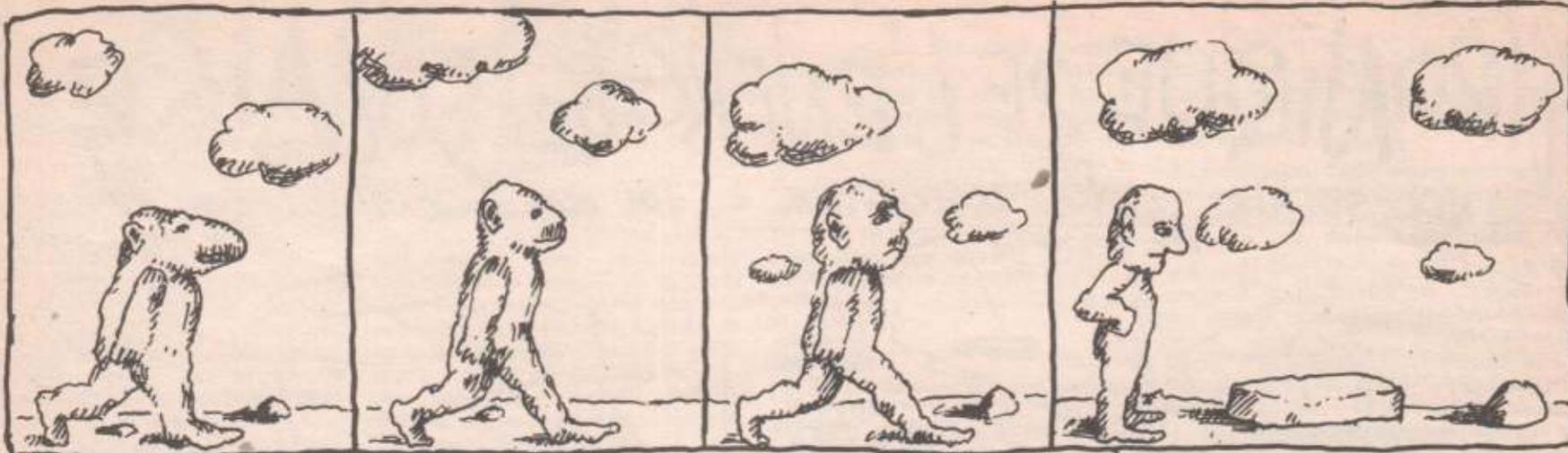
● La partie enterrée du réacteur, calculée comme soumise uniformément à la poussée des terres, se trouve, du fait de l'adjonction, en cours d'études, de bâtiments enterrés et accolés sur la moitié de sa périphérie, soumise à des efforts dissymétriques. Le rattrapage par des tirants ancrés dans le sol ne permet pas de retrouver la sécurité initiale.

De même, le recouvrement des temps d'études et de construction a des conséquences qui hypothèquent souvent la sécurité finale des ouvrages. En voici quelques exemples précis : modification d'hypothèses de calcul alors que les fondations de l'ouvrage sont déjà exécutées (adjonction d'un étage supplémentaire...), modifications des surpressions et dépressions extrêmes dans des conduites dont une paroi supplémentaire..., modifications partielles de la structure du bâtiment et des efforts exercés provenant de l'étude définitive du matériel, alors que l'étude de génie civil a été faite en fonction d'un matériel souvent à l'état de projet provenant

schiste broyé de très mauvaise qualité (tassements importants). L'implantation de la centrale est faite de telle façon que si le réacteur repose sur le terrain sain, les bâtiments des auxiliaires nucléaires se retrouvent chevauchant en diagonale la faille. L'intervention des ingénieurs en mécanique des sols, et de génie civil, proposant le déplacement de l'ensemble de la centrale ou la modification du plan masse est inutile : le projet est trop avancé, répondra l'E.D.F. En réalité, il semble qu'une telle modification aurait pu allonger les délais d'exécution et que le refus cache d'autres motifs. Il était peut-être « trop tard » pour quelques « carrières » au sens de l'E.D.F. Peut-être aussi certaines normes de voisinage n'auraient-elles plus été respectées qu'au prix d'un surcroît de dépenses intolérable. Le surcroît de dépenses dans les fondations du bâtiment annexe nucléaire a semblé acceptable, mais au prix de la sécurité. Là encore on sacrifie l'invisible au visible, l'essentiel des dérogations à la sécurité s'effectuant dans des zones non visibles, non vérifiables, difficilement réparables, c'est-à-dire essentiellement dans la partie enterrée des bâtiments (de l'ordre de 6 à 15 m) (5).

CONCLUSION

Dans la mesure où les bâtiments nucléaires peuvent être le siège d'incidents multiples (feu (6), inondations, ruptures de canalisation, etc...), et où la qualité de ces bâtiments est essentielle pour la sécurité des populations,



il faut reconnaître que l'optimisme de M. Ertaud ne laisse pas d'être stupéfiant, lorsqu'on sait qu'il termine sa conférence (7) par ces mots : « Si toute entreprise humaine comporte un risque, il faut bien dire que celui de l'utilisation de l'énergie nucléaire semble le plus faible et vraisemblablement, compte tenu des mesures prises, indétectable. » Je vous laisse juge de ces « mesures prises ».

Jacques Pollard.

Diverses correspondances avec Jacques Pollard me fournissent des compléments et des précisions de détail qui éclairent encore un peu plus son propos. En voici quelques-unes en annexe.

E.P.

● A propos des accidents : il est évident que les ingénieurs E.D.F. sont les plus aptes à fournir des informations (ne parlons pas de la « grande presse !), mais cela semble — d'après mon expérience — impossible (8) (causes idéologiques : foi dans le progrès et dans la société productiviste ; causes matérielles : dictature cégétiste, fonctionnariat, carrière, etc...). — Au sujet des leçons et de l'interprétation des accidents survenus : la division technique du travail et le cloisonnement le plus étanche possible entre les différents constructeurs font que encore une fois l'E.D.F. est en position de monopole pour juger de la façon la plus exhaustive possible les effets des accidents. Ce qui semble évident — l'expérience le prouve — c'est que les risques d'accidents sont très loin d'être nuls (cf. dans le rapport officiel sur l'accident de Bugey 1 : « Le risque de feu ne pouvant être exclu » (p. 21).) Et ceci, pour les raisons suivantes (outre celles développées dans le texte précédent E.P.) : — l'extrême complexité des installations et les conditions souvent difficiles du montage (v. nota), qui dure environ deux ans, avec quelque 500 à 1.000 ouvriers travaillant sur le chantier, s'effectue rarement dans de bonnes conditions...

— par le fait qu'on se refuse (on : E.D.F.) le plus souvent d'envisager au niveau des études les incidents possibles, sauf quelques-uns qui ne peuvent être déceimment « oubliés » (comme la perte du contrôle réacteur, par exemple). L'optimisme est de rigueur : le fonctionnement doit être normal. Toute interrogation sur un fonctionnement anormal est néfaste (augmentation du coût, prise de conscience des dangers). Ainsi, dans l'incendie de Bugey 1, on peut lire (p. 14 du rapport précité) : « Une poche de vapeur d'huile a dû se constituer sous le plafond 206.50 qui forme caisson... » A aucun moment de l'étude du bâtiment, ni l'E.D.F. ni moi (9) n'avons envisagé la possibilité de formation de vapeur d'huile, hypothèse qui aurait entraîné la suppression des plafonds caissonnés ou l'installation d'un système d'aspiration (contre bien sûr un supplément de coût...).

Nota : Des statistiques E.D.F., sur les centrales thermiques déjà construites, fixent de façon normative la surface des bâtiments en fonction de la puissance de la centrale (tant de m² par kWh), et comme il est bon (pourquoi ?) de montrer qu'il y a progrès, tout nouveau projet cherche à réduire — par rapport à la « norme » — la surface construite et à la figer définitivement, alors qu'une partie importante du matériel n'est même pas encore en étude. Ceci conduit en cours d'étude et de construction, soit à tasser le matériel, soit à trouver de la surface en ajoutant des planchers intermédiaires, ce qui dans les deux cas se fait au détriment des « normes de sécurité » (circulation difficile, gabarit de passage insuffisant, etc...). La fin de montage d'une centrale nucléaire doit tenir assez du bricolage...

● Les sécurité parallèles. Voici le raisonnement des « experts atomistes » : Si un système, un circuit... a une probabilité de non fonctionnement, de rupture, de 1/100, il suffit d'en mettre n en parallèle pour que la sécurité soit n fois le produit des sécurités partielles, c'est-à-dire

1
(—)ⁿ. Avec donc 3 « systèmes », la 100

« sécurité » devient $(\frac{1}{100})^3 = \frac{1}{1\ 000\ 000}$

Et les experts de conclure : c'est tellement faible que c'est pratiquement zéro, donc nous pouvons dormir sur nos deux oreilles.

Or, ce raisonnement est faux, car il suppose que les causes de dysfonctionnement sont totalement indépendantes d'un système à l'autre.

1^{er} exemple : Les enceintes béton du réacteur. Avec 3 enceintes, les experts affirment que la probabilité de fuite est quasi-nulle selon le raisonnement précédent. Or il suffit d'analyser les causes possibles de manque d'étanchéité pour se rendre compte que ce raisonnement est la borne supérieure de l'optimisme : 1) Causes provenant d'une mauvaise fabrication, mauvaises reprises de bétonnage, mauvaise tenue dans le temps du béton, etc... Or c'est le même matériau qui sert pour les 3 enceintes, et si l'agrégat est « mauvais », il l'est pour tout l'ouvrage, et c'est la même entreprise qui construit les trois enceintes, et peut faire systématiquement de mauvaises reprises de béton, par exemple.

2) Causes extérieures « accidentelles » : explosion (sodium-eau, par exemple, dans les surgénérateurs), séisme, missile, etc... Ces causes peuvent ébranler de la même façon les 3 enceintes et amener une fissuration dans l'ensemble de la structure. La multiplication des enceintes est donc loin de multiplier la sécurité, d'autant plus qu'elles ne sont pas indépendantes mais liées (au moins par les fondations) et qu'elles peuvent réagir l'une sur l'autre (problème dynamique inextricable).

2^e exemple : Les circuits d'eau de refroidissement du réacteur, en cas de perte de contrôle (10). Ce n'est pas en doublant ou triplant les circuits, les pompes, les moteurs, que l'on double ou triple la sécurité désirée. Même

raisonnement que dans le premier exemple : c'est la même entreprise qui construit les n circuits, la même qui les monte. De plus, il existe toujours un tronc commun à ces circuits, ne serait-ce que l'énergie nécessaire à leur fonctionnement. En outre, ce système de sécurité (absolument fondamental pour la centrale... et les populations voisines) a la singulière particularité qu'en marche normale de la Centrale, ses circuits sont complètement au repos (ils ne sont jamais essayés dans leur totalité, si bien qu'avant leur utilisation, le jour où le réacteur déconne, on ne sait pas du tout ce qui va en sortir !). Cela n'est pas du tout le cas pour les systèmes de sécurité d'autres organismes, qui sont, en marche normale (c'est-à-dire presque tout le temps), sous tension : exemple de la S.N.C.F. : conduite des trains, passages à niveau, etc... — Si on achète une voiture neuve que l'on laisse dehors pendant 10 ans, et que l'on essaie au bout de ces 10 ans de la faire démarrer, je doute fort que ça marche ! Et ce n'est pas en achetant 2, 3 ou 10 voitures qu'on aura plus de chances de partir !

Conclusion de ces deux exemples : En multipliant les systèmes, « on » augmente la sécurité, certes, mais certainement pas suivant la loi du produit des sécurités... partielles... J. P.

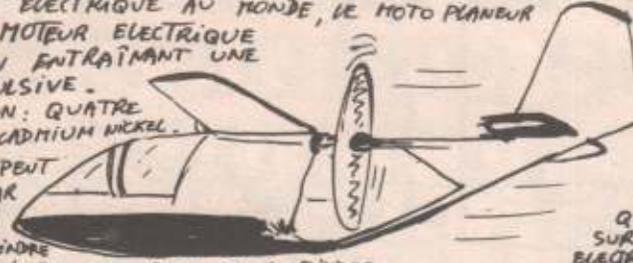
(1) Qui est devenu, depuis (18/12/73) : Groupement pour les Activités atomiques et avancées...
(2) Voir, dans le texte précédent, ce que dit R. J. des modèles mathématiques.
(3) Sauf pour les bâtiments réacteurs, pour lesquels la responsabilité doit être unique.
(4) Voir l'analyse de R. J., ci-avant.
(5) Les exemples cités tout au long de cet article proviennent de la centrale franco-belge de Tihange, PWR de 870 MWa, entré en fonctionnement récemment.
(6) Deux cas « français » bien connus : à Saint-Laurent-des-Eaux, à Bugey, en octobre 1971.
(7) Publiée dans le numéro d'avril 1971 de la Revue des Arts et Métiers.
(8) Je voudrais voir dans la démarche de R. J. (texte n° 1) un signe infirmant cette assertion (E. P.).
(9) J. Pollard travaillait dans un Bureau d'études (Génie Civil) (E.P.).
(10) Cf. G.O. n° 19 (mai 74), p. 9. Echos nucléaires : Les ennuis du système de secours (les « E.C.C.S. »).



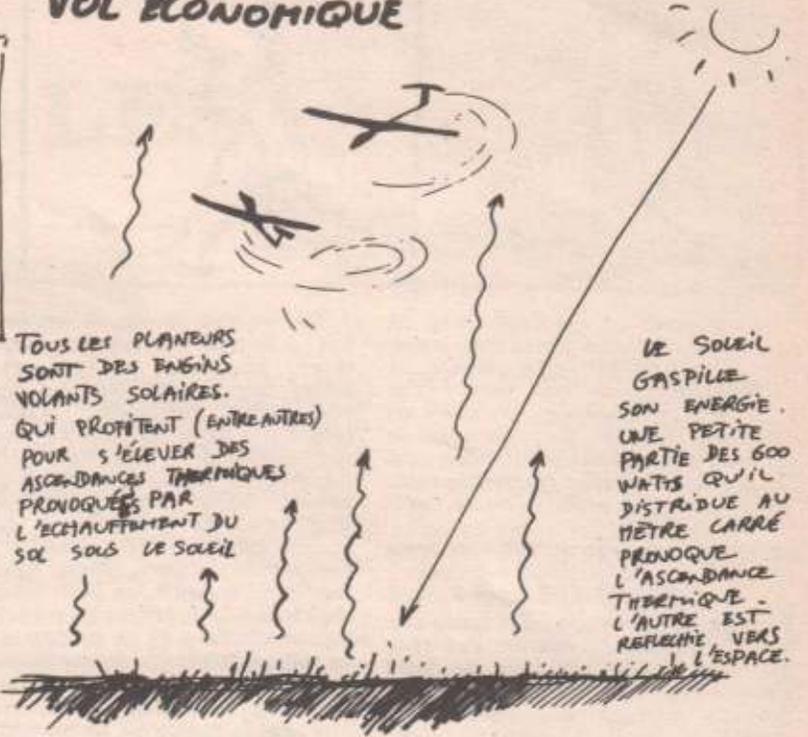
CHRONIQUE DE L'ENERGIE SOLAIRE

VOL SOLAIRE = VOL ECOLOGIQUE = VOL ECONOMIQUE

1^{er} AVION ELECTRIQUE AU MONDE, LE MOTO PLANEUR
 MB-E1 - MOTEUR ELECTRIQUE
 DE 10 KW ENTRAÎNANT UNE
 HELICE PROPULSIVE.
 ALIMENTATION: QUATRE
 BATTERIES CADMIUM NICKEL.
 L'APPAREIL PEUT
 DECOLLER PAR
 SES PROPRES
 MOYENS, ATTEINDRE
 300 m D'ALTITUDE EN 9 mn SANS UTILISER
 LE PLEIN POTENTIEL DE SES ACCUS. *



PRESENTE
 AU DERNIER
 SALON DE
 HANNOUVE
 PAR FRED
 MILITSKY,
 ALLEMAND
 QUI TRAVAILLE
 SUR LA PROPULSION
 ELECTRIQUE DEPUIS
 1941.



TOUS LES PLANEURS
 SONT DES ENGINES
 VOLANTS SOLAIRES.
 QUI PROFITENT (ENTRE AUTRES)
 POUR S'ÉLEVER DES
 ASCENDANCES THERMIQUES
 PROVOQUÉES PAR
 L'ÉCHAUFFEMENT DU
 SOL SOUS LE SOLEIL

LE SOLEIL
 GASPILLE
 SON ENERGIE.
 UNE PETITE
 PARTIE DES 600
 WATTS QU'IL
 DISTRIBUE AU
 MÈTRE CARRÉ
 PRODUIT
 L'ASCENDANCE
 THERMIQUE.
 L'AUTRE EST
 REFLECTÉ VERS
 L'ESPACE.

ON PEUT EXTRAPOLER...



MOTO PLANEUR
 RECOURVERT DE PHOTOPILES
 QUI ALIMENTERAIENT UN
 MOTEUR ELECTRIQUE
 AVEC UN RENDIMENT DE 2%
 ON OBTIENDRAIT PROBABILEMENT
 3 CV VAPEUR...
 ET A QUEL PRIX!

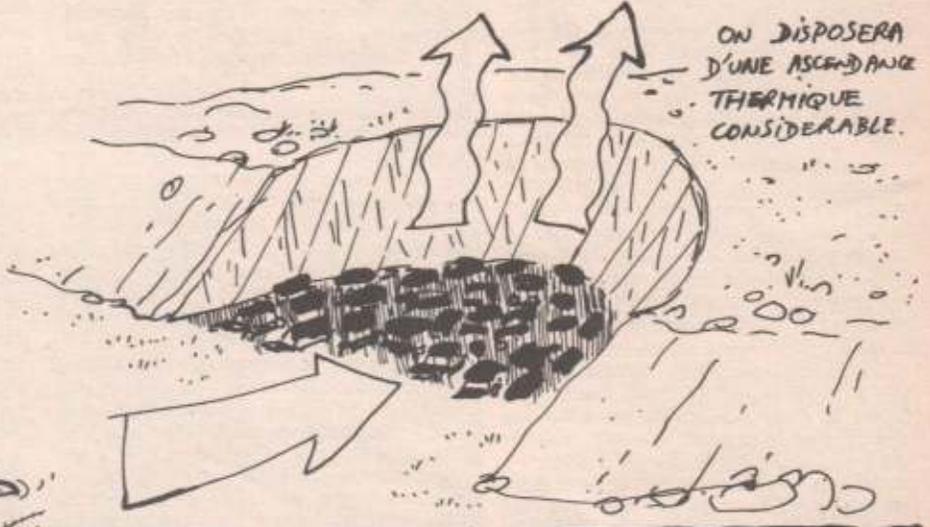
1^{er} AVION PLANEUR
 SOLAIRE!

UN COUP DE POUCE À LA NATURE



ON ENTASSE DANS
 UNE CARRIÈRE DES
 VIEILLES BAGMOLES
 BRULÉES ET BIEN
 OXYDÉES

ON TAPISSE
 LES FLANCS
 DE LA
 CARRIÈRE
 DE FEUILLES
 D'ALUMINIUM

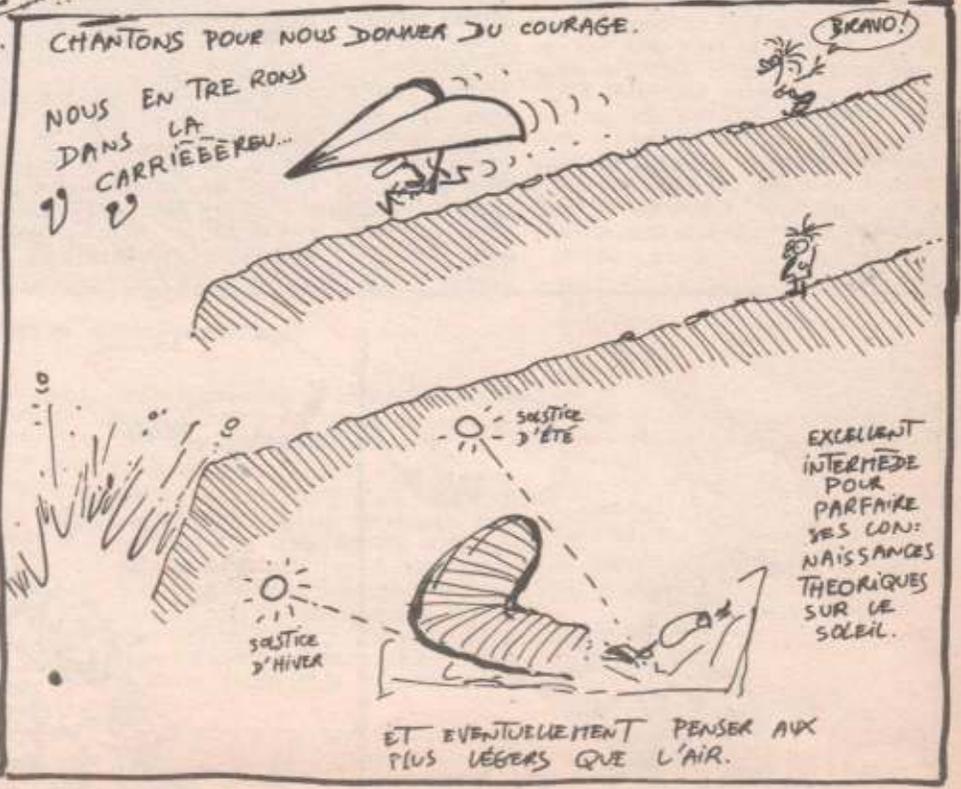


ON DISPOSERA
 D'UNE ASCENDANCE
 THERMIQUE
 CONSIDÉRABLE.



SUR LAQUELLE
 ON POURRA
 LANCER LES
 ENGINES VOLANTS
 LES PLUS
 INVRAISemblABLES
 AVEC UNE CHANCE
 DE LES VOIR
 PLANER CONVE-
 NABLEMENT.

CHANTONS POUR NOUS DONNER DU COURAGE.
 NOUS EN TRE ROMS
 DANS LA
 CARRIÈRE...



BRAVO!

EXCELLENT
 INTERMEDE
 POUR
 PARFAIRE
 SES CON-
 NAISSANCES
 THEORIQUES
 SUR LE
 SOLEIL.

ET ÉVENTUELLEMENT PENSER AUX
 PLUS LÉGERS QUE L'AIR.

* SOURCE : L'ÉNERGIE CLUB ET LE PILOTE PRIVÉ. DELTA MANTA: 2500F. DAVIS 2 à 30 SQUARE DEVOUE 95500 THIAISY ALFORT

MONTGOLFIÈRE
ENGIN VOLANT
ÉCOLOGIQUE

AVEC UN
TAS DE PAILLE,
ON FAIT DES
KILOMÈTRES



LA
MONTGOLFIÈRE
MODERNE
CONSOMME
DU PROPANE



AUTONOMIE:
LE TEMPS DE
BRÛLER LES
DEUX BOUTEILLES
DE GAZ

LES ANGLAIS
ONT INVENTÉ
UNE MONTGOLFIÈRE
SOLAIRE :
DOUBLE
- ENVELOPPE
LA PREMIÈRE,
NOIRE RAT
LA SECONDE
TRANSPARENT
POUR L'EFFET
DE SERRE.



MOI AUSSI
J'EN AI
INVENTÉ UNE

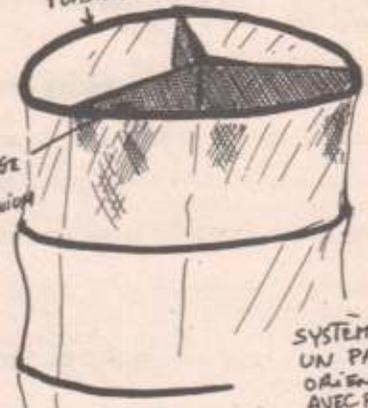
MONTGOLFIÈRE
ORDINAIRE

PRÉCÉDANT
UN MANCHON
INSOLATEUR



PLASTIQUE TRANSPARENT

GRAVAGE
FIN
D'ALUMINIUM

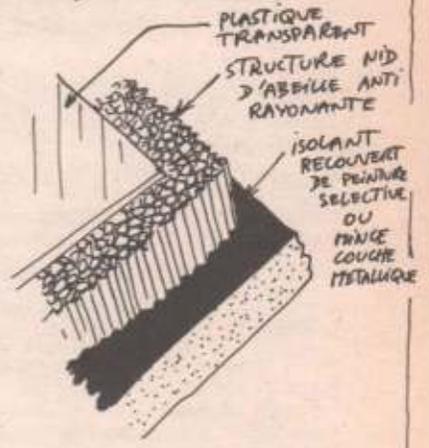


AUTONOMIE:
TANT QU'IL Y
A DU SOLEIL!

SYSTÈME PLUS ELABORE:
UN PANNÉAU PLAN
ORIENTABLE
AVEC PHOTOPILES
SUR LA
NACELLE
POUR
ALIMENTER
LE VENTIL
LO QUI
ACTIVERA
LE CIRCUIT



DETAIL DE LA STRUCTURE
DU PANNÉAU



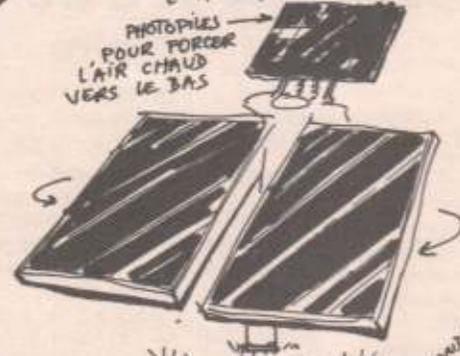
SUR UNE SURFACE DE
MANCHON DE 12 M² ENVIRON,
ON REÇOIT 10 KW DE CHALEUR
DU SOLEIL.
MÊME AVEC DES PERTES, QUI
SERONT MINIMES AVEC LA
STRUCTURE ANTI RAYONNANTE,
ON AURA ASSEZ DE CHALEUR
POUR CHAUFFER L'ENVELOPPE

AVANTAGES:
L'ÉTÉ FINI...



BON! TERMINÉ
LES ENFANTS
FAUT RENTRER
À LA MAISON!

ON PLIE LA MONTGOLFIÈRE, ON PLACE LE PANNÉAU SUR
SON PUIXS. IL CHAUFFE LA MAISON L'AUTOMNE,
L'HIVER, LE PRINTEMPS.



ET SANS
CÔÛTER
UN CENT,
ON PEUT
PAS EN
DIRE AUTANT
DU MAZOUT!

AVEC LE MAZOUT,
ON PEUT ÉCRASER
LES CHIENS!



ÇA
C'EST UNE
CIVILISATION
TECHNIQUE!



HÉ LA!

ÉCRASANT
PAS QUE LES
CHIENS
D'AILLEURS

TIENS DE VIEUX
D'INVENTER UNE
MONTGOLFIÈRE
CACTUS

FFF

OUIIIII!

PAF

PAS AU POINT.

REISER

COQUE FREDOUILLE

Juillet, août, l'artisanat bat son plein. Les stages d'apprentissage font la liaison entre la colonie de vacances et le Club Méditerranée, envahissent les coins de campagne les plus paumés comme les hauts lieux touristiques et sont bien décidés à nous dévoiler la technique, toutes les techniques, de la fabrication annuelle. Moins on a de chances de suivre sa propre mode vestimentaire et de faire sa cuisine dans ses plats — le surgelé ça va avec le pyrex — plus on rêve, et le rêve c'est monnayable, très commercial même.

Je suis tombée dans le panneau mais très consentante et de façon préméditée — quand on dispose d'un métier à tisser, y a mieux à faire que de passer le chiffon à poussière dessus me disais-je — c'est pourquoi j'ai

appris à faire des nœuds plats et des chevrons tout en pensant écrire un papier sur le stage et les stagiaires, l'artisan et l'artisanat. Et puis c'étaient quand même mes vacances, et puis mon fils me battait régulièrement à vélo, et puis j'ai fait des essais comparatifs de gnoles et puis... mon papier n'était pas écrit quand Prémillieu m'a montré son topo sur la sécurité des centrales nucléaires : on importe un type de centrales réputé sûr aux Américains qui n'en ont pas encore construit une du genre. Ils attendent de voir ce que leurs calculs vont donner... chez nous ! Le topo fait cinq pages, une de plus que prévue sur le planning, alors l'artisanat, prévu sur deux pages, ce sera le mois prochain. En attendant, herborisez.

DE QUELQUES USAGES DE LA GNOLE ET DE LA CUEILLETTE COMBINÉES

Ma mémé avait toujours quelques fiocons dans lesquels macéraient au fil des ans et au fond de l'armoire, lys, oignons ou soucis. C'était sa pharmacie d'urgence.

Calendula (c'est la fleur de souci).

Usage externe : cicatrisant, efficace en cas de foulures et douleurs en frictions.

Usage interne : emménagogue, tonique, dépuratif.

Ou utilise les fleurs fraîches sous forme de teinture (en homéopathie) ou d'eau-de-vie.

Faire bouillir 100 g de soucis dans 500 g d'eau jusqu'à réduction de moitié. Laisser infuser et refroidir. Ajouter 250 g d'alcool à 90° ou d'eau-de-vie. Passer à travers un linge et conserver en fiocons bouchés. Dose 1 à 3 cuillères à café dans de l'eau sucrée ou dans une infusion de tilleul.

On peut aussi laisser macérer les fleurs dans un bocal de gnole fermé par un bouchon de liège jusqu'à couleur de thé foncé. Passer et mettre en bouteilles.

Arnica

Un petit bouquet de fleurs d'arnica vous suffit pour dix ans. Touristes en montagnes, n'en ramassez surtout pas plus. On laisse macérer les fleurs dans

la gnole et le jus sert à frictionner les bosses des gamins.

Dans la trousse de secours de la femme moderne et pressée, un petit tube de granulé d'arnica montana 4 ch est très apprécié par les plaies et bosses. Encore un granulé, maman !

Un amer à la gentiane (la grande jaune, pas la bleue).

Il faut 3 g de poudre de gentiane chez le pharmacien, pour un litre de vin blanc bien alcoolisé (un Entre deux Mers par exemple) et un gros clou à chevron passé à l'alcool. Laisser macérer à l'ombre et goûter au bout d'un mois environ.

Un genièvre

Ramasser 1/3 de boules noires pour 2/3 de boules vertes.

Faire macérer dans de la gnole au fond d'un bocal, au moins 3 mois. Faire un sirop de sucre, ajouter de la gnole plus la liqueur obtenue au début. On peut varier les proportions gnole-sirop suivant le goût désiré.

Une prune

On cueille les prunelles juste avant qu'elles soient gelées et que les grives s'en soient gavées. Elles sont violettes-noires. Pour un bocal d'un litre : 1/2 bocal de prunelles et remplir de gnole. Laisser macérer un mois. La gnole devient rouge. Filtrer. Passer les baies au presse-purée et concasser les

noyaux. Mélanger le tout. Prendre un bocal de deux litres. Y mettre la bouillie, la gnole rouge et compléter moitié-moitié avec gnole et sirop de sucre. Laisser infuser un mois. Filtrer et mettre en bouteilles. On réutilise la pulpe plusieurs fois en ajoutant mi gnole, mi sirop de sucre et en laissant macérer plus longtemps.

Un thym

Du thym dans de la gnole ? à essayer.

Des rhumatismes

Il n'y a pas de gnole mais il faut cueillir les plantes avant l'automne.

Faire bouillir un litre d'eau. Laisser refroidir jusqu'à 85°-90°. Verser l'eau sur 125 g de sommités fleuries d'ulmaire (Reine des prés). Laisser infuser 12 heures dans un récipient couvert, passer à travers un linge et faire dissoudre, sans bouillir 1.500 g de sucre. Conserver en fiocons bouchés. Dose : 100 g par jour.

Et une tisane

Feuilles de frêne 200 g.

Feuilles de cassis 200 g.

Fleurs d'ulmaire 50 g.

Mélanger. Une cuillère à café pour une tasse d'eau bouillante.

Laisser infuser 10 mn. C'est bon pour les rhumatismes aussi.

Danielle

nouvelles du front

LE COMITE DE DEFENSE DE LA CÔTE AQUITAINE

« Nous demandons la dissolution de la mission interministérielle d'aménagement ». Le comité de défense de la côte aquitaine (6, rue St-Joseph, 33000 Bordeaux) n'y va pas par quatre chemins. Et il vient de recevoir un renfort inattendu : celui de la Cour des Comptes, qui, dans un rapport publié au mois de juin constate, en un langage châtié et mesuré, « les irrégularités et les manœuvres financières que d'aucuns qualifieraient de très douteuses ». Le comité commente : « Nous nous trouvons en présence d'un gaspillage à l'état pur des dossiers publics ». Dans sa réponse au rapport, le ministère de l'Economie et des Finances a reconnu que les critiques de la Cour des Comptes sont fondées : la gestion financière de la mission manque de rigueur, d'importants dépassements de crédits ont été constatés, etc.

Le comité « dénonce cet aménagement touristique, une forme de colonisation qui va accentuer le déséquilibre économique et livrer la région aux promoteurs et à la spéculation. Il est opposé à la destruction systématique... du milieu naturel par l'implantation d'une forme de tourisme industriel ». Refusant la transformation de « cet espace naturel, libre et gratuit en un endroit dénaturé, payant et réglementé », il « souhaite que les comités locaux, les travailleurs et la population définissent eux-mêmes et imposent le type de développement et le rythme d'évolution qu'ils jugent souhaitable » pour la région.

Les discours officiels sur la sauvegarde de l'Aquitaine sont le paravent d'une vaste mystification : « la part de la nature, c'est celle de la littérature, l'alibi d'une entreprise d'exploitation touristique » qui va transformer « la côte et la forêt landaise en banlieue plus ou moins bâtie, cimentée, asphaltée, réglementée et payante ».

Créé il y a un peu plus d'un an, le comité de défense rassemble des personnes venant d'horizons divers : défenseurs de la nature et « écologistes » bien sûr, mais aussi militants syndicalistes et politiques (C.F.D.T., P.S.U., groupes occitans), et de simples particuliers (comme on dit !).

Des comités locaux se sont formés :

— Comité local de défense de Capbreton-Hossegor et environs, 9, avenue de

Verdun, 40130 Capbreton. Trésorier : G. Dufau-Labenne, C.C.P. 320.977 G. Bordeaux.

— Comité de défense du bassin d'Arcachon :

● 13, rue Georges-Méran, 33120 Arcachon,

● 43, rue Lesca, 33260 La Teste.

Deux autres groupes sont en cours de constitution, à Lacanau et à Hourtin, et un comité Côte basque est aussi en préparation.

Pour l'heure, l'action des comités a plusieurs facettes :

— information, tant par la presse (les colonnes de « Sud-Ouest », unique quotidien régional, se sont entrouvertes) que par des réunions publiques (la dernière en date a eu lieu à Capbreton au début du mois d'août) ;

— action en justice : le comité a intenté un recours devant le tribunal administratif de Pau dans le but d'obtenir l'annulation pour excès de pouvoir d'une série de décisions permettant la construction, par un promoteur privé, d'immeubles de luxe, sur le front de mer (domaine public). Le jugement sera rendu en octobre ou en novembre. Le dossier juridique du comité est solide, selon un de ses animateurs, l'affaire est « bien partie » ;

— « action culturelle » : une pièce de théâtre est en préparation sur l'aménagement/déménagement de l'Aquitaine. Elle s'appelle « Opération Aquitaine : le nouveau Miles Bondini 033 », et pourrait être créée au moment d'« Octobre à Bordeaux », en marge du festival « officiel ». Mais pour cela il faut des sous. Une souscription est ouverte. A vos porte-monnaie ! Théâtre en miettes, J.-C. Parent, 90, rue Terres-de-Borde, 33000 Bordeaux.

Vous pouvez aussi soutenir les actions engagées en adhérant au comité de défense : cotisation annuelle 20 F.

Pour en savoir plus :

— « Une jolie gueule bien pomponnée », par Bernard Charbonneau, « G.O. » n° 10, août 73.

— « Truchement culturel », par Laurent Samuel, « G.O. » n° 12, octobre 73.

Un « dossier » sur la côte aquitaine est annoncé pour un des prochains numéros de la « G.O. ».

Enfin, le comité envisage fortement la publication d'un « livre noir » de l'aménagement de l'Aquitaine.

CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE

LA PALE GUEULE (c'est celle que font les paysans, mais aussi celle que prend la campagne et le pain)

D EPUIS quelques temps les agriculteurs (pardon, les exploitants-exploités agricoles) s'agitent. Cela se comprend : tandis que le prix du porc baisse à la production, celui des engrais, du fuel et des mécaniques ne cesse d'augmenter. A tel point qu'en 1974 il faut deux fois plus de produits agricoles pour payer un tracteur qu'en 1972 ; et selon le « Canard » alors qu'il fallait six cochons pour cela en 1947, il en faut cent aujourd'hui. Et ce n'est pas fini, on n'arrête pas le progrès, qui est celui de l'inflation. Quant aux engrais, ne vous inquiétez pas, vous paierez le solde à la récolte. Beau résultat de la « révolution verte » — ou plutôt jaune pipi si j'en crois la couleur des silos — prônée par M. Mansholt et consorts. Comment se fait-il que cette agriculture (?) enfin rentable profite si peu aux derniers travailleurs de la terre ? Je laisserai provisoirement de côté les bénéfiques qu'en tirent les citadins, ayant eu l'occasion d'en parler ailleurs. (1)

La crise des produits agricoles touche les paysans dans la mesure où ils ne le sont plus : leur mécontentement s'explique car ils ne sont pas seulement atteints dans leurs revenus mais dans leur être, même s'ils n'en sont pas conscients. Grâce à l'agriculture un vaste secteur de l'économie fonctionnait à l'énergie solaire, or l'agrochimie fonctionne au fuel et à l'électricité. Dans la mesure où il se spécialise, l'agriculteur doit de plus en plus acheter et vendre, et s'intégrer dans l'organisation économique. Il doit investir, renouveler un outillage qui s'use ou qui n'est plus à la mode, et le représentant est là pour lui proposer à crédit le tracteur dernier modèle. Enfin les paysans, de moins en moins nombreux, doivent faire vivre un secteur tertiaire de contrôleurs et de bureaucrates qui l'est de plus en plus. Tout cela se paye. Que l'on s'étonne après cela que les derniers paysans aient du mal à survivre. Sans compter que la production en masse de produits standardisés et insipides contribue à la surproduction : on ne peut pas se gaver de golden ou de jambon transparent comme on change de bagnole. Dans le système de l'agrochimie, le paysan comme le sol qu'il travaille n'est qu'un intermédiaire provisoire qui doit disparaître tôt ou tard, le jour où l'industrie chimique fabriquera des pilules de protéines ersatz parfumées à l'entrecôte minute. L'exploitant agricole n'est là que pour assurer la transition ; s'il ne le comprend pas et en met pas en cause le système Mansholt, sa révolte même précipitera sa liquidation.

Car le régime actuel profitera seulement de la crise agricole pour se perfectionner. Selon « le Monde » celle-ci doit être l'occasion « de rapprocher la production des exigences de la consommation » et « les paysans les plus défa-

Depuis que cette chronique a cessé de paraître, le terrain vague n'a pas cessé de s'étendre pour autant ; on dirait même que l'inflation provoquée par la « crise de l'énergie » lui a donné un coup de fouet. En effet, au lieu de garder ces fonds qui fondent, ne vaut-il pas mieux investir au plus vite, et liquider les crédits pour les routes, car demain on ne sait jamais ? C'est peut être le dernier train, précipitons-nous pour le prendre. Et la horde des bulls s'active partout pour raser les haies, « recalibrer » les ruisseaux, tailler le poil aux forêts nationales, qu'on replante en sapins bien en ligne dans le sens de la pente. La table rase est en

vorisés doivent être plus particulièrement soutenus ». Mais comment ? — Par « la poursuite de la modernisation des structures de production, en clair « l'accroissement de la taille des exploitations » et par « l'intégration de la production avec la distribution et la consommation ». (2) En d'autres termes par le renforcement de la liquidation des paysans et de nouvelles restrictions au choix des consommateurs. Le ministre de l'Agriculture nous le dit de façon fort claire, on interdira à ceux qui touchent l'I.V.D. (Indemnité viagère de départ pour les vieux agriculteurs) de cultiver le moindre lopin de terre, et l'on reconvertira les derniers jeunes dont l'exploitation est insuffisamment rentable. On leur interdira de vendre leurs poulets au marché, et il ne nous restera plus que ceux des tunnels ou du congélateur. Allons, le désert français a un bel avenir devant lui. Et « pour contraindre la masse des producteurs qui restent hostiles à toute forme d'organisation économique de la production — arguant qu'ils veulent être libre de produire ce qu'ils veulent et autant qu'ils veulent — il a été envisagé de refuser toute aide (crédit, subventions, primes) à ceux qui refusent de se soumettre. » (1) Avis aux chevelus qui rêvent d'élever des biquets à la campagne, la Safer leur refusera la terre, et le Crédit agricole le fric. Mais plus le pétrole se fera cher, plus l'on augmentera les subventions qui passent aussitôt de la poche du paysan rentable dans celle de Sanders. Et dans la banlieue agricole parfumée par les tunnels, le remembrement et le recalibrage prendront une nouvelle ampleur.

D ONC il ne faut guère compter sur la crise de l'énergie. Au fur et à mesure qu'elle s'aggravera, le système se durcira : le « mouvement écologique » doit d'abord compter sur soi-même. Tout d'abord en prenant conscience du problème de la campagne qui, avant d'être écologique, est économique et politique. Ensuite en prenant la parole, c'est-à-dire en essayant de rompre le silence qui fait que l'on peut maintenant parler de protection de la nature mais pas de défense de l'agriculture et de la campagne. Je les rappelle ici sans craindre de me répéter, car il faut gueuler pour se faire entendre d'une opinion sourde dont les mass media ont crevé le tympan. L'agrochimie augmente le rendement mais elle le fait au prix de trois coûts 1) disparition de la saveur et de la variété de nourritures au profit d'ersatz alimentaires insipides et standardisés 2) disparition de la beauté et de la variété des paysages remplacés par le terrain vague ou la banlieue 3) enfin disparition de la variété des cultures et des sociétés locales. Plus de repas, plus de ruisseaux, plus de fêtes : si vous

bonne voie, sur laquelle pustuleront les abcès rouges ou jaune vif des élevages en batterie dont le pus infectera l'air et l'eau. Et tout aussi infect le discours officiel sur la protection de la nature polluera nos oreilles. C'est le moment de le crier une fois de plus : l'essentiel de l'espace en France, ce n'est pas exactement la nature mais la campagne et tout ce qui s'y fait nous concerne directement. *Pas d'écologie, pas de protection de la nature, de bonheur, en Europe occidentale sans une politique authentiquement agricole.* Je m'excuse auprès de mon lecteur de pratiquer ainsi l'italique, mais il me faut enfoncer le clou.

voulez ou tolérez le totalitarisme agrochimique, êtes-vous prêts à payer la note ? Vous aurez la golden, l'égout, le petit bourgeois, la télé et rien d'autre. Vous aurez la quantité, mais pas la qualité, ni la variété. A quoi bon cent hectares à l'hectare s'il n'y a plus qu'un vin, qui ne mérite plus ce nom ? A quoi bon être gavé si on ne l'est plus que de plastique ? On n'avale plus que pour vomir : on dégueulera la glaire de poulet, l'eau de la rivière égout, le paysage pourri qu'on retrouve aux Seychelles, le travail-loisir qui revient à heure fixe jusqu'à la mort.

Etes-vous prêts à avaler le paysage et la protéine ersatz totale avec quelques îlots de nature intacte dans un parc national ou quelques grammes de caviar biologique payé au poids de l'or ? Allez-vous vous laisser ôter le pain ou l'eau de la bouche, le paysage des yeux sans réagir ? Vous le pouvez encore à tout instant dans la mesure où il y a encore des produits agricoles et des campagnes — mais ne l'oubliez pas, chaque jour — un peu plus vite à peau de chagrin se rétrécit. Vous le pouvez à tous les niveaux, privé ou public. D'abord en profitant de ce qui existe encore : de la dernière rivière ou de la dernière auberge qui vous offre les plaisirs de la vie pour un prix modique ou pour rien. Puis, ces joies, vous pouvez les défendre, pour vous et pour les copains. Pour commencer, pas besoin d'utopie. L'énergie solaire ? Mais l'agriculture utilise sans le savoir la photosynthèse selon des techniques parfaitement au point, épargnant des milliers de mégawatts. Dès à présent pour aider les paysans et couler Sanders, vous pouvez demander très haut chez votre boucher si le veau qu'il vous présente a gambadé ou non dans l'herbe et renifler les pêches en demandant si elles ont poussé dans un étang ; vous défendrez ainsi les derniers éleveurs contre la concurrence frauduleuse de l'élevage en batterie. Vous pouvez défendre par tous les moyens le ruisseau de votre village, à condition de savoir que ce n'est pas la Baisolle qui est en cause, mais le Ruisseau. En attendant qu'on vous l'interdise, vous pouvez vous fournir chez le paysan en le félicitant de la qualité de ses produits agricoles et le jour où on vous interdira vous consacrerez vos loisirs à la guerre contre l'agrochimie. Lutte pour une autre Europe, ou une autre F.A.O. MM. Mansholt et Consorts vous soutiendront désormais. Dans cette société où tout devient loi vous combattez la loi, fruit du système. Vous ferez de la politique. Mais j'espère que ce ne sera pas seulement pour peindre en rose ou en rouge le tunnel blanc du coin.

Bernard Charbonneau

(1) Cf. B. Charbonneau, Notre Table Rase (Editions Denoël).
(2) Le Monde, 30 juillet 1974.

LA RÉVOLTE COMMENCE

L'AGRICULTURE biologique qu'est-ce que c'est ? Tout le monde en parle.

Pour certains, c'est ce qui leur produira la bouffe saine dont ils rêvent. Pour d'autres, c'est un type de culture qu'ils mettent en pratique sur un carré de terrain. Pour d'autres encore, c'est une technique douce comme une autre : une technique et un mode de vie. Enfin, pour certains c'est leur vie parce qu'ils sont agriculteurs.

L'agrobiologie est avant tout une réaction contre un système industriel qui contraint la paysannerie à dépendre des villes, des pouvoirs centralisés. C'est bien sûr aussi une réaction contre les pollutions diverses et la bouffe que les agriculteurs deviennent contraints de produire et nous de consommer.

Il paraît intéressant d'analyser ce qu'est l'agrobiologie car elle est loin de n'être qu'un processus réactionnaire ; au niveau technique elle s'appuie sur des découvertes récentes (Rusch...). Cette ambivalence réaction-création permet toutes les ambiguïtés. Considérer les agrobiologistes comme des mystiques ou des charlatans c'est prendre une partie pour le tout.

Ce processus de réaction face au mode de production agricole industriel, ils ne sont pas les seuls à l'entreprendre : les paysans travailleurs y participent également.

Le système industriel a su se rendre indispensable et donc paraître comme un sauveur aux yeux des agriculteurs.

La création des villes a régionale-ment d'abord contraint les agriculteurs locaux à produire un surplus pour satisfaire les besoins des citadins en échange d'un salaire. Jusque là rien de critiquable parce que le taux d'insuffisance régionale restait important par le biais des marchés locaux. Les populations restaient sur place, et participaient à la vie culturelle locale (aucune dépendance vis-à-vis de la ville).

Si une ville augmente sa taille, il sera nécessaire de dégager un plus grand surplus.

1. Sur la même surface, il faudra augmenter la productivité, donc s'équiper en matériel, fertiliser chimiquement, emprunter au Crédit Agricole, et se spécialiser dans une production (le producteur de lait achètera son beurre).

2. Bouffer la surface conservée pour l'autosuffisance des campa-

Pour tous, c'est une alternative au mode de production de la bouffe chimique ; c'est en quelque sorte prendre en main sa révolte. Une rubrique régulière sur l'agrobio dans la G.O. ?

Un exposé supposé « complet » sur ce sujet serait en tout point indigeste. Il est préférable d'y aller par doses homéopathiques : une page ou deux par numéro. De plus, l'agrobio, c'est pas une prise de conscience une fois pour toutes ; c'est une action régulière et permanente.

Dans cette rubrique, on essaiera de mêler :

1) une sorte de « feuilleton » scientifique pour comprendre ce qui se

gnes (Cf. Potagers symboliques des agriculteurs actuels).

3. Si le territoire de la région ne suffit pas à la boulimie citadine, la colonisation des autres régions apparaîtra « nécessaire ».

Les monocultures régionales (les artichauts de Bretagne et les pêches de la vallée du Rhône) sont du même type que les monocultures nationales imposées par l'impérialisme. Spécialisation et uniformisation.

L'allongement des circuits économiques qui consiste à vendre son lait pour acheter son beurre, crée à chaque fois une source de profit pour les circuits financiers. L'augmentation des coûts des produits nécessaires aux paysans, dont ils n'ont pas la maîtrise, (engrais, mécanisation, emprunts) les contraint souvent à cesser d'exploiter.

Pour eux, une seule solution : la ville, ou le centralisme peut apparaître comme le sauveur, en proposant à l'ex-paysan un emploi. En fait, il ne fait qu'accroître la dépendance de la région à son égard, en jouant sur les emplois qu'il a lui-même rendus nécessaires.

L'agriculture moderne : comme toujours, un discours et une réalité différente. Au niveau du discours officiel du gouvernement : « respect de la petite exploitation familiale », « respect de la propriété privée », « pouvoir de décision aux exploitants ». Motivations bien claires : l'électorat paysan est encore nombreux et il faut pouvoir se le conserver.

La réalité ? Elle vient de s'exprimer dans toutes les luttes paysannes de cet été. De par leur multiplicité, et de la concurrence qui peut exister entre eux, les paysans ne sont pas maîtres des prix agricoles. Ils ne sont pas maîtres non plus parce que les produits arrivent tous sur le marché en même temps (chute des prix).

passé dans la nature et ne pas subir une technique ;

2) les travaux et l'actualité du mois (conférences, visites d'exploitations, stages) ;

3) la présentation des différentes organisations tournant autour de l'agrobio (amendements, services divers aux agriculteurs, commercialisation, propagande pour le développement de l'agrobio...)

4) un éclaircissement sur les problèmes économiques et politiques que rencontrent les producteurs, les intermédiaires et les consommateurs ;

5) les petites histoires internes « histoire de balayer devant sa porte » ;

L'Etat sauveur intervient en jouant un rôle de régulateur des prix (création de l'O.N.I.C., S.I.C.A.) et des produits (stockage et libération progressive sur le marché). L'Etat sert également de relais entre les agriculteurs et la Communauté économique agricole. Les cours européens indiquent que « le France » a intérêt à faire du porc ? Et hop ! Les crédits sont libérés, les agriculteurs sont « conseillés » pour faire du porc. Jusqu'à ce que les prix s'effondrent. Et c'est pareil pour le maïs, pour les génissons, pour le colza, pour le lait, pour les fruitiers et pour tout.

Mais évidemment, les critères profit (à court terme), rentabilité du sol (à court terme) ont été respectés à l'aide bien sûr des engrais chimiques, des désherbants, des pesticides, des tracteurs de plus en plus puissants !

L'agriculteur, là dedans ? Exploitant. Oul. D'un sol qui n'est plus qu'une machine. Exploitant sans pouvoir, qui reconvertit sans arrêt son exploitation pour ne pas sombrer.

Il y a donc bien une ambiguïté dans l'agriculture moderne, que les partis de droite savent très bien entretenir ; d'autant plus que les paysans ressentent les partis de gauche (même si le M.O.D.E.F. s'en défend violemment) comme voulant nationaliser les terres, les collectiviser et favoriser l'implantation de coopératives où les paysans perdent toute responsabilité. Le capitalisme joue sur cette confusion, pour maintenir et développer son emprise sur l'agriculture.

Il faudrait pouvoir faire la distinction entre propriété = source de profit, et propriété k territoire. L'éthologie et l'éthnologie permet-

6) les critiques faites à l'agrobio, « histoire de se dépoussiérer l'esprit » ;

7) les conseils de l'agriculteur traditionnel ;

8) et des dossiers variés sur chaque plante, animal, le travail du sol, les assolements, la fertilisation, les traitements, les maladies... et des expériences vécues...

On ne mettra pas tout chaque fois, mais tout devrait y passer. On ne tient pas non plus à faire ça tous seuls.

Si vous avez des infos, envoyez-les nous. Et puis si vous avez des problèmes, on essaiera d'y répondre dans le mois en s'adressant aux gens « compétents ».

tent de mieux comprendre la volonté que peut avoir un paysan de conserver la terre où il travaille et où il habite.

A cette situation, on l'a dit, deux types de réactions :

1) celle des paysans-travailleurs qui exigent, puisque telle est la réalité, que leur soit reconnu le statut d'ouvrier avec tous les « avantages » que cela signifie (salaire garanti, horaire fixe...). Lever le masque que maintient le centralisme pour que la lutte des paysans soit claire, comme est claire la lutte des ouvriers face à leurs patrons ;

2) les agrobios eux, ne tiennent pas à devenir des salariés. Ils veulent retrouver ou conserver leur territoire et une production agricole de qualité. Ils acceptent de travailler parfois plus que lorsqu'ils étaient en chimie, parce que leur travail leur paraît cohérent et attrayant. Le travail n'est plus une aliénation mais une nécessité qui leurs permet de vivre en relation étroite avec leur sol.

Leur mouvement s'est construit plutôt autour du souci de maintenir ou de recréer un équilibre écologique. Il impliquerait un retour à la polyculture élevage et un abandon de toute monoculture (ce qui n'est guère encore le cas).

C'est par jeu de balancier, en opposition à la déshumanisation à l'objectivité, à la rigueur scientifique, à la froideur des chiffres, que l'agrobio a tant développé une mystique... Valeur de vie et de nature, la subjectivité, l'indémontrable...

Mais les partisans de l'agrobiologie sont loin d'avoir une vision uniforme. L'agrobiologie est pratiquée par des agriculteurs, donc un élec-

AU POTAGER

cès mystique des deux premiers groupes et cherchent à considérer les problèmes politiques et économiques, par exemple, se regrouper pour se passer ou se défendre des circuits commerciaux (Nature et Progrès). Ils désirent amplifier les relations entre groupes de producteurs et de consommateurs. Ce qui permettrait aux citadins d'acheter des produits moins chers que dans les magasins « spécialisés », et aux

de ou du légume? La connaissance des équilibres biologiques devrait également permettre une remise en question de la surconsommation de viande.

En conclusion, l'agriculture biologique pourrait très bien s'inscrire dans le système économique classique.

Au pire, au nom d'une globalité, certains partisans de l'agriculture biologique pourraient mettre en avant les notions de « sain » de « pure » de « race » et être récupérés par les néo-fascistes comme cela se fait déjà en Allemagne.

Au contraire, il existe au sein de l'agrobiologie un potentiel subversif évident : prise en considération des équilibres écologiques bien sûr, mais aussi de l'équilibre économique régional et de la diversité culturelle.

Sur ce plan, certains agriculteurs et écologistes peuvent rejoindre les paysans travailleurs qui se préoccupent des conséquences écologiques de leur production. Malgré leur apparente opposition, il n'est pas improbable donc qu'ils se retrouvent un jour côte à côte.

B.

de disparition dans le monde agricole. Ils se sont appuyés sur un catholicisme très conservateur (condamnation violente de la pilule et de l'avortement) et ont réhaussé la notion de la Famille, Cellule de base de la nation. Comme il n'y a pas de remise en question du pouvoir économique centralisé (même s'il y a une critique des industries chimiques), les sociétés comme Lemaire Boucher et Racineux sont calquées sur la société commerciale traditionnelle : sectarisme et tendance au monopole.

D'autres, comme les biodynamistes ont eu besoin d'un Steiner, pour développer une mystique originale, globaliste, dont l'homme reste néanmoins le centre grâce à son Esprit.

D'autres en développant leur sensibilité et leur subjectivité, n'ont besoin d'aucune structure, même s'ils ne lui donnent pas ce nom. Généralement, ils sont exaspérés par l'ex-

Le Congrès de Nature et Progrès aura lieu le 15-16-17 novembre 1974 au Centre International de Paris, porte Maillot. Pour plus de détails s'adresser à la permanence parisienne de Nature et Progrès, 15, rue Mesnil, Paris-16e. Tél. : 553-96-98.

Il existe une traduction en français des « Cours aux agriculteurs » de R. Steiner. Editions Anthroposophiques Romandes, 13, rue Verdaine 1204 Genève (15 F).

producteurs de les vendre plus cher qu'ils ne les vendent aux circuits de distribution.

La nécessité de la polyculture élevée (production d'engrais organiques) justifie la consommation de viande ce qui pourrait mettre fin à l'éternel débat : pureté de la viande

torat, à priori conservateur et prônée par des écologistes « subversifs » qui ne pratiquent guère. Les premiers cherchent à retrouver un équilibre disparu, au nom de la globalité, et les autres voient dans l'agrobiologie la possibilité de subvenir à ses propres besoins sans dépendre des modes de production centralisée et pouvoir permettre l'autonomie de groupes et régions, au nom de la diversité.

Certains refusent tout contenu mystique de près ou de loin, et ne s'intéresse qu'à la technique pour satisfaire un seul but : vendre. Parce que l'agrobiologie, les produits « sains » peuvent être une source de profit comme une autre.

Les « maisons » comme Lemaire Boucher, Racineux et la Vie Claire, ont compris qu'elles devaient développer toutes les valeurs en voie

Les travaux du mois au potager

L'épinard : C'est une plante riche en vitamine A, en fer, en potasse. On le sème sans trop enterrer la graine, en lignes distantes de 25 cm. 30 grammes de graines suffisent pour 10 mètres carrés de terrain. La levée dure 5 à 6 jours. On éclaircit les plants de 8 à 10 cm. L'épinard se récolte feuille après feuille en épargnant le bouquet central.

C'est une plante qui redoute la sécheresse. On peut associer l'épinard aux poireaux, céleri-rave, pois, fèves. Eche-lonner les semis tous les 15 jours. La variété qui paraît la plus intéressante est « l'épinard monstrueux de Viroflay ». C'est une variété rustique, très vigoureuse qui s'adapte le mieux à l'hiver.

La laitue pommée d'hiver et la laitue romaine
On sème ces graines en pleine terre en pépinière ; on les met en place en octobre à 30 cm en tous sens. Protéger les plants contre l'hiver si possible sous châssis. On les associe à toutes les cultures à développement lent, comme les carottes, céleri, choux. Quelques variétés parmi bien d'autres. Laitue pommée brune d'hiver, variété rustique, hâtive. Laitue romaine verte d'hiver, variété très rustique.

Même association. Variété à bien choisir contre le froid. Les poireaux : on les sème vers le 15 septembre. On les sème clair. Eclaircir tous les 15 cm. On a besoin d'environ 10 grammes par mètre carré de pépinière. Pailler pour protéger des grands froids. On récolte au printemps petit à petit. Une culture associée est particulièrement intéressante : poireaux-carottes pour lutter contre le ver du poireau et la mouche de la carotte.

La mâche : On la sème vers la mi-septembre, en lignes distantes 15 à 20 cm, on peut semer en ligne pour que le désherbage soit plus facile. Espacer les semis. La mâche demande un sol propre et humide. Pour cela, protéger les semis avec de la paille contre la sécheresse. Cultures associées : choux, poireaux. L'ombrage des cultures associées favorise la levée des semis.

Les navets : on les sème en septembre pour la provision d'hiver. La variété « Navet blanc dur d'hiver » est la plus résistante au froid ; les plants peuvent rester en terre l'hiver. Associations : carotte, pois, salade.

Choux de printemps et choux-fleurs de printemps
Les choux de printemps redoutent la sécheresse. Semer début septembre, mettre en place en novembre, ou au printemps pour les régions à hiver rigoureux. Planter en lignes distantes de 80 cm, les plants espacés de 50 cm. Associations avec la mâche, le céleri, laitues et betteraves.

A cette époque de l'année on peut semer des engrais verts : crucifères ou vesce d'hiver-seigle. Il faut aussi mettre en place les plants des choux-fleurs brocolis, des fraisiers et des poireaux.

Les choux-fleurs de printemps sont des plantes à culture délicates, très fragiles à la sécheresse. Il faudra donc bien recouvrir le sol. Semer en pépinières début septembre, repiquer sous châssis en octobre... récolte en mai.

Il faut aussi s'occuper des plantes aromatiques et condiments. Semer le cerfeuil, fenouil, pimprenelle, persil. Diviser les touffes de thym, ciboule et en général les plants de fleuris des aromates.

A part cela, selon le calendrier biodynamique il serait préférable de travailler le sol entre le 10 et le 20 septembre et semer le 6, 7, 11, 15, 23, 24 septembre. On peut se procurer ce calendrier, qui établit les meilleures dates des semis et des travaux du sol en fonction de l'influence des astres sur les végétaux, auprès de l'Union française des cercles régionaux d'agriculture biodynamique. ■

On peut se procurer ce calendrier, qui établit les meilleures dates des semis et des travaux du sol en fonction de l'influence des astres sur les végétaux, auprès de l'Union française des cercles régionaux d'agriculture biodynamique. ■



BRETAGNE: ÇA S'AGITE SOUS LES CASQUETTES ET SOUS LES COIFFES...

En juin dernier, aux Assises de Montargis, on a souvent vu et entendu un petit homme brun, casquette vissée sur le crâne, qui tentait avec l'énergie du désespoir, de placer l'écologie sur un terrain politique. Guy Caro, 36 ans, conseiller général des Côtes-du-Nord, médecin psychiatre, mais aussi, et surtout, militant écologiste et autonomiste breton. Quoi ? Tout cela ? Qu'est-ce que c'est, Guy Caro, un mégalo-mane ?

ABORD simple, regard franc, voilà le monstre... alors, raconte, à quoi ça rime, tout cela ?

MEDECINE ET ECOLOGIE

« La pratique du médecin qui se refuse à camoufler les choses avec des médicaments le place dans le courant qu'on appelle l'antipsychiatrie. Le médecin est un de ceux qui peut actuellement le plus percevoir les méfaits d'un système antiécologique. Les gens ne se dépriment pas, ne deviennent pas « fous » par hasard. L'engagement poli-

évidente. Le médecin qui aborde la question de l'alcoolisme ne peut la détacher du contexte breton : pourquoi les Bretons boivent-ils, pourquoi le vin arrive-t-il par bateaux dans les ports de Bretagne ? La seule réponse satisfaisante à ces questions est celle que procure une analyse de la situation de la Bretagne colonisée. De même, c'est encore dans la pratique que se fait la liaison entre écologie et autonomie : lutter contre le tourisme de luxe et l'accaparement de la côte par les riches, par exemple, c'est lutter pour conserver un espace, mais un espace

clinique Burloud, ce sont les administrateurs qui ne comprenaient rien à ce que médecins et malades tentaient de faire en remettant en cause la hiérarchie, le pouvoir, en responsabilisant chacun au lieu de lui retirer toute initiative, qui ont renvoyé le médecin et fermé la clinique. La propriété privée permet aux possédants de décider du sort de ceux qui y travaillent.

La hiérarchie : il y a toujours quelqu'un au-dessus ou au-dessous, à de rares exceptions près. Chacun dans son boulot en est victime, chaque femme à la maison aussi. Chacun doit lutter contre

DES COMMUNAUTES ?

« L'important des communautés, c'est que c'est là qu'ont voulu se satisfaire les aspirations révolutionnaires contre la propriété privée, la hiérarchie et le nivellement culturel. Mais une seule question : les petits îlots communautaires peuvent-ils s'agrandir ? Les hippies ont été bien récupérés, aux U.S.A. Giscard est plus subtil que Nixon... et dans le fond, une communauté qui reste à vivre son expérience dans son coin, quelle belle soupe de sécurité au système ! les ouvriers à l'usine, les paysans dans les champs, les autres dans un boulot quelconque, et tous ceux qui ne veulent pas de cela, hop ! en communauté... surveillée discrètement par la gendarmerie locale.

L'important est que la communauté réussisse à se lier avec les gens du coin : rien à voir avec un cotolement aimable et poli. La liaison se fait dans le partage des problèmes communs, dans la présence dans la vie locale, depuis la réjouissance jusqu'à la lutte. En Bretagne, il y en a qui réussissent à faire cela : ils avancent certes moins vite que s'ils étaient tout seuls, mais tout le pays bouge avec eux ».

LIMITES ET UTILISATION DES INSTITUTIONS

« La gestion municipale, qui peut être un moyen de participer activement à la vie locale, est le plus beau piège qui existe : les militants se retrouvent des gestionnaires, quelquefois très réactionnaires car pour ne pas perdre le pouvoir municipal ; il ne faut pas être trop à gauche ; on devient alors un frein aux aspirations révolutionnaires que l'on prétendait soutenir ! une gestion de gauche n'est certes pas une gestion de droite, mais que de temps perdu pour un militant !

Le conseiller général perd moins de temps : quelques jours par an seulement. Mais Caro, conseiller général de gauche, ça ne représente rien, même dans les Côtes-du-Nord : qu'est-ce que c'est d'être un notable antinotable ? Le titre de notable peut servir par exemple en Irlande pour râler contre une expulsion, ou sur une lutte, pour mieux aider. Mais il y a là mieux à faire que de rester dans le cadre de ces institutions qui ont beaucoup trop de limites militantes : bonne expérience, que Caro ne renouvellera pas ! »

Et maintenant, un peu de râchage... ça ne fait pas toujours du mal.

AUTOGESTION DE LA VIE ET DES LUTTES

Quelle sera la Bretagne autonome ? Socialiste, diversifiée, mais il n'est une fois de plus pas question de présenter un programme. C'est à chaque catégo-



« La militarisation de la Bretagne se cache derrière un aimable folklore »

rique du médecin se fait dès qu'il ne veut plus simplement soigner, mais prévenir. Pour le psychiatre, prévenir, c'est supprimer les conditions de travail telles qu'elles sont, les conditions de vie actuelles dans le monde et en famille : on fabrique des psychopathes à la pelle. C'est aussi supprimer le patriarcat, la domination quotidienne : l'homme qui domine la femme et tous deux qui dominent les enfants ».

LA PRATIQUE, TOUJOURS LA PRATIQUE

« Être militant écologiste, c'est aussi être militant breton : c'est dans la pratique que les liaisons se font avec

breton, dont la jouissance appartient, de façon égalitaire, à tous. C'est un refus de colonisation, d'écrasement des uns (les autochtones) par les autres (les envahisseurs saisonniers) ».

Tout cela peut paraître banal. Mais est-ce que c'est banal pour tout le monde ? on continue...

LES ENNEMIS A ABATTRE

« La propriété privée : c'est elle qui dépossède les Bretons de leur terre, les individus de l'espace. L'ouvrier de chez Citroën ne possède rien : tout est à Citroën. Le paysan travaille pour un propriétaire ou pour des firmes agro-alimentaires : rien n'est à lui. A la

hiérarchisation de sa propre vie : et par-là même il comprend et demande que les autres fassent de même.

Le nivellement culturel : c'est la négation du droit à la différence, dans tous les domaines. Il faut développer l'expression libre dans l'égalité, mais non dans la similitude. Les enfants subissent des modèles culturels — et sociaux — qui ne leur laissent aucune libre détermination. Il faut substituer à toute cette rigidité un modèle culturel et social qui serait la diversité recon-

cue ».

C'est encore banal, tout cela, passez à votre voisin, ça l'intéressera sûrement...

rie sociale (ou autre) de savoir ce qu'elle veut pour elle en propre. En ce qui concerne les paysans par exemple, seuls les paysans peuvent imaginer des formes nouvelles de propriété — le plus souvent leurs projets ont une forme collective —, de production, d'organisation des coopératives et de transformation qui permettent de vivre dans des conditions d'égalité. C'est aux femmes de voir la place des femmes dans la future Bretagne, etc.

Vouloir tout cela nécessite une attitude politique, même dans la vie de tous les jours. Coller à la vie, à la réalité : révolutionner chaque chose qu'il est possible de faire changer. Mais attention : nul n'a le droit de se prétendre le seul vrai révolutionnaire. Cette attitude signifie que ce que pense l'autre n'est pas révolutionnaire et donc qu'il faut lui imposer une forme de colonisation ».

LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DOIT ETRE MULTIFORME

Que faut-il faire ? présenter un joli programme, comme le font encore la plupart des organisations d'opposition, un joli programme où l'on fera miroiter une Bretagne idéalisée, déjà toute organisée, les rouages bien huilés, avec le mode d'emploi : comment faire pour avoir cette belle Bretagne, comment militer pour faire cette révolution-là ? Non, ce qu'il faut faire, c'est développer toutes les formes de résistance qui existent déjà. Elles sont nombreuses en Bretagne : Joint français, Pédernec, grève du lait chez les paysans. Chez les artisans aussi ça bouge : en 1972, un village a vécu 24 heures en commune libre interdiction de séjour pour les flics et les administrateurs. Ça a été sauvagement réprimé... et personne ne l'a su ! Il y a la résistance

des jeunes : la plus longue grève des étudiants en médecine a eu lieu à Rennes, l'année dernière ; beaucoup de jeunes préfèrent gagner moins d'argent mais ne pas quitter le pays, il y a eu les signatures des appelés bretons et toutes les formes de lutte contre l'armée bourgeoise ou contre — plus spécifiquement — la militarisation de la Bretagne. Il faut reconnaître, diffuser et développer l'information sur toutes ces formes de lutte et aussi susciter la solidarité à toutes ces formes de combat. Tous les gens ne sont pas au premier plan dans ces mouvements de résistance et chacun doit pouvoir y participer à sa façon. Par exemple, comment peuvent se situer les militants bretons à côté de la lutte des femmes ? tout simplement de la même manière que les intellectuels français aidèrent le F.L.N. pendant la guerre d'Algérie : en ne se mêlant pas de leur

lutte mais en la soutenant par des réseaux extérieurs ».

En fait, ça a l'air tout simple : autogestion, autodétermination, dans l'égalité, sans hiérarchie, chacun parlant pour lui seul, et pas pour les autres, le tout lié à une pratique solide : est-ce de la mégalomanie ? certes pas. Mais réussir à vivre tout cela, ou au moins y tendre le plus possible, est-ce si facile ? d'autant plus que, en suivant Guy Caro, on comprend vite que faire cela tout seul ne rime à rien : lui ne croit pas à la pureté révolutionnaire. Que signifie en effet, le désir de révolution, quand il rejoint le désir de sublimation totale ? Qu'est-ce que cela veut dire, vouloir être en avant des autres ? N'est-ce déjà pas un peu, un tout petit peu, une volonté de pouvoir sur les autres ? Ah ! l'égalité dans la diversité...

L.B.

FEMME BRETONNE...

Le texte que nous proposons pour une étude sur la condition de la femme bretonne n'est que très sommaire. Il s'agit pour nous, pour l'instant, de mettre noir sur blanc quelques idées, de rassembler quelques éléments, afin de permettre au plus grand nombre de gens possible de pousser plus loin la recherche, aux femmes d'abord, parce qu'elles sont les premières concernées, et aux hommes, car il n'est pas dans notre intention de « faire du racisme anti-mâle », mais au contraire de contribuer au déblocage de la situation globale de la Bretagne en s'attaquant à la spécificité du problème de la femme dans le contexte de la spécificité bretonne.

En effet, il semble qu'on n'ait jamais tant parlé de la domination de la femme dans la société capitaliste, mais la plupart des groupes créés, même s'ils ne se limitent pas au problème de l'avortement et de la contraception, — cheval de bataille essentiel pour certains et tout à fait récupérable d'ailleurs par la libéralité bourgeoise — ont tendance à extraire la femme de son contexte social, en l'occurrence, pour les groupes fonctionnant l'on admet la spécificité du problème breton (surexploitation, exode, oppression culturelle, etc.), il est difficile de ne pas au moins poser l'éventualité d'une spécificité du problème de la femme dans ce contexte. Evidemment on retrouvera tel ou tel élément de la domination de la femme en Bretagne comme ailleurs, mais peut-on parler de tel élément + tel élément + tel autre, ajoutés l'un à l'autre sans lien, ou bien alors existe-t-il une interaction entre les différents éléments, produisant la réalité de la femme bretonne ? (sans compter l'accumulation des critères en Bretagne). « Beaucoup d'absurdités caractérisent chaque contrée du monde, mais la Bretagne les rassemble tou-

tes ». Alors, peut-on dire que « beaucoup d'absurdités caractérisent chaque femme du monde, mais la Bretonne les rassemble toutes ? »... On a beaucoup parlé des bonnes et des putains bretonnes. Etait-ce par hasard que la Bretagne était (et reste) le principal réservoir de putains, de bonnes (avec l'Espagne) et de bonnes sœurs ?

Ce passé est dira-t-on révolu et les Bretonnes, dans l'ensemble, sont comme les autres (sous-entendu « pas plus » tarées...) Dans les faits, c'est à voir. En tout cas, il est difficile de penser que l'on se débarrasse de cela, en l'espace de quelques années, d'un héritage particulier et particulièrement lourd. Bécassine n'est pas morte

« Nous, jusqu'à présent, nous avions, la Bretagne qui suffisait à nous fournir en putes et en bonnes. Mais voilà-t-il pas que même les Bretonnes ne veulent plus être bonnes. »
Jean Cau « France-Observateur » 1963.

et ne s'est pas encore « révolutionnarisée ».

Il nous est d'autant plus difficile de nous attaquer au problème que nous avons été plus victimes de la domination :

— sur le plan de l'expression orale, dans les réunions entre Bretons, nous nous taisons. Si nous nous retrouvons en groupe avec des filles, de Bretagne ou d'ailleurs, bien intégrées à la civilisation française et bourgeoise (intégrées dans les faits-discours), nous serions également paumées.

— quant au travail théorique, il est plus qu'évident que nous avons d'énormes difficultés à la mener. Nous avons toujours appris que les femmes étaient « par nature » intuitives, pas rationnel-

les, etc. Et peut-être nous, Bretonnes, avons-nous davantage intériorisé et légitimé des vérités si évidentes ! (Non pas qu'il soit question de défendre la rationalité — lieu de la bourgeoisie française par excellence — mais de dénoncer qu'il soit impossible, foncièrement, pour une femme, bretonne de surcroît, d'utiliser cette arme contre autres contre la domination dont elle est victime).

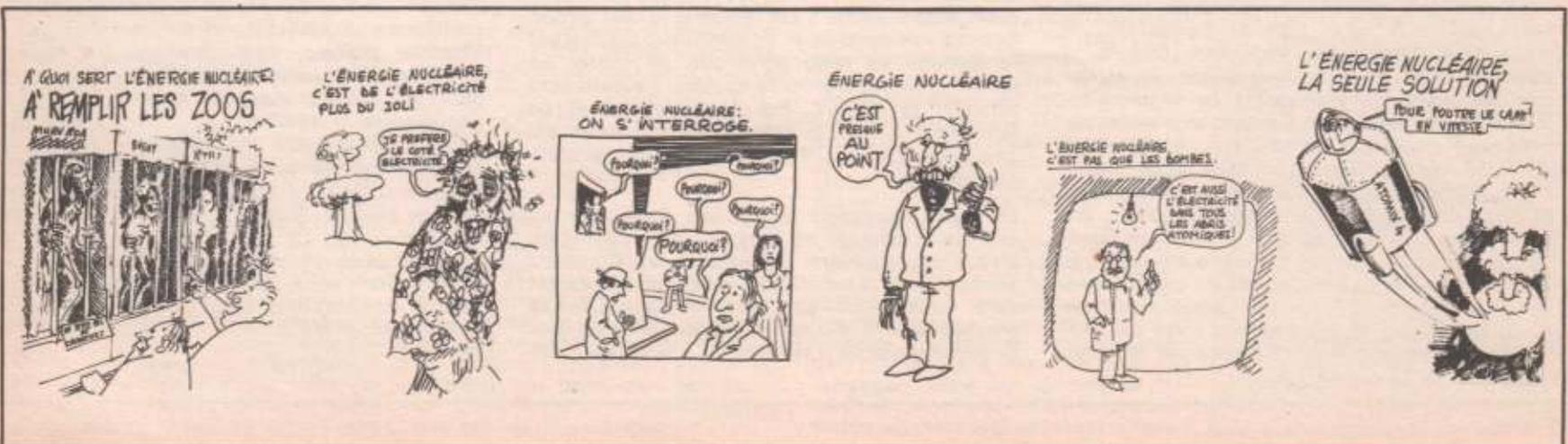
Aujourd'hui, les chèques postaux et le sténodactylo ont pris la relève en grande partie de la domesticité et de la prostitution, quoique la prostitution existe toujours. La mécanographie des chèques postaux s'est substituée à la bonne à tout faire. Les salaires bretons sont inférieurs de 20 à 46 % de ceux de la région parisienne. N'y a-t-il pour les femmes bretonnes que cette alternative ?
— cadences infernales et conditions de travail dégueulasses ici en Bretagne dans les usines-pirates.
— ou à Paris (conditions améliorées).
— ou le chômage particulièrement important en Bretagne.

Si pour l'instant nous préférons travailler entre filles — au niveau du travail de groupe —, qu'il soit clair que nous ne voulons pas faire du « racisme anti-mâle ». Mais si des camarades bretons s'associaient à nous dès maintenant pour un travail commun sur la femme, le même schéma se reproduirait, à savoir que nous nous taisions (l'expérience l'a prouvé dans d'autres groupes) ou alors ils pourraient nous « laisser » la parole, mais dans l'état actuel de notre aliénation, ce ne pourrait être que du paternalisme et de l'artificial. Le déblocage ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Nous voulons prendre la parole, quand nous voudrions ou quand nous pourrions, et l'initiative viendra de nous, que ce soit pour dénoncer l'oppression spécifique du peuple travailleur breton ou la domination spécifique de la femme dans ce contexte, dans un but de libération globale.

Groupe femme bretonne, 9, square de Provence, 35000 Rennes.



« Bécassine n'est pas morte et ne s'est pas encore révolutionnarisée. »



VACCIN, PUB ET MYSTICISME

UN COUP D'PUB

La disparition des grandes épidémies des siècles derniers est essentiellement l'œuvre des vaccinations. Déjà peste, choléra, typhus (...) ont presque totalement disparu. De même, variole (...) et tuberculose reculent devant les vaccinations. (In « Qu'est-ce que la vaccination », Action sanitaire et sociale, 9, place de l'Hôtel-de-Ville, Paris-4e).

« Le moyen le plus efficace de prévenir la tuberculose réside dans la vaccination par le B.C.G. »

— Vaincre la tuberculose n'est qu'un jeu grâce au B.C.G. »

— Un enfant vacciné est un enfant protégé... (In « Protéger l'enfant contre la tuberculose », édité par le ministère de la Santé publique, avec le concours de la Sécurité sociale).

La vaccination B.C.G. est sans danger... C'est ce qu'on dit aussi de l'antivaricelle et de l'anticholérique. Heureusement que Jenner était là. Sans lui et quelques autres, on en serait encore aux grandes épidémies du Moyen Age. C'est ce qu'on apprend aux petits enfants, net et sans bavures. Tous les profs le disent, et même dans un cours d'anglais en fac de Vincennes : net recul de la variole dans le prolétariat anglais de la fin du XIXe siècle. Pourtant, le petit peuple anglais vacciné s'est offert deux épidémies en 1871 et 1881 que je sache. Et votre député, qu'en pense-t-il ? De droite à gauche, la réponse est « l'efficacité des vaccinations n'est plus à démontrer ». Ça doit être vrai. Les vaccinations ! c'est bon pour le peuple ! Demander qu'elles soient obligatoires, ça Toto, c'est du social !

UN COUP D'MYSTICISME

En toute logique, on peut affirmer que les opposants aux vaccinations, ceux qui les refusent pour eux ou leurs gosses sont des ennemis du peuple. Des êtres irrationnels, des mystiques peut-être. Par leur attitude, ils propagent la maladie. Ils ne méritent donc qu'une chose : qu'on leur crache notre mépris à la gueule et qu'on leur foute notre pied au cul ! En Inde, il y en a qui préfèrent prier la déesse de la variole de les épargner plutôt que d'aller se faire vacciner. En France, ceux qui refusent l'antivaricelle risquent un ou deux mois de tôle. Aux U.S.A. et au Canada, depuis 1972, il n'y a plus d'obligation vaccinale. Depuis la même époque, en Grande-Bretagne, le ministère de la Santé déconseille la vaccination. Dire qu'aux U.S.A. et au Canada, tout le monde continue, discipline et civisme, à se faire vacciner reste à démontrer. Dire qu'en Angleterre, pays de Jenner, le père de la vaccination, et pays peu protégé (30 % de vaccinés), les experts vaccinalistes et les toubibs sont devenus des cons mystiques, personne n'y a pensé. Dire, comme cela a été dit, que ce qui différencie la France de la Grande-Bretagne, c'est que la Grande-Bretagne est une île, c'est de l'humour, mais au temps des liaisons par jet avec

l'Inde et le Pakistan, c'est un peu léger comme argumentation scientifique. En fait, il semble qu'un jour prochain, tous les pays occidentaux abandonneront la vaccination antivaricelle car, selon les experts vaccinalistes, elle est devenue inutile, plus dangereuse que la maladie et ne se justifie plus.

Hola ! Hé, Ho ! Si les grandes épidémies de variole ne nous menacent plus, c'est grâce aux vaccinations ! D'accord, en France on est peut-être un peu long à abandonner une protection, mais deux précautions valent mieux qu'une !

Encore faut-il savoir combien de décès, d'infirmités et de débiles coûte la vaccination antivaricelle en France et par an. En l'absence de statistiques françaises, pour avoir une idée, il faut lire les rapports des experts anglais. C'est des gens qui causent pas dans « France-Soir » mais dans des revues spécialisées destinées aux spécialistes (1). Et même si, en 1974, il n'y avait que votre gosse qui devienne gâteux, pour rien, inutilement, ça vaut le coup de savoir les risques courus non ? Bien sûr, en Inde et au Pakistan, on continuera à vacciner au maximum. C'est pour leur bien — aucun toubib ou expert officiel n'a encore parlé d'une éventuelle inefficacité du vaccin. S'il le faisait, il serait d'ailleurs aussitôt classé parmi les irrationnels. Mais il ne faut pas désespérer, regardez, pour le choléra, on a vacciné pendant des années à tour de bras. En 1972, l'O.M.S. a découvert que le vaccin n'était pas si bon que voulaient bien le dire vendeurs et fabricants. « La vaccination anticholérique ne donne pas un résultat excellent » (In « Médecine pratique », n° 444, oct. 71). Sa durée d'efficacité n'est que de trois à six mois et cette efficacité oscille entre 0 et 80 % (sic) avec une moyenne de 50 %. Mais si l'O.M.S. déclare en 73 qu'il faut abandonner cette vaccination, c'est parce que des individus vaccinés peuvent transporter le virus et contaminer facilement une population.

Rien ne permet de remarquer ces porteurs puisqu'ils ne sont pas malades. Le vacciné est donc un danger pour les autres (cf. le topo sur la fièvre aphteuse dans la « G.O. » n° 19).

Comme quoi un simple péquin qui refuse la vaccination anticholérique à tort en 1960 mais raison en 1974. Curieusement, le toubib, lui, a toujours raison. C'est ça le progrès de la science. Oyez braves gens ! Ce que je proclame mais incontestable s'est révélé être une erreur. Fermez vos gueules et écoutez-moi, car bientôt la science va nous permettre de lancer un nouveau vaccin contre le choléra. Celui-là sera efficace je le jure. Foi de marchand et de fabricant ! L'Institut Pasteur va en sortir un. Les Russes et les Ricains aussi, que le meilleur gagne !

Un autre exemple ! Le B.C.G. Voilà que les experts allemands se mettent à le contester, pire, à le condamner, c'était dans le « Concours médical » du 20 avril 74, mais par forcément dans votre quotidien « d'informations ». « Les travaux épidémiologiques effectués à ce jour ne permettent ni d'affirmer ni d'infirmer l'acti-

“ Les laboratoires, ces temples de l'avenir ”.

Pasteur

tivité protectrice du B.C.G. (...) La simple comparaison entre le nombre des cas de tuberculose survenus au cours de la même période (...) chez des sujets vaccinés ou non, met en jeu une telle quantité de facteurs accessoires que sa valeur est pratiquement nulle (...) Pour le dépistage des nouveaux cas, la pratique de la vaccination par le B.C.G. peut-être gênante (...) Le B.C.G. inhibe une lutte rationnelle contre la tuberculose (...) Le dogme de l'absence de méningite tuberculeuse chez les vaccinés doit être abandonné (...) Pour nous, la vaccination par le B.C.G. n'est scientifiquement plus fondée, et médicalement elle n'est plus défendable ». En France, le Dr PARIENTE (hôpital Laënnec) commente cette décision et déclare : « Quand vous aviez un virage de cuti réaction, il s'agissait d'un élément diagnostique précieux ; nous nous en sommes privés en vaccinant par le B.C.G., car aujourd'hui tous les enfants ont une cuti réaction positive. Cela seul, à mon avis, condamne le B.C.G. ».

Je vous rappelle qu'en France l'on continue toujours à dire que vaincre la tuberculose n'est qu'un jeu grâce au B.C.G. et que l'on peut aller en tôle si on le refuse (décret du 21 mai 1973).

ET UN COUP DE LUTTE DES CLASSES

Bof vous savez, tout va s'arranger ; bien sûr il va y avoir un décalage avant que l'on change de méthode de lutte, mais c'est normal.

Ah oui ? Je vous ferai d'abord remarquer que c'est à Poniatowski, alors ministre de la Santé, que l'on doit le décret du 21 mai 1973. Ponia a également déclaré en septembre 73 que « se faire vacciner est un devoir ». « Le problème de la liberté individuelle dans ce domaine, a-t-il ajouté, est un faux problème ». Mais voyons cela d'un peu plus près. D'un côté on découvre qu'une méthode médicale ne se justifie plus (antivaricelle en Occident) ou qu'elle est inefficace (anticholérique), voire gênante (B.C.G., anticholérique). De l'autre, on sait comment maîtriser une importation de variole dans un pays développé. On sait guérir le choléra et la tuberculose. On sait aussi que la tuberculose se concentre « dans les milieux les plus pauvres, chez les mal logés, mal nourris, surmenés, isolés et surtout transplantés » (« La tuberculose aujourd'hui », Ed. Documentation française). On sait que « lutter contre la misère, le taudis, la sous-alimentation, l'alcoolisme, c'est aussi prévenir la tuberculose ». Le professeur ROVIALEN, conseiller médical à l'Institut Pasteur, vous dira que le choléra « frappe électivement et presque exclusivement les milieux pauvres, sous-alimentés, où l'entassement réalise une promiscuité qui exclut toute hygiène individuelle ou collective. Elle épargne les quartiers bourgeois des grandes villes, les gens qui se lavent les mains, qui boivent de l'eau propre et dont les habitations sont pourvues d'une installation sanitaire. Aussi bien le choléra ne risque-t-il guère de faire tâche d'huile dans les grands pays d'Europe si on excepte le danger représenté par les bidonvilles suburbains ». Faut vous faire un dessin ?

Le Dr DODIN, du service d'épidémiologie de l'I.P. rappelle un « fait important » noté lors de l'épidémie de choléra de 1832 à Paris. « Dans la rue de Chaillot (l'actuelle rue Quentin-Bauchart), si le côté droit de la rue fut atteint par le choléra (80 cas environ), le côté gauche n'eut que deux ou trois cas, d'une forme bénigne. L'explication donnée à l'époque par des médecins fut que du côté droit habitaient les ouvriers, du côté gauche les bourgeois. En nous référant à l'atlas du préfet Poubelle, nous avons pu constater que le côté droit était alimenté par les eaux polluées de la Seine, alors que le côté gauche était alimenté par le canal de l'Ourcq, qui n'était pas pollué ». (Le choléra, aspect actuel. Conférence prononcée à l'U.E.R. de Lyon le 10 janvier 72).

Alors va-t-on s'occuper de bien loger les travailleurs immigrés ? Lutter contre les cadences infernales, s'arranger pour qu'ils aient de quoi bouffer à leur faim ? Est-ce que l'argent qui était consacré à acheter des millions de doses de vaccin va servir à construire des égouts dans les villes du tiers monde ? (C'est ce que l'on a fait à Paris après l'épidémie de 1832). Va-t-on donner de la flotte potable au sous-prolétariat d'aujourd'hui ? Il paraît que « les mesures d'assainissement reviennent moins cher qu'un programme à long terme de vaccination anticholérique ». L'O.M.S. souhaite qu'un tel effort soit fait — « c'est l'assainissement qui est la clé de la réussite » (in « Médecine et Hygiène » du 26 mai 71) —, mais le peu d'empressement de la grande presse à parler de la chose me laisse assez pessimiste. D'autant plus qu'il y a des gens dont les revenus et la position sociale dépendent de la production de vaccins. Quand les Biaffrais crèvent de faim, leur organisme affaibli risque toutes les maladies. En toute logique, on leur envoie les vaccins nécessaires à la protection de leur santé. Question : une piqûre nourrit-elle plus qu'un kilo de riz ? Oh ! mais dites donc vous, les types des labos, il faut qu'ils bouffent aussi, vous voulez les mettre au chômage ? Question : les enfants de toubibs sont-ils vaccinés contre la tuberculose, la variole et le choléra ? Croyez bien qu'il y a des vestes extrêmement difficiles à retourner, y compris à gauche, ou on a du mal à se faire à l'idée que le fric met ses grosses pattes jusque dans la santé.

C'EST POUR VOT'BIEN MON ENFANT

Si on annonce le changement d'orientation de façon brutale, c'est toute une mise en condition qui est à refaire, toute une toute une propagande à abandonner, c'est tout un prestige et un ascendant sur les masses béates qui risque de s'écrouler. C'est dur d'annoncer qu'on va prendre la même position que les irrationnels et les mystiques. Une politique, ça coûte à certains, ça rapporte à d'autres. Si on change, l'argent risque de ne plus passer par les mêmes mains ni finir dans les mêmes portefeuilles. Vous avez déjà vu un chercheur se recycler dans l'édification de sanitaire ? C'est pourquoi, si vous essayez d'exposer vos inquiétudes ou nos réticences à un ponton, il va vous envoyer balguer. Les « problèmes techniques (...) ne concernent pas un public profane non familiarisé avec les problèmes en cause et non compétent », répond le Pr Charbonneau, directeur général de la Santé publique à une pharmacienne inquiète (in « S.L.V. » n° 29 et 35). En d'autres termes : les experts parlent aux experts, les autres, travaillez et foutez-vous la paix. Et puis surtout, du calme, de la douceur. « Nous allons, palier par palier, vers la suppression de la vaccination (B.C.G.) de masse (...). De toutes manières, la décision est

d'ordre politique. Si nous voulions être strictement économistes, nous négligerions certains aspects du problème. Nous sommes dans une situation donnée de législation et de mentalité du public et des médecins ; nous sommes obligés de procéder par étapes (toujours dans le « Concours médical » du 20-4-74) ». Pendant ce temps, la vente continue ! La perspective de ne plus vendre de vaccin aux sous-développés et autres touristes semble impossible à supporter pour certains. « La vaccination ne constitue nullement un moyen efficace d'enrayer la propagation du choléra (...) elle garde néanmoins une grande valeur psychologique ». (« Médecine praticienne » du 3-11-73). « La vaccination (anticholérique) sert surtout à calmer la population ». (« Tribune médicale » du 15-9-73). Ben voyons donc. Ça s'appellerait t'y pas de la manipulation des masses ? « Il faut donc se plier au rite du vaccin (anticholérique) puisqu'il est exigé par certains pays, mais il ne faut pas trop y croire ». (« Médecine et Hygiène », août 71). Comme on va à l'église



par crainte du bûcher mais sans avoir la foi sans doute ? Voilà ce qu'on lit dans la presse médicale.

J'ai gardé pour la fin une déclaration de l'I.P. publiée le 18 août 1971 par le « Nouvel Obs », un des rares journaux à avoir senti que quelque chose n'était pas normal : « La vaccination (anticholérique) est inefficace à l'heure actuelle, mais on ne peut empêcher les gens de se faire vacciner s'ils le veulent ; avant ils adressaient une prière à la Vierge pour s'immuniser, aujourd'hui, ils préfèrent se faire vacciner ». Saint-Pasteur, priez pour nous. Ma parole, l'I.P. nous apprend que ceux qui croient au vaccin anticholérique sont aussi cons que des sous-développés irrationnels et mystiques. C'est sûr, ils le pensent ! Alors les gens se font vacciner avant de partir en Espagne et le bon papa Institut Pasteur le déplore ? C'est pas lui qui fabrique et vend le vaccin par hasard ? C'était si difficile de ne pas mettre en vente un produit inefficace ? Ben oui. Il paraît que sinon, l'I.P. n'aurait pas renfloué ses caisses. Le piège à cons de l'I.P. lui a permis de vendre 21 millions de doses en trois mois. A peu près

10 millions de francs. Un tas de fric pareil, ça ne se refuse pas. Qu'il s'agisse de la pub Olida-Canigou ou de celle de Rhône-Poulenc - Mérieux - Pasteur - Pas le peine de demander au marchand si sa soupe est bonne. Ça reviendrait à demander à E.D.F. si les centrales nucléaires sont au point. Alors, pourquoi l'I.P. avoue-t-il que la soupe est mauvaise ? Tous les spécialistes sachant à quoi s'en tenir en ce qui concerne « l'efficacité » du produit actuel, il peut difficilement faire autrement. De plus, il préserve ainsi la réputation d'intégrité et d'honnêteté scientifique de ses chercheurs. Réputation commercialement nécessaire si l'I.P. veut se mesurer à Mérieux et vendre le nouveau vaccin anticholérique qu'il prépare. Dans le même temps, la même politique commerciale exige de continuer à vendre un produit indispensable à l'équilibre financier de l'I.P. mais scientifiquement condamné. Le « compromis » est rendu nécessaire par l'exploitation commerciale d'applications scientifiques.

Recherche et commerce se trouvent étroitement liés ensemble par le fric. Le commerce dépend de la valeur de la recherche, tout comme la recherche, payée avec les excédents de recette, dépend du commerce. Mais, l'Africain ou l'Asiatique qu'on vaccine quand il est au boulot, on lui a demandé son avis ? Le Français moyen a-t-il eu la possibilité de se faire une idée ? Est-ce que par hasard en juin/juillet 1971, presque toute la presse n'aurait pas semé la panique, aidée en cela par le gouvernement ? Pour l'Occidental, comme pour le sous-développé, quelque part, un ou plusieurs grands frères blancs ont décidé (et continuent à vouloir décider) pour eux, pour leur bien et, la nature humaine a de ces faiblesses, pour le bien du prestige et du portefeuille des grands frères.

Face aux vaccins anticholériques (pour le tiers monde), antivariolique et B.C.G. (pour l'Europe), le problème de la liberté individuelle est-il un faux problème ? Comment le vaccinaliste Poniowski concilie-t-il son attitude avec les déclarations de l'Institut Pasteur sur l'anticholérique et de Pariente (également vaccinaliste) sur le B.C.G. ? Et je ne parle pas de l'attitude des vaccinalistes anglais et américains car ce sont les conseillers scientifiques français qui influencent le pouvoir politique français.

Que vous croyez ou non aux vaccins comme on croit à la table de multiplication, que $2 + 2 = 4$ et $4 + 4 = 8$ soit toute votre religion, je m'en fous. Mais par pitié, n'imposez pas vos conceptions. Surtout que ces derniers temps, chez les toubibs, $2 + 2$ n'ont pas l'air de faire le même résultat tous les jours. Les curés aussi disent que leur truc est bon pour le peuple, c'est pas pour ça qu'il peuvent nous l'imposer. Les toubibs seraient-ils pire que les curés ? Ou pareils, sauf qu'on les laisse faire ? Pasteur avait-il raison avec ses temples laboratoires ? La science serait-elle devenue une religion avec les officiels et les hérétiques, les quêtes, les curés et tout le tremblement hiérarchique jusqu'au pauvre mec qui n'y comprend rien ? Mais c'est pas possible ça Monsieur, ça serait du scientisme ! Oui Madame, c'en est. Bon, je ne vais pas m'étendre, on parlera de tout ça la prochaine fois si vous le voulez. Aujourd'hui je vous ai seulement parlé des points de vue des vaccinalistes. Histoire d'amuser la galerie.

Michel.

(1) A ma connaissance, seuls les affreux antivaccinalistes de Santé-Liberté-Vaccinations, 4, rue Saunier, Paris-9e, ont traduit et publié en France ce rapport anglais, 3 F. Ils éditent également « Abolir la vaccination antivariolique. Pourquoi ? » 17 F.



LIVRES PROMENADES

A pied au pays du dire

« CHEMIN FAISANT... 1.000 kilomètres à pieds à travers la France d'aujourd'hui », par Jacques Lacarrière, éditions Fayard.

Lieu commun (mais comment ne pas s'en affliger année après année) de dénoncer la négation des vacances que représentent les folles ruées estivales. Qu'on en ait les véritables moyens ou non, le véritable désir ou non, il faut partir. C'est dans les mœurs. Plus que dans les mœurs, dans les bonnes mœurs. Partir, c'est-à-dire fuir, le plus vite possible, le plus loin possible. Dans un loïn reconnu, qualifiable, nommable en langage commun, ce qui exclut toute envie de recherche ni de découverte solitaire.

Le coût élevé des hôtels (ceux qui sont sur le Guide ou sur le dépliant en couleurs du Syndicat d'initiatives) a forcé le vacancier moyen, surtout chargé de famille, à renoncer au plaisant vagabondage du voyage par petites étapes. On ne traverse pas des contrées, on fonce d'un point à un autre. En masse. On ne rencontre ni les villes, ni les villages ni les habitants d'un ailleurs nébuleux perdu bien au large de la ligne de flottaison des autoroutes. L'autoroute, c'est le prolongement du paillason de palier : il conduit tout droit, du achélème au dortoir sur mer. Côte à côte, roue à roue (eh ! Ben Hur) avec le voisin, la voisine, le boulanger, la boulangère et le petit mitron. Sarcelles suit le prolo du bout en bout de ses vacances.

Le camping (ce qu'il est devenu dans le soi-disant confort du caravaning) est une méchante entrave à la liberté, à la vacuité des vacances. On transporte avec soi, en quelque sorte, ses meubles : tous les petits mensonges, les alibis, les béquilles, les paravents accumulés dans le mobilier, dans les aîtres et les mœurs d'une vie quoti-

dienne étayée (masquée) par le conformisme social, le qu'en dira-t-on et le quant à soi. Un « bien-être », un « modernisme », uniformisés par les magazines et la publicité. Les congés payés et la bagnole ont définitivement tué les plus belles régions de France.

Il existe pourtant encore de ces petits hôtels « modestes mais confortables », à la « table familiale », de ceux qui ne cherchent pas à ressembler au Sofitel. On y vit la vie des autres. On y déguste une région dans ses produits, dans son parler, dans son hospitalité caractéristique. Le dépaysement complet : les vacances. Dans une chambre d'hôtel, on est dépouillé du travesti quotidien que le campeur moderne transporte dans sa cocotte-minute.

On n'a plus que soi-même comme complice. Rien ne vous appartient : ni les objets qui, anonymes, fuyants, vous échappent, ni les heures, le rythme des jours, ni les us et coutumes. Quelle délicieuse nudité pour qui ne craint ni la rencontre avec soi-même ni le contact avec la nudité d'autrui. Quel révélateur pour les couples. Cinq ou six jours de ce luxe seraient plus reposants, plus laveurs de cerveau, plus « vacances », que trois ou quatre semaines à Sarcelles-sur-Mer ou à Parly-les-Saint-Trop...

Ces hôtels ne se trouvent pas sur le talus des auto-routes. Il faut les chercher en flânant dans la campagne (elle existe encore, si, si), en pénétrant dans les innombrables petites villes de moins de dix mille habitants dont la couronne d'achélèmes demeure encore modeste, comme honteuse, en périphérie. La France regorge de ces plaisantes agglomérations : Confolens, Semur-en-Auxois, Plombières, Lamballe, Avallon, Provins, Romorantin, Castelnaudary, Clamecy, tant et tant d'autres ! Lieux à la mesure de l'humain, où le quotidien prend couleur et parfum, où le temps et l'espace sont en harmonie, sans gaspillage ni folie, avec juste ce qu'il faut de fantaisie architecturale.

Jacques Lacarrière, lui, est allé encore plus loin, en profondeur, dans la « France d'aujourd'hui ». Dans une France rustique, paysanne, pastorale, forestière, ancrée dans une réalité aussi contemporaine que le béton et la bagnole, bien que le gigantisme des cités et l'intellectualisme parisien de la presse tendent à la faire oublier.

Au cours de la longue promenade à pieds dans laquelle il nous entraîne, Lacarrière redécouvre pour nous l'existence de quelque chose qui existe encore, quelque chose à sauver d'urgence : nos racines. Le contact quotidien, laborieux mais rassurant, avec la trame biologique de l'univers.

Plus que la description des paysages, le récit des rencontres, ce qui passionne dans « Chemin faisant », c'est le vocabulaire, les langages locaux fidèlement retranscrits. Il est loïn le langage par signe (par idéogrammes universels ?) des autoroutes et du Guide Michelin, traducteur d'une vie déréalisée, où rien ne se façonne mais où tout se vend, une vie uniformisée, proche de la mort. Le promeneur et ses interlocuteurs d'un moment, d'une soirée, d'une traversée de champ, nomment lieux et objets : depuis la forme du nuage jusqu'à la fleur du sous-bois en passant par les accidents de terrain et la baraque du berger. On redécouvre le rôle médiateur (écologique ?) du langage : médiateur entre l'homme, son vécu, et le milieu où il vit, milieu dont il vit et qu'il fait vivre. La chose une fois nommée — nommée de telle façon et pas de n'importe quelle autre — n'est déjà plus étrangère, inerte, abstraite dans son mystère, elle devient la complice de qui la nomme, empathiquement actuelle.

« Champs, prés, enclos entourés de haies hautes et vives appelés ici des **bouchures**, interrompues ça et là par des passages que l'on nomme **échalliers**. Je cite ces termes non pour paraître docte mais parce que peu à peu, au cours de cette marche dans la campagne française, je me suis aperçu que j'ignorais tout des noms que donnent, partout, les paysans aux choses de leur vie quotidienne (...) on ne peut rester insensible, en dehors de leur contenu utilitaire, à la beauté ou à la saveur de ces mots. Ils expriment beaucoup plus que la musique de leurs syllabes : ils dévoilent un regard différent, une expérience irremplaçable face au paysage que l'on regarde sa vie durant, ou face à la terre que l'on transforme. (...) Et à mesure que je les découvrais, ces mots nouveaux ont commencé à chanter sur ma bouche : **bétoire, capitelle, bout du monde, bouzigue, bâtardis, cheire, doline, divèze, feigne, fleurine, garissade, griffons, gâtine, groize, lavagne, narse, restanque, roubine, sombre, salobre, tindoul, tioulassé, varaigne.** (...) C'est un lexique d'herbes, des phrases de roc et de vents, un livre qui vit et qui chante bien loin de nos oreilles habituées au français et qu'on ne peut découvrir qu'en le cherchant sur les chemins, dans les cafés des vieux villages et sur la bouche d'un paysan vous expliquant la route à suivre. Ce sera pour moi une des découvertes essentielles de ce voyage que ce surgissement de mots inconnus, ces poèmes de terre et d'eau sourdant de la mémoire ancienne... »

En nomade à la recherche d'une vérité féminine

« LA PREMIERE HABITUDE » par Françoise Lefèvre, éditeur Pauvert.

A la suite d'un homme irresponsable (pléonasme ?), égoïste et peintre, l'itinéraire souvent sordide, voyage miteux — troué d'éclats de lumière — à travers l'Europe, d'une jeune femme qui trouve peu à peu, ses deux petites filles accrochées à ses jupes, le chemin de soi-même et de sa propre valeur. Une merveilleuse jeune femme pour qui le changement passe par l'amour, amour de soi, du plaisir, des saisons et des gens.

En zig-zag à travers les racines emmelées

« LA GLOIRE DU VAURIEN » par René Ehni (réédition), 10/18.

« PINTADES », du même auteur, Christian Bourgois éditeur.

Hasard ou intelligence de l'éditeur, il est important que ces deux livres soient lus en même temps. Ce sont deux itinéraires d'un véritable « homme de lettre ». Un de ces hommes pour qui la culture littéraire occidentale a brouillé les pistes et qui tente désespérément de se servir des mots (les seules armes qu'on lui a données) pour opérer sa catharsis. N'en sommes-nous pas tous là, à des degrés différents et avec des moyens différents ?

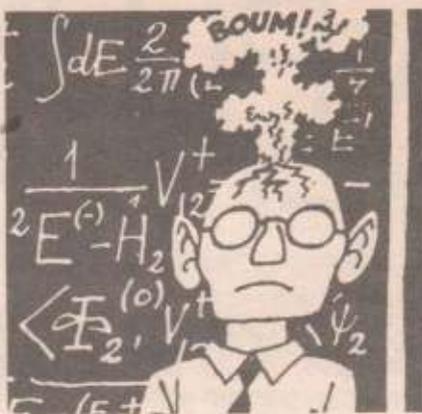
Au milieu d'une écriture brillante qu'on lit d'une traite, tout à coup une phrase vous saute au visage. On revient en arrière, on se demande « pourquoi est-ce si beau ? », on relit, et puis on s'aperçoit que cette beauté ne doit rien à l'artifice, au talent, à la culture, mais que la phrase existe, d'une existence dense, présente, tout simplement, parce qu'elle touche. Parce que Ehni, homme de lettres, est un homme de lettres sincère.

Quelqu'un qui erre dans la vie, dans la littérature, en criant :

— Que puis-je aimer ? Qui puis-je aimer ?
Que puis-je aimer, qui puis-je aimer qui m'aimera ?..

Claude Lamouneau.

La minute de bon sens du professeur Mollo-Mollo



LA PREUVE PAR L'ŒUF

Midi, en été.

Sur la ville écrasée de chaleur tombent quelques milliers de mégawatts d'énergie solaire. Mais les toitures sont entièrement isolées, les terrasses sont désertes et les volets fermés. C'est sur une cuisinière électrique que l'on prépare le repas et c'est un chauffe-eau électrique qui servira ensuite pour la vaisselle. Les économistes ont choisi la chaleur dégagée par la fission de l'uranium car celle du soleil est beaucoup trop chère. Sans blague ? Pour faire cuire un œuf, votre grand-mère mettait une poignée de bois dans son feu et tout était dit, mais elle souffrait un peu plus encore de la chaleur. Voyons donc comment, aujourd'hui, on peut arriver à supprimer cet inconvénient.

AVEC L'ENERGIE NUCLEAIRE ARTIFICIELLE

On commence par prospector dans le Massif Central ou au Gabon pour trouver des gisements d'uranium. On creuse des mines (bouffée d'oxygène pour l'économie locale, bouffée d'orgueil pour Monsieur le Maire, bouffée de radon pour les mineurs qui mourront du cancer du poumon). Puis il faut extraire l'uranium, éventuellement l'enrichir (ça coûte énormément d'électricité). Ou bien on le récupère à partir de combustible déjà utilisé, à grand renfort de pollution radioactive. Comme tout ça est très cher et risquerait de gonfler exagérément le prix officiel de l'électricité, c'est l'armée qui paie (avec nos impôts) car elle prélève au passage du plutonium pour sa bombe.

Par ailleurs, avec d'énormes engins qui dévorent des tonnes de fuel par jour, on construit, disons en quatre ans, une centrale nucléaire qui durera en moyenne onze ans. Mais le chantier lui-même n'est pas le seul gouffre à énergie. C'est ainsi que les chaudières que l'on prépare à Chalon-sur-Saône pour la centrale de Fessenheim seront tellement énormes qu'elles ne passeront pas sur les routes. Pour les transporter de Bourgogne en Alsace, il faudra passer, en bateau, par la Saône, le Rhône, la Méditerranée, Gibraltar, l'Atlantique, la Manche, la Mer du Nord et le Rhin (1). « Economisez l'énergie », clame partout E.D.F. la vertueuse, (d'autres la gaspillent pour vous).

Enfin, si un jour la centrale fonctionne, en tuant les rivières et empoisonnant les aliments, elle vous enverra son

courant à travers bois, à travers champs, grâce à ces lignes, pylônes et transformateurs qui ornent si plaisamment les paysages. Moyennant quoi, sur votre cuisinière tout-électrique, vous pourrez faire cuire votre œuf. Vous voyez comme c'est simple : la publicité vous le dit. « Un bouton à pousser, c'est tout ». Enfin presque.

AVEC L'ENERGIE NUCLEAIRE NATURELLE

Ici la centrale est déjà construite. Elle fonctionne sans pollution depuis quelques milliards d'années et peut durer encore autant, sans rien prélever de notre capital terrestre. L'énergie arrive chez vous sans aucun fil, sans aucun pylône. Alors vous construisez une boîte en bois d'environ 35 centimètres de long, 25 de large et 12 de haut. Vous placez au fond une plaque de polystyrène de 2 centimètres d'épaisseur (2) et dessus, une boîte en carton sans couvercle pouvant contenir par exemple quatre œufs, que vous aurez tapissée intérieurement avec une feuille d'aluminium. Ajustez encore du polystyrène tout autour et, après avoir mis les œufs en place, fermez hermétiquement avec une vitre, tenue par des cales en bois. Fermez aussi la grande boîte avec une vitre. Par beau temps, si vous placez le tout face au soleil vers 10 heures, vous aurez des œufs cuits durs pour midi (3).

Ma boîte m'a coûté 6 francs. Construite en un après-midi (sieste déduite) elle peut fonctionner plus de cent ans sans rien consommer (sauf qu'on cassera bien une vitre de temps en temps). Maintenant j'attends de pied ferme qu'on me prouve qu'elle n'est pas « économiquement compétitive ». Et si, bourguignon, je veux offrir une telle boîte à mes amis d'Alsace, je n'aurai même pas besoin de passer par le détroit de Gibraltar.

M. M.

(1) P. Aussourd et P. Candeau. — Le choix des sites des centrales nucléaires. (Annales des Mines, janvier 1974, p. 71.)

(2) C'est ce matériau blanc et très léger qu'on peut acheter dans les magasins de bricolage, mais qu'on trouve aussi en abondance et gratuitement dans les poubelles des fournisseurs... d'électro-ménager justement.

(3) Une boîte un peu plus grande peut servir de la même façon à faire cuire des légumes sans eau. La boîte intérieure doit rester peu profonde. Pour le montage, ne pas utiliser de colle cellulosique qui donne mauvais goût aux aliments.

LA GUEULE OUVERTE VA PLUS LOIN, AVEC L'AGENT E.123

« Nous vivons dans une culture qui a fini par être hypnotisée par des symboles — des mots, des chiffres, des mesures, des quantités, des images — que nous prenons pour la réalité physique et que nous choisissons de préférence à elle. Ce n'est plus au gourmet de juger le rôti, mais au chimiste ». (Alan Watts, *Matière à réflexion*, collection Médiations, Denoel-Gonthier, 1972).

La diététique n'est pas une science exacte. Ami lecteur, une mise en

garde : ne prends surtout pas pour parole d'évangile ce qui est écrit dans la *Gueule Ouverte*. Objectivement, il n'y a pas une « bonne » et une « mauvaise » façon de manger. « L'erreur des technocrates et des planificateurs est de croire qu'on peut avoir des relations objectives avec ses aliments », dit Trémolières. A chacun de trouver sa vérité. Avec — pourquoi pas ? — un peu moins de peur (qui n'est jamais bonne conseillère), un peu plus de désir... et de plaisir de manger.

CHAQUE Français ingurgite annuellement un kilo et demi de produits chimiques, nous dit l'I.N.R.A. (Institut national de Recherche agronomique). Bizarre, bizarre... Car, selon le décret du 15 avril 1912, « il est, en principe, interdit d'ajouter aucun produit chimique aux boissons et denrées alimentaires ». En principe, c'est-à-dire sauf exception. Grâce à quoi plus de 200 additifs sont actuellement autorisés par la législation française. Dans ton litre de vin, il peut y avoir jusqu'à trente produits différents. C'est quoi au juste, un additif ? Une substance ajoutée intentionnellement, le plus souvent en faible quantité, à nos aliments. Le mercure dans tes moules, les antibiotiques dans ton lait, les résidus de pesticides dans tes pêches et ton pain complet pas bio, le plomb dans ton assiette décorée sont sans aucun doute dangereux, mais ce ne sont pas des additifs.

A quoi servent les additifs ? Ils sont censés améliorer l'apparence (colorants), la saveur (arômes), la consistance (modificateurs de texture : émulsifiants, stabilisants, antiagglutinants) et la conservation (préservateurs) de notre pitance quotidienne.

Il faut détruire deux mythes tout à fait pernicieux :

— tout additif est « chimique », et de ce fait « toxique » : mythe naturaliste ;

— il n'y a aucun danger, toutes les précautions sont prises. En France, un additif n'est autorisé qu'après avis favorable de l'Académie de médecine et du Conseil supérieur d'Hygiène. (Des spécialistes qui savent, quoi !) : mythe scientisto-technocratique.

SCIENTISTES CONTRE NATURISTES

Mais procédons par ordre. Un additif peut être artificiel ou naturel. Par exemple, un colorant peut être extrait d'une substance naturelle (safran), être synthétisé à partir des constituants chimiques d'une autre substance naturelle (caroténoïdes de la carotte), ou alors être entièrement synthétique (amarante). Ces derniers sont de loin les plus employés : ils sont nettement plus « économiques » pour le producteur.

Pour brouiller les pistes, la réglementation en vigueur ne distingue pas entre colorants naturels et synthétiques, et précise que sont automatiquement autorisés les produits chimiques « identiques » aux matières colorantes d'origine naturelle énumérées. Ponia, à quand la vérification de cette identité ?

Le saviez-vous ? En italien, « arôme naturel » se dit « aroma artificiale », si l'on en croit les étiquettes de certains biscuits. C'est que, nous explique le bulletin du Laboratoire coopératif

(n° 86, sept.-oct. 72), « la notion d'arôme naturel n'est pas toujours facile à préciser réglementairement ». Soit. Si vous lisez « composition aromatique naturelle : pistache imitation », l'arôme ne contient pas de produits chimiques, mais pas de pistache non plus !

Résumons... Un additif n'est pas forcément chimique. Même naturel, il n'est pas forcément bon. Les carraghénates, extraits tout à fait « naturel » d'algues marines, sont employés depuis longtemps comme additif, et on les



croit complètement inoffensifs. Or, des recherches récentes ont établi que, dans certains cas, ils pouvaient causer des ulcérations du colon chez des animaux. (Food Cosmetic Toxicology, août 71). Réciproquement, tout ce qui est « chimique » n'est pas forcément toxique.

Mais il y a quand même une petite différence. (Au tour des scientifiques maintenant !) Notre expérience des aliments (et additifs) naturels est plus que millénaire (1). Au fil des siècles, les hommes ont appris à distinguer les champignons comestibles et les champignons vénéneux. Est-ce un hasard si l'huile de colza, que les scientifiques contemporains soupçonnent fort d'être toxique, n'a jamais été beaucoup employée pour l'alimentation humaine ?

Par contre, notre expérience des « produits chimiques » remonte au plus à quelques dizai-

nes d'années, et, à propos de n'importe lequel d'entre eux, c'est un abus de confiance que de dire « il est prouvé que ce n'est pas dangereux ». Tout ce qu'on peut affirmer, c'est « il n'est pas prouvé que ce soit dangereux ». La nuance est de taille. Certains colorants, jugés parfaitement inoffensifs en 1912, sont aujourd'hui interdits, leur nocivité ayant été établie dans l'intervalle. Des additifs sont autorisés en France alors qu'ils sont interdits à l'étranger : glutamate de sodium, amarante. Pour d'autres produits au contraire, la législation française est plus sévère que la moyenne : cyclamates, saccharine. D'un pays à l'autre, les normes imposées pour certaines substances peuvent varier dans la proportion de un à vingt. Les critères de « non-toxicité » généralement admis sont les suivants (piqué dans « Science et Avenir », décembre 1972) :

— l'additif doit avoir été testé sur deux espèces animales au moins, dont, au plus, un rongeur ;

— l'expérimentation doit avoir été prolongée pendant toute la vie de l'animal, et sur deux générations ;

— les doses administrées doivent être nettement supérieures à celle que l'homme peut absorber. Pour plus de sûreté, la dose maximale tolérée par l'animal est divisée par 50 ou 100 ;

— aucune substance ne doit être admise dans l'alimentation humaine si elle est cancérigène à quelque dose que ce soit, pour quelque animal que ce soit. Le cas de l'amarante, cancérigène, interdit en U.R.S.S., toujours autorisé en France, prouve bien que ce dernier principe est foulé aux pieds.

LA DOSE NE FAIT PAS LE POISON !

Quel que soit le sérieux des expériences, certains problèmes importants sont laissés dans l'ombre :

— l'extrapolation de l'animal à l'homme est toujours hasardeuse. Saviez-vous que la thalidomide est (presque) inoffensive pour le hamster, et même pour le chien ? La bêta-naphtalmine, un colorant employé (pas en France) dans le beurre et la margarine, ne faisait rien aux rats. Chez les ouvriers qui la manipulaient, elle a pourtant provoqué des cancers de la vessie. En fait, ce produit n'est pas cancérigène par lui-même, mais le corps humain le transforme en un autre qui l'est, le 2-amino-naphtol.

— même à des doses infinitésimales, les substances cancérigènes sont actives, car leurs effets s'accumulent dans l'organisme. Drückrey et Schmahl ont démontré que pour certains produits la dose nécessaire pour pro-

voquer le cancer est d'autant plus faible que la quantité absorbée journalièrement est plus petite. Fait contraire à la logique courante, et au principe de Paracelse, « la dose fait le poison ».

De son côté, le Pr A.I. Stenberg, directeur de la division d'hygiène de l'Institut de la nutrition de l'Académie des sciences médicales en U.R.S.S., écrit: « Il n'existe aucun rapport direct entre la quantité absorbée et l'apparition d'une tumeur; chez certaines personnes particulièrement prédisposées, elle peut être provoquée par des doses insignifiantes ».

LA MALADIE DU Dr FEINGOLD

Un petit américain sur sept est catalogué comme « hyperactif ». Selon le Dr Feingold, du centre médical Kaiser de San Francisco, la cause de ce « fléau » serait la débâche d'additifs synthétiques, qui entrent dans la composition de 97 % des aliments consommés aux États-Unis. Jusqu'ici, on bourrait ces enfants « pas comme les autres » d'amphétamines tout à fait dangereuses. Le Dr Feingold préconise une solution plus « douce » : leur donner une nourriture exempte d'additifs chimiques. Au bout de quelques semaines ils s'assagissent, et leurs résultats scolaires s'améliorent. Leur comportement redevient « normal ». C'était notre rubrique : « Vivre avec l'enfant difficile ».

— « on s'accorde à reconnaître que toutes les substances chimiques sont toxiques pour l'homme et les animaux si elles sont administrées en quantité suffisante. A doses excessives, même celles qui passent pour inoffensives peuvent exercer des effets fâcheux résultant de diverses actions non spécifiques; obstruction mécanique du tractus gastro-intestinal, modification de la pression osmotique et déséquilibre nutritionnel ». (13e rapport du Comité mixte F.A.O./O.M.S. sur les additifs alimentaires, Rome, mai-juin 1969) ;

— la combinaison de deux additifs inoffensifs chacun de leur côté peut être « explosive » : « ils risquent de s'associer, de s'exalter mutuellement, de se potentialiser, d'acquiescer... de nouvelles propriétés plus nocives, bousculant nos prévisions, réduisant à zéro les seuils de sécurité que nous avons admis à la légère ». (Prof. Lautié, « Vie et Action »,

EN PEDALANT DANS LE YAOURT

Faire du yaourt ? Mais c'est très simple ! Pour commencer, il faut se procurer le ferment. Deux adresses :

- Yalacta, 51, rue Lapic, 75018 Paris (a repris les expéditions).
- Domaine des Longchamps, 49760 Brain-sur-Allonnes.

Si possible, prendre du lait « biologique ». Car yaourt et antibiotiques ne font pas bon ménage : « une laiterie de Flandre remet aux éleveurs des étiquettes « antibiotiques » à coller sur les bidons de lait ramassés par ses soins, au cas où le lait contient des antibiotiques. Cette précaution permet d'écartier le lait aux antibiotiques pour la fabrication des yaourts et de le destiner à la consommation « nature ». (Extrait d'une lettre publiée dans 50 millions de consommateurs.)

Chauffer le lait à 40° maximum (au-delà, on tue les précieuses diastases, essentielles à sa digestion). Le mettre dans des pots. Délayer le ferment. Recouvrir d'un linge. Le lendemain matin, le lait s'est métamorphosé en yaourt.

On peut aussi mettre les pots dans une cocotte-minute remplie à moitié d'eau à 40° environ. Arrêter le feu, fermer la cocotte, il ne reste plus qu'à attendre patiemment.

Encore plus simple : la bouteille thermos. « J'ai versé le lait (chaud) dans un thermos, j'ai ajouté la moitié inférieure d'un pot de yaourt nature « goût bulgare » du commerce (je crains que la moitié supérieure n'ait été contaminée par des pulvérisations superficielles d'acide sorbique destinées à prévenir les moisissures). J'ai bien secoué le tout, et 10 heures plus tard, j'avais un beau yaourt, plus léger tout de même que les yaourts du commerce. C'est peut-être une bonne idée d'ajouter quelques cuillerées à soupe de lait en poudre écrimé par litre de lait, si l'on tient absolument à épaissir. » (Recette de Daniel Farjeas, Vingau, 86600 Rivesaltes.)

Pour les paresseux : quelques adresses de yaourt biologique.

- Pierre Lotte, ferme de Trée, 85510 Le Boupère. Tél. : 50.
- Baubet, Aulbat-Saint-Privat, 63580 Issoire. Tél. : 11.
- Jacques Mainaud, Les Chamillies, 43850 Vougy. Tél. : 20.
- Société laitière ségréenne, Notre-Dame-du-Chêne, 49500 Segré.

— G.A.E.C. Ferme Michel, Vogelgrün, 68600 Neuf-Brisach. Attention : les yaourts de certains « domaines » vendus dans les magasins diététiques ne sont nullement garantis biologiques.

numéro spécial « Notre alimentation empoisonnée », juillet-août 1972). C'est ce qu'on appelle l'effet de **synergie**. Et dans la réalité, il ne s'agit pas que de deux substances, mais de plusieurs milliers. Edward Goldsmith s'est amusé à calculer que pour étudier les effets combinés des milliers de produits de synthèse qui sont dans notre environnement, il faudrait littéralement surpeupler la terre de cochons d'Inde, et employer quelques milliards d'hommes pour conduire les expériences...

Bref, comme le souligne le Pr Truhaut, « il est très difficile de prouver l'innocuité d'une substance, car on ne peut jamais être sûr qu'un composé n'ayant manifesté aucun effet toxique dans les conditions où se sont placés les expérimentateurs qui l'ont étudiée, ne se révélera pas nocif dans d'autres conditions ».

LES REGLES DE L'ETIQUETTE

Méfiez-vous des étiquettes ! En principe, l'étiquetage informatif est maintenant obligatoire. L'emballage du fromage blanc de midi ne mentionne aucun additif ? Attention ! Peut-être y a-t-il eu une aimable « dérogation » qui permet d'ajouter un conservateur en catimini. Et quand, par chance, il n'y a pas de dérogation, l'additif est habituellement signalé par un expressif nom de guerre du genre E 230. E 230, c'est le diphenyle, massivement employé pour la conservation des agrumes. Le bulletin du Laboratoire coopératif n° 96, mai-juin 1974, (14, avenue Louis-Roché, 92230 Gennevilliers) a publié in extenso le « code » des additifs.

Selon le même Labo. coop. (n° 95, mars-avril 1974), « il est en fait fréquent de voir figurer sur l'étiquette mention d'additifs qui sont



employés alors qu'en toute légalité ils ne sont pas autorisés, mais... de simples décisions administratives, des circulaires, demandant aux services de contrôle de ne pas relever d'infractions lors de l'emploi de ces additifs ». Exemple : la cire de carnauba dans les Treets, d'ailleurs autorisée en Hollande.

En février 1973, l'Académie de médecine a refusé l'autorisation de l'emploi d'acide benzoïque dans les boissons sans alcool. Non à cause de sa toxicité, pas foudroyante de toute façon. Mais parce qu'elle n'a pas jugé « opportun de donner un avis favorable à l'introduction d'une substance chimique dans un produit alimentaire lorsqu'il n'existe par d'impératif technologique ». Impératif technologique ?

Derrière arômes et stabilisants se cachent de gros intérêts. En 1971, aux États-Unis, le marché des additifs alimentaires s'élevait à la coquette somme de 635 millions de dollars (plus de 3 milliards de francs lourds). Colorants et arômes se partagent ce marché à 80 %, tandis que les additifs ayant un but nutritionnel, comme les protéines végétales, ne représentent que 10 % du total.

Les organisations de consommateurs réclament avec vigueur l'interdiction des additifs les plus dangereux, tel l'amarante. Un coup de frein plus sérieux est nécessaire. Le débat sur la nocivité est important, mais mystificateur dans la mesure où il occulte la seule question vraiment fondamentale : des additifs, pourquoi ?

C'est bien de dénoncer les colorants nocifs, comme l'a fait, avec vigueur, René Dubos lors du Congrès mondial de biologie de l'environnement en juillet dernier à l'U.N.E.S.C.O. C'est bien aussi de s'élever contre leur très lapiniste surpopulation : à quoi bon six colorants jaunes, huit rouges, trois verts ? Ou bien est-ce noyer le poisson ? Si on utilise tant de colorants, il y a souvent (pas toujours) des raisons bien prosaïques : cacher la mauvaise qualité de certaines denrées et tromper sur la marchandise. La société du spectacle nous vend du vent, de l'apparence. Le colorant ajouté à ton soda est destiné à te faire oublier l'absence ou la faible quantité de jus d'orange. Quant à ton sirop de grenadine, il contient un (ou même plusieurs) colorants rouges, mais pas un milligramme de grenade. Tes yaourts aux vrais fruits ? Ils renferment des maigres filets de poire ou de banane, avec en prime discrète quelques colorants, mentionnés sur l'emballage en caractères microscopiques, sous leur nom de code. Un bon conseil, écologique et économique tout à la fois : fais ton yaourt toi-même, c'est facile et pas triste (voir la recette en encadré), ou si tu n'as pas le temps, achète des blancs ; ajoute des fruits frais, ou un peu de confiture. Ton palais et ta santé en profiteront autant que ton porte-monnaie.

Va faire un tour sur un marché : tomates, pêches, fraises, carottes et melons n'ont nul besoin de E 101 ou de E 126 pour les rendre tout à fait agréables à l'œil. Bertillon (rue Saint-Louis-en-l'Île à Paris) n'emploie jamais de colorants pour faire ses sorbets, eh bien il faut quand même faire la queue une bonne demi-heure devant sa boutique les dimanches de juillet.

La Suède vient d'interdire tous les colorants artificiels dans les produits alimentaires, à quelques rares exceptions près (« **Quotidien de Paris** », 22 avril 1974). A quand la même sage mesure en France ?

Les arômes, ces « éblouisseurs du goût » selon la belle formule de Trémolières, servent trop souvent à masquer la mauvaise qualité gustative des aliments actuels. Un peu de glutamate pour oublier le pain blanc élastique, le veau gorgé d'eau et d'antibiotiques, les carottes aux nitrates et les « fraises tomates »... Maigre consolation !

En fait, seuls les conservateurs semblent avoir une réelle utilité. Est-il pour autant indispensable d'en employer trente-quatre différents ? Il faudrait procéder à un tri sévère, et ne garder que quelques additifs, ceux qui, dans l'état actuel des connaissances, semblent les plus « sûrs ». Il faudrait aussi étudier de près les avantages et inconvénients respectifs des conservateurs chimiques et des autres procédés de conservation des aliments : techniques artisanales bien éprouvées (salaison, sucre, vinaigre, etc.), pasteurisation, lyophilisation, surgélation et que sais-je encore. Du pain sur la planche en vue pour les scientifiques !

Trop souvent d'ailleurs, l'emploi de conservateurs est simplement la conséquence d'une folle **escalade technologique**. S'il est convenablement fait, le pain au levain reste comestible « naturellement » plus d'une semaine sans aucun problème. Le « progrès » le remplace par un insipide pain en tranches sous plastique, qui, pour se conserver, doit obligatoirement être additionné de propionate de calcium. Pourquoi faire plus simple quand on peut faire plus compliqué ?

Laurent.

(1) A nuancer. Le laboratoire coopératif (N° 95, sept.-oct. 1972) observe : « le produit chimique ajouté en petite quantité à l'écorce de l'orange doit avoir subi des essais nombreux (N.D.L.R. : théoriquement !). A-t-on étudié avec le même soin l'innocuité de l'écorce d'orange elle-même ? »

SWING ET QUOTIDIENNERIE

Albert Ayler : il ne jurait que par Schönberg, mais il montait en douce chez les dames pour écouter du Vivaldi.

UN PEU DE PASSEISME

Que le Bon Dieu il est mort, c'est une opinion qui aime le péremptoire, de même que l'opinion inverse.

Si l'on prend l'idée par le petit bout, elle veut peut-être dire ceci :

Comparons les H.L.M. qui se pondent aujourd'hui, ou les villas « plan courant », avec n'importe quelle foutue vieille baraque du pays, en bonnes grosses pierres toutes cabossées : lianes tordues mais proportions parfaites, intégration totale dans le paysage, vie commune avec lui, et un sentiment cru qui vous prend là. On voudrait le refaire, on pourrait pas.

Vestige d'époques qui n'étaient pas forcément idylliques, mais connaissent au moins un équilibre profond entre l'homme et le milieu, la marque de ce tout vivant où chaque chose est un maillon organiquement lié à d'autres. Où le geste, rodé, n'est jamais chaotique ni inconséquent, réussi sans être « artistique », utile, efficace et quotidien sans être alléné, alimenté à la source de réalités plus vastes sans passer par les pompes de Saint-Sulpice.

C'est à ce titre que Vivaldi ou Bach sont toujours en tête de catalogue chez les disquaires. L'évidence et le naturel de leur expression respire cette harmonieuse félicité dont nous causons, même si on commence sérieusement à les entendre venir de loin avec leurs gros sabots.

PROGRES = CACA

Avec le progrès et son train de réalités inédites, ce vieil équilibre a pris du plomb dans l'aile. Le lien s'est brisé qui faisait vivre tout ça ensemble.

Emancipé, l'art s'est développé pour son propre compte, s'édulcorant en se coupant de ses sources. L'art populaire s'est asséché, avant de se retrouver finalement muté dans le commercial. Symétriquement, l'art « savant », son corollaire, ne s'en est que plus isolé et éloigné, dans sa tour d'ivoire, de la fraîcheur.

Pire que ça : le chantage à l'idéal qu'opérait le Bon Dieu sur ses ouailles aliénées dans ce monde mauvais et imparfait, a bien survécu à la mort de celui-ci. Privées de leur Papa, les ouailles s'en sont derechef dégotté d'autres. Ainsi, dans le numéro de mars dernier de la Gueule Ouverte, Eric Sprogis,

du Groupe d'Action Musicale de Rennes, citait la musique sérielle et dodécaphonique, puis la musique électro-acoustique :

« Parce qu'elle n'en dort pas, parce qu'elle montre que notre monde sonore est contrôlable, QUE L'HOMME PEUT ET DOIT DOMESTIQUER LA NATURE chaque fois que cette mise à son service est un véritable progrès, cette musique est révolutionnaire. »

La Matière relevait autrefois du Péché. Elle était caca, fallait l'expier. Aujourd'hui, l'homme use tou-

« Il n'y a de vigoureuse sécrétion mentale qu'à partir de s'alimenter aux crudités de la vie personnelle journalière. On fera bien de n'user qu'en rare occasion, à titre exceptionnel, en toute conscience du risque et prêt à s'en défendre, d'aliments déjà par d'autres digérés. »

(Jean Dubuffet, culture et subversion.)

jours sa vie à vouloir se laver les doigts encore plus blancs, le Bien contre le Mal, les bons contre les mauvais, etc. On ne parle plus de péché. Mais la nature est restée cet univers chaotique, froid, hostile, imparfait, EXTERIEUR, que l'Homme, les fesses aussi serrées que les mâchoires, le regard résolument tourné vers l'Avenir et le Progrès, noblement saisi en contre-plongée, se doit de vaincre et mettre à sa botte.

Les courants de la musique contemporaine traduisent parfaitement cette angoissante tristesse de l'Occidental : incapable de nous poser bêtement le cul par terre,

« Le plus grand artiste est celui dont la vie approche de la perfection. Que peut en effet signifier un art qui serait privé des fondations et de la solide charpente que

nous nous laissons aspirer dans le cercle vicieux de l'intelligence qui tourne en rond, se bouffe la queue.

Constat pathétique de la dégradation de la matière musicale classique, la musique après Schönberg essaie de déterminer froidement des ordres et des lois mélodiques et harmoniques créées de toute pièce.

Démarche compréhensible : face à la persistance malsaine des formes traditionnelles sclérosées et vidées, un scandale joyeusement

démanteleur est salutairement impératif (de suite, on pense aux années 60, la New Thing, les disques E.S.P., toute notre jeunesse quoi). Mais dans un deuxième temps, se pose la nécessité de trouver les enracinements de la musique à venir.

TOUT LE POUVOIR AUX HIRSUTES

Cette détermination risque de demeurer caduque tant qu'elle se voudra rationnelle (ce qui ne l'empêche pas d'être rationalisée, au passage), morte tant qu'elle ne sera qu'un système, substituable à d'autres.

La seule régénérescence ne peut venir que des cinglés, des fadas suffisamment libres d'esprit pour bouffer, s'ils le sentent, au râtelier des vieilles choses dans ce qu'elles avaient de bon, tout en leur foutant le feu au derrière par la magie toujours créatrice de l'énergie et du geste vécu.

Car nous crevons sous les savants qui ne sont que savants, aussi bien que sous les musicos de balluche qui assurent la partochie au tarif syndical.

Nous crevons de cette consternante habitude que nous avons prise d'être impersonnel dans tout ce que nous faisons; conséquence probablement du « pli salarial » que doit engendrer notre civilisation. Pli qui fait que l'on se croit quitte parce qu'on a fait son petit numéro, histoire de montrer aux autres qu'on existe et qu'on est bien un sacré malin, après quoi on rentre dans son appartement jeune cadre.

Prenons les journaux qui se veulent défenseurs de la musique vivante : d'« Actuel » à « Jazz-Magazine », même conformisme de remorque, masquant mal un vide débilisant, une capacité profonde à s'éclater qui dépasse guère les arrière-salles de rédaction.

Navrant, de même, de voir à quel point un volcan comme Henri Miller n'aura suscité que des lecteurs d'Henri Miller, comment d'un phare comme Coltrane, il ne reste qu'un inévitable phrasé invariablement réchauffé par les 3/4 des saxs actuels.

Pouriant, avec tout le terrain qui a déjà été défriché, le champ est libre pour foncer corps et âme avec une audace sereine. Ou mieux, comme l'a si bien dit Boubou, de l'« Xtet », en parlant de l'Hyper-Music : « L'œuf est clos, il faut le mûrir ! ».

Dédé Brun

JE SUIS UN MEC

LA CASTRATION SENSUELLE

La surface des zones érogènes irait en diminuant selon Reich. C'est très probable. Ce que je ressens moi, c'est que ma sensibilité de mec je la ressens châtée par rapport à celle des nanas. Pouvoir jouir du clitoris et du vagin, alors qu'il doit me suffire du gland, est leur pouvoir et leur chance. Il faudrait paraître, que je m'en contente, et ça, ça m'est inadmissible. Je veux savoir toucher et ressentir les caresses des cheveux à la pointe des pieds.

Toute ma perception sensuelle, aussi bien que la création, est châtée. L'esthétique est sous la dictature de la peinture, de la musique et de l'audio-visuel. L'œil et l'oreille. Que je sache nous avons cinq sens. Les trois autres sont atrophiés, en voie d'extinction. Mon « éducation artistique » : quelques coups de pinceau et trois notes de pipeau, ne m'ont jamais satisfait. Ma sensibilité ne pouvait s'exprimer totalement. Un hasard m'a fait rencontrer des aveugles, il y a une dizaine d'années. Ils avaient développé leurs sens tactiles, par la force des choses, mais n'avaient aucune conscience de la beauté tactile. L'art pour eux, c'était la musique, les arts plastiques leur étaient interdits. La castration était aussi conceptuelle. Une prise de conscience commune nous permit de ressentir le beau par le toucher, puis de le créer. Et là, malgré les difficultés, je me sentais plus « complet ».

Plus tard je parle avec des éducatrices spécialisées qui s'occupent de « débiles » : il faut à tout prix les « intégrer » dans un monde audio-visuel. Elles me parlent de gosses qui caressent des légumes, ou les sentent avant d'en faire quoi que se soit. Pourquoi ne pas leur donner les moyens de s'épanouir dans leur sensibilité à eux ? Tout simplement parce que la conscience qu'autre chose puisse exister, n'existe pas, et les moyens encore moins.

Depuis six ans maintenant, j'essaie de retrouver ma sensibilité tactile et olfactive, c'est pas facile, mais c'est possible. La création. C'est fantastique. Des gammes apparaissent. Plus j'augmente ma perception sensible, sensuelle, plus mon aliénation en tant que mec peut disparaître.

Yann

LE travailleur a deux sortes de pouvoirs : celui de produire et celui de consommer. Le premier a été longuement célébré et continué d'être défendu. On vient à peine de découvrir le second. Il s'agit maintenant de les lier.

En effet, en dépit d'un certain nombre d'expressions comme « défense du pouvoir d'achat », qui donnent l'illusion d'un pont (1), les deux pouvoirs continuent d'être considérés d'une manière indépendante. Le producteur produit. Mais on dirait que c'est un autre qui consomme. C'est vrai individuellement : la division du travail en est la cause. Mais parle-t-on du travailleur individuellement ? Alors pourquoi changer tout soudain de registre quand on passe au consommateur ? Pourquoi êtes-vous une classe dans la production et pas dans la consommation ? Parce que les riches ne consomment pas comme les pauvres ? Mais ils ne travaillent pas non plus de la même façon. Pourquoi y aurait-il lutte des classes ici et pas là ?

Faisant pendant au slogan « travailleurs de tous les pays, unissez-vous », on peut imaginer une nouvelle internationale qui unirait les consommateurs. Mais à l'heure où les menaces que nous ressentons et subissons font le tour de la planète, l'internationale des consommateurs, prise isolément, serait aussi peu efficace que l'internationale des travailleurs. Seule l'union des deux pouvoirs peut sauver et changer la vie, en mobilisant nos préoccupations écologiques encore dispersées.

Les travailleurs sont représentés par leurs syndicats. Ceux-ci visent à améliorer les conditions de travail, les salaires. C'est essentiel, et ce n'est rien.

Rien, parce que le travail accompli par la classe ouvrière est destiné à aliéner la même classe ouvrière qui consomme ses propres produits, après que le patronat ait prélevé son bénéfice...

Comment négliger, pourtant, que pour acheter, les autres, c'est-à-dire nous, doivent eux aussi travailler, c'est-à-dire s'aliéner au profit du patron ? L'aliénation n'est pas seulement le fait des méchants capitalistes mais également celui de la classe ouvrière à travers ce qu'elle contribue à mettre sur le marché.

Petit oubli. Il y en a d'autres. L'usage dans lequel le produit s'intègre, par exemple, est-il aussi innocent qu'il y paraît ? Pensez aux moyens de transport individuels, au stockage des marchandises en réfrigérateur, dans chaque famille, à toutes les machines qui permettent de gagner soi-disant du temps et mangent celui d'autres travailleurs...

Les usages ne sont le plus souvent rendus nécessaires qu'en raison d'une certaine organisation et la perpétuent. Pourquoi n'auriez-vous pas le droit d'intervenir sur ces usages, si vous y sacrifiez ? Pourquoi seriez-vous condamné à n'envisager que la quantité de travail qui vous est fournie ?

Et la qualité des produits, leur solidité, leur durée ? Et les signes qu'on y ajoute, emballages de luxe, simili-cuir, galbes et chromes distingués, pour qu'ils servent d'appât à votre aimable clientèle — c'est-à-dire vous — et l'incitent à se brancher sur la musique bourgeoise ? Si on en discutait un peu, des goûts et des couleurs, au lieu de s'en remettre aux fabricants qui nous font danser ?

On passe sur les matériaux employés, quitte à pétitionner pieusement pour les braves qu'on exploite sur d'autres continents et à protester contre la diplomatie armée qui garantit l'approvisionnement. On passe sur les conséquences que peut avoir la centralisation qui ruine l'environnement et les rapports humains. On passe sur la

Dans les pays anglo-saxons, le nombre des abonnés aux bulletins de consommateurs a permis à celles-ci de devenir de véritables groupes de pression, dotés de laboratoires et d'avocats spécialisés.

L'indifférence, voire le mépris, qui entoure encore chez nous la défense du consommateur, procède de raisons troubles. Les partis de gauche lui reprochent surtout de n'être pas née à leur ombre et d'introduire sur le marché politique une autre mélodie que celle qu'on chante depuis toujours au brave travailleur. On appelle cela une manœuvre de diversion. D'autre part l'attention portée aux produits enseigne qu'on le veuille ou non à se méfier des commerçants, électeurs potentiels. Enfin ce sont les femmes qui ont engagé le combat et

UNE EXISTENCE EN MIETTES

mythologie du progrès... On passe pratiquement sur tout ce qui, dans le travail, n'a pas pour objet de produire... un salaire, les conditions de travail n'étant elles-mêmes surveillées que pour permettre au salarié de gagner plus sûrement son salaire jusqu'à la retraite.

Faute de lutter sur ces terrains aussi, le syndicaliste continue d'enfermer le salarié dans la malédiction du travail et se voue lui-même à l'incohérence. Une incohérence qui en fait un interlocuteur hautement valable pour le patronat, dans la mesure où chacun se garde bien de changer quoi que ce soit à l'organisation du pouvoir, dont la maîtrise est essentiellement assurée par la possession de la double clé de la production et de la consommation.

Tant que nous ne voudrions pas la maîtrise de cette double clé — et nous ne l'avons pas encore non plus dans les démocraties populaires — la lutte des classes manquera sa cible : **supprimer les hiérarchies produites par le travail lui-même.**

Les consommateurs sont quant à eux, de mieux en mieux défendus par des unions, des ligues, des fédérations, qui les renseignent et assurent un contrôle officieux de la qualité.

s'y maintiennent aux premières lignes, et plutôt celles qui ont le temps, marquant ainsi doublement que l'affaire n'est pas sérieuse...

Dénoncer les voleurs dérange toujours. Témoin Ralph Nader, qui s'est illustré aux Etats-Unis en obtenant gain de cause contre General Motors (2). Il n'avait pas seulement contre lui le lobby automobile mais toute la clientèle, qui achète n'importe quoi pourvu qu'elle ait l'impression de grimper dans l'échelle de la considération bourgeoise. En réalité, si les unions de consommateurs gênent la gauche, c'est qu'elle craint d'avoir à reconnaître que les besoins populaires sont profondément identiques à ceux des riches. C'est qu'elle craint d'avoir à avouer qu'elle n'a aucun modèle de rechange à proposer.

La complicité objective est néanmoins encore plus franche sur le front de la consommation que sur le front syndical. Et si nous n'y prenons pas garde, nous risquons ainsi de nous faire enfermer une seconde fois dans le discours patronal.

Les ligues de consommateurs, qui acceptent en principe d'analyser tout produit mis en vente, se comportent en effet exactement comme les syndicats qui acceptent en principe tout travail fourni à l'ouvrier. Elles en veulent pour votre argent comme les autres en

veulent pour votre travail. C'est mieux que rien, au départ, mais à l'arrivée on s'aperçoit qu'elles ont une fois de plus masqué le vrai débat.

Elles ne remettent pas les usages en question, et les confirment donc implicitement. Leur domaine s'étend ainsi en toute innocence de l'étude comparée de jus de fruits à celle des chars d'assaut. Elles s'interdisent de voir que telle production provoque inmanquablement des estropiés et des pollutions en tous genres, faisant pendant à mon délégué syndical qui prétend que ça ne nous regarde pas si les mécanismes d'horlogerie servent à des missiles dont nul n'ignore qu'ils seront dirigés contre une partie amie. Elles dédaignent superbement le chapitre qui pourrait s'intituler « consommation de l'environnement », clairement lisible dans les constituants et les techniques de fabrication. Elles enregistrent pratiquement toute nouveauté comme un progrès. Elles sont finalement appelées à promouvoir la consommation au lieu de l'enrayer, et avec la consommation le pouvoir patronal.

Les borgnes de l'œil droit sont aussi handicapés — et handicapants — que les borgnes de l'œil gauche. Toutefois ils ne sont pas aveugles : ils voient même très bien le peu qu'ils voient. Pourquoi ne pas rendre à chacun son œil gâté ?

Mais l'opération sera douloureuse, et compliquée du fait que la tenue de la greffe dépendra de la volonté de voir les choses en relief...

Résumons-nous : vous êtes aujourd'hui, en tant que travailleur, sans aucun pouvoir pour refuser telle ou telle fabrication qui vous semblerait dangereuse pour l'environnement ou l'usager, ne répondrait pas aux besoins des classes laborieuses, n'aurait pas la qualité qu'on peut en attendre ou serait porteuse de conditions d'asservissement supplémentaires.

Il y a là une lacune d'importance. Tant qu'elle ne sera pas comblée, tant qu'elle ne sera pas ressentie, nous existerons en miettes : notre force de production sera employée aux hasards du profit et notre consommation sera prise dans des filières qui ne nous appartiennent pas.

Ce sont ces miettes que notre témoignage doit rassembler, avec comme projet immédiat d'augmenter la législation du droit de grève d'un article, un seul, mais qui signifierait un bouleversement radical de la conscience et de l'action.

Je ne vois pas d'autre alternative au pouvoir totalitaire de ceux qui se sont attribué la double direction de notre labeur et de nos désirs.

Lambert

(1) On défend le salaire du travailleur contre la dévaluation monétaire, mais on passe sur celle qui provient des changements de mode ou de la baisse de qualité.

(2) La presse de gauche a essayé de réduire ce succès à ses dimensions locales. Plus habile, la F.N.A.C. a cru récupérer le bonhomme en l'invitant à prononcer des conférences...

8 SEPTEMBRE

Marche sur Pierrelatte et Assises Nationales du Mouvement Ecologique.

Le Comité d'Action écologique d'Avignon organise la Marche de protestation contre E.U.R.O.D.I.F., la nucléarisation du Rhône et pour un moratoire nucléaire, le 8 septembre 1974, de Pierrelatte vers Saint-Paul-Trois-Châteaux (départ place de la Mairie, arrivée devant le C.E.A. Pierrelatte, 3 km environ et tient à ce que le maximum de groupes et d'écologistes y participent afin d'en assurer le succès :

— parce qu'E.U.R.O.D.I.F. est la condition sine qua non du développement du nucléaire en France et en Europe pour l'horizon 80...

— parce que, pour nous, la manif du 8 septembre n'est pas un aboutissement mais bien plutôt un point de départ pour poser le problème aux populations locales, par la « publicité » qui aura été faite par nous, vous, et les journaux les moins pourris... pour poser le problème à l'échelon national.

Il nous paraît important de rappeler que nous ne partons pas seuls à la bataille, le S.N.P.C.E.A. (C.F.D.T.) Pierrelatte a déjà commencé à poser le problème, la Fédération nationale des pêcheurs professionnels en eau douce sera à nos côtés, et une cinquantaine d'associations écologiques. C'est bien mais pas assez. Au travers d'E.U.R.O.D.I.F., c'est chacune des centrales nucléaires prévues qui, virtuellement, se profile. Le C.S.F.R. sera là, ils vont faire 1.000 bornes ! Alors les copains, faut pas se dégonfler : le préfet, le gouvernement espèrent que nous serons longs à la détente, le temps travaille pour eux et contre nous !

Autre fait important. Le Collectif national provisoire du Mouvement écologique nous a demandé de prendre en charge l'organisation des Assises nationales du Mouvement, en d'autres termes, d'assurer les possibilités matérielles d'une telle réunion. Ainsi, le 8 septembre, devraient se rencontrer les membres des associations, comités et groupes pour voir un peu ce que nous pourrions faire ensemble en 74-75. Cette rencontre aura lieu de 8 heures à 14 heures à la salle des fêtes de Pierrelatte. Nous sommes, quant à nous, décidés à ne pas en sortir les mains vides. Aussi nous proposons que chaque groupe ait une voix, quel que soit le nombre de ses adhérents, que les décisions soient prises à la majorité des 2/3, que des propositions sur des axes de lutte, modalités d'actions, actions, etc., soient proposées, discutées, votées, qu'un calendrier de rencontres au niveau national soit arrêté afin de pouvoir, le cas échéant, affiner, remodeler, et pourquoi pas rediscuter ce que nous aurons essayé de réaliser le 8 septembre. Nous ne pouvons pas continuer à nous déchirer pour cause de peur panique de la récupération, de centralisme, par volonté de sainteté ou de témoignage (crétin), j'en passe... Nous ne voulons pas plus de scission que de division mais nous ne pouvons continuer ainsi. Que les ceusses qui ont un minimum de volonté d'efficacité se retrouvent et commencent à proposer et à réaliser, et ce, évidemment, en des termes et structures suffisamment souples pour que chacun puisse rejoindre l'embryon et s'y exprimer.

Ce qui a été commencé à Montargis, continué à Dampierre, il faut le parfaire à Pierrelatte de sorte que chacun puisse travailler, au plan local et régional, dans la perspective de ce que nous réaliserons ensemble courant 75. Vouloir à toute force obtenir un con-

sensus général sur des questions théoriques — et de ce fait, mettre au second plan la question du passage de l'information vers le plus grand nombre, afin de pouvoir mouiller le plus grand nombre dans nos manifs et être compris dans nos conclusions politiques — c'est vouloir, à toute force, rester marginaux, c'est mettre la charrie avant les boeufs ; c'est parler de tolérance avec sectarisme !...

Nous, en Avignon, on en a marre de faire tout un boulot dont on aurait pu se dispenser si chacun y avait mis du sien à Montargis. On est prêt à mettre de l'eau dans son vin, d'autant que personne — au Royaume d'Ecologie — ne peut se vanter d'avoir une bonne vigne pour l'heure, et que nous n'y parviendrons qu'un tant soit peu unis ; ne serait-ce qu'autour d'actions nationales ponctuelles. Ceci dit, c'est un point de vue groupusculaire, et on est prêt à en discuter. A Pierrelatte ou ailleurs.

Le 8 septembre 74 : — de 8 à 14 heures, Assises nationales du Mouvement écologique, salle des fêtes de Pierrelatte ; — à 15 heures, Marche de protestation contre E.U.R.O.D.I.F. et la nucléarisation du Rhône et pour un moratoire nucléaire.

Le Collectif du Sud-Est (ou Méridional) se réunit samedi 7 septembre 1974, à 15 heures, chez Jean-Louis Millet, quartier Saint-Blaise, 84 Bollène. Possibilité, au besoin, de camper sur place.

C.A.E. pour la sauvegarde de la Provence et de la plaine du Rhône, Foyer des Jeunes Travailleurs, 33 Ch. Saint-Roch, 84000 Avignon.

EN MARGE DU MOUVEMENT ECOLOGIQUE EUROPEEN

74 groupes écologiques européens (Pays-Bas, Italie, Belgique, Luxembourg, Suisse, Autriche, R.F.A., France) ont participé à la rencontre de Strasbourg les 6 et 7 juillet 1974. Une « Charte européenne de l'environnement » a été adoptée. Il a été créé un « Mouvement Ecologique Européen » dont le but est triple :

- transmission de l'information entre les groupes européens ;
- intervention auprès des instances officielles « jugées utiles » ;
- coordination d'actions au niveau européen.

Les délégués français sont :

- Gilles Klein, 10, rue Pierre-Faure, 76600 Le Havre ;
- Solange Fernex, 68480 Biederthal.

Au cours de la rencontre, un groupe « rassemblant des camarades italiens, français, belges et suisses » a pondu le texte suivant. Pour rentrer en contact avec les auteurs, écrire à :

Commission rassemblant des camarades italiens, français, belges et suisses.

« Cette charte ne nous concerne pas. Pas plus que le Mouvement écologique européen (et pourquoi donc seulement européen ?), pas plus que les mouvements nationaux.

Nous ne sommes pas venus pour ça.

Pourquoi sommes-nous venus ?

Face à des agressions qui sont planétaires, nous ressentons la nécessité de définir des actions collectives mais non centralisées.

Exemples :

- nucléaire (civil ET militaire) : Verbois, Maleville, Gravelines, Dampierre, Mururoa, Tihange, Kalkar, etc. ;

— dénonciation des liens étroits entre pollueurs et pouvoirs politiques (en Italie, pétroliers et néo-fascistes) ;

— dénonciation de la récupération de certains mouvements écologistes réformistes par ces mêmes pollueurs ;

— militarisation : Larzac, Canjuers, Frioules (Italie), Orgosolo (Sardaigne) ;

— urbanisation, aménagement et bétonnage généralisés ;

— conditions de travail (Porto Marghera, Usinor, etc.) ;

— etc.

Cela implique une information. Mais comment ?

Nous voulons que ce soient les gens qui font quelque chose du côté des pollués et des exploités, et qui essayent de vivre autrement, qui contrôlent l'information. Parce que nous refusons la délégation du pouvoir, source d'irresponsabilité et donc de dirigisme, nous luttons pour le pouvoir direct de tous sur leur territoire face aux initiatives arbitraires du pouvoir (ex. : contre les centrales nucléaires et contre la monopolisation de l'énergie).

C'est pourquoi, au niveau de l'information, entre chacun, il importe d'établir des liens fondés sur la confiance et le travail effectivement réalisé sur place, et non sur les prétentions de pseudo-représentants eux-mêmes compromis avec le système.

Nous allons tous nous quitter avec une liste d'adresses.

Nous proposons donc que s'établisse entre toutes ces personnes et/ou groupes un cycle permanent d'information libre et d'actions ponctuelles qui seul peut permettre, dans la pratique, une destruction de la fonction polluante des mass media. Ces groupes autonomes mais solidaires peuvent cependant, pour des raisons pratiques (courrier en excédent brûlé en Italie...) faire confiance à une « boîte aux lettres » commune.

Exemple : des Genevois s'opposent à la construction de la centrale nucléaire de Verbois. Ils envisagent un certain nombre d'actions locales, nationales, internationales. Ils informent tous les gens ou groupes dont ils ont les adresses. Ils définissent avec ces groupes les modalités de la lutte. Ces gens et groupes, à leur tour, diffusent l'information dans leur sphère d'action. Ils invitent à participer à ces actions tous les gens intéressés et concernés.

C'est un pari. Cela n'a rien de nihiliste et nous développons ainsi des méthodes de luttes nouvelles échappant au contrôle du système, avec lequel il nous appartient de rompre, et fondées sur une conception, elle aussi nouvelle, des relations entre les êtres.

Additif des camarades italiens du groupe « Rosso Vivo » :

« Nous désirons insister sur le fait que la lutte des classes (bien plus que de simples mobilisations d'opinion) a permis d'imposer de nouvelles conditions de vie dans les usines et quartiers (Porto Marghera, Milan, Naples). Nous appelons ça contrôle politique du territoire et soulignons que l'autonomie politique, et donc écologique, devient efficace quand elle est engagée contre le monde puant des patrons, qu'ils soient blancs ou peints en rouge ».

« La main dans le trou du fût » 8, rue Alfred-Gémard, 38400 Saint-Martin-d'Hères.

« Rosso Vivo » C/o Rotografia Fiorentina, via Faenza 54, Firenze-Italie.

NUCLEAIRE

● Gironde. On parle de l'implantation d'une centrale nucléaire à Braud et Saint-Louis, vers Blaye. Prenez contact

avec le Syndicat de défense de l'environnement des Hauts-de-Gironde : M. Feugas, L'Etang, 33820 St-Ciers-sur-Gironde.

● Pays de Caux. Un groupe récent, « Association écologique cauchoise », tient des séances publiques à la mairie de Doudeville le dernier samedi de chaque mois à 20 h 30. Sur les 90 km de côtes cauchoises, il y a déjà 4 projets d'installations de centrales dont un bien avancé à Paluel. « Nous ne bornons pas nos actions à cette lutte anti-nucléaire, une équipe s'occupe du problème des brises-vents et des hêtraies en pays de Caux. Une autre équipe travaille sur les technologies douces (aérogénérateurs, particulièrement). L'Association envisage la création d'un théâtre de marionnettes pour diffuser ses informations. Cherchons des idées de scénarios sur le nucléaire ». Assoc. écologique cauchoise. Philippe Hauville, Riville, 76540 Valmont.

FILM SOUSSOUEOU : « MONTAGNES A VENDRE »

Producteur : SEPANSO, société étude protection aménagement nature du sud-ouest, assoc. loi 1901.

Réalisateur : Pierre Pommier.

Le film : 16 mm optique couleur, sonorisé, 25 mm.

Un film bénévole : réalisateur et équipe bénévoles (bien que professionnels), avec bien entendu la très active et déterminante participation des paysans osalois d'un autre comité, le comité du Benou. Merci aussi aux 25.000 pétitionnaires.

L'affaire Soussouéou : La SEPANSO et le comité Soussouéou ont mené depuis 1972 une campagne nationale qui a fini par aboutir : le projet ne se fera pas (station de ski avec 7.000 lits prévus). A partir de là, et peut-être pour calmer ses actionnaires, le promoteur fit un procès en diffamation au comité de défense. Effectivement, dans une plaquette, le comité avait traité le promoteur de :

— « assassin » : ça, il ne l'avait pas relevé car c'était trop vrai. En plein tribunal, le comité a pu produire le rapport des avalanches que le Préfet, le promoteur et le député avaient gardé secret : avalanches poudreuses, danger de mort, station impossible (cf. Val d'Isère).

— « menteur » : nous le traitions de menteur car il prétendait bétonner pour rendre la nature ouverte à tous en la protégeant.

— « voleur » : en effet, la commune de Laruns devait donner 40 ha au promoteur contre 1 F symbolique. Même Marcellin s'y était opposé !

— « valet politique » : qu'un promoteur serve de marche-pied à des minables jouant une politique de prestige, n'a rien de nouveau.

Finalement le promoteur a perdu le procès, il s'est retrouvé condamné à payer les dépenses, tant en correctionnelle qu'en Cour d'appel. Aujourd'hui, il se pourvoit en Cassation...

Location du film : Le film a été réalisé par une souscription qui recueillit 35.000 F de 750 personnes. La location est de 75 F, elle comprend l'expédition aller du film et 3 affiches couleur du plus bel effet pour annoncer le film. Joint au film, une plaquette de 4 pages. L'expédition retour, environ 10 F, est obligatoirement à votre charge, en paquet poste urgent. Accessoirement, vous pouvez commander d'autres affiches à 2 F pièce. Règlement : nous envoyer chèque à l'ordre de Sepanso, section Béarn-Pyrénées.

Ecrire au plus vite, en proposant plusieurs dates possibles, avec préférence à SEPANSO Béarn-Pyrénées, 10, rue Jean-Jaurès 64 Pau.

● Ionix est imperturbablement la plus sérieuse feuille, celle du premier groupe anti-nucléaire français : le C.S.F.R. Les lectures de base du militant anti-nucléaire sont, par ordre d'ancienneté, le bulletin de la P.R.I., Ionix du C.S.F.R. et « La Gueule Ouverte ». (Le boulot de la « G.O. » consistant à dire : adhérez à la P.R.I. et au C.S.F.R. !). Le n° 8 de Ionix est paru. Ecrivez à Monique Blum, 66, rue du Ballon, Uffhotz, 68700 Cernay.

● Indépendamment des actions entreprises par chacun, pour faire savoir la censure du film « Les atomes nous veulent-ils du bien ? » qui devait passer

le 18 juin sur l'O.R.T.F., ne pourrait-on pas organiser ensemble (comités anti-nucléaires), une action pour exiger que ce film soit à nouveau programmé en automne, suivi d'un débat où pourraient participer les scientifiques Gofman, Tamplin et autres (Invités au Congrès de Nature et Progrès en novembre) de même que Lebreton et Pignero par exemple.

Nous lançons cette idée. Il faut voir quelles sont les possibilités d'actions communes. Peut-être faire une pétition qui serait adressée aux députés de chaque région, ministres, etc. Le moyen télévisé étant utilisé constamment par l'E.D.F. pour faire sa propagande pro-nucléaire, nous ne pouvons rester sans réagir avec force pour essayer d'imposer une contre-information. **Comité anti-nucléaire d'Annecy**, lieu-dit Le Château, 74650 Maclamad par Chavanod.

● Le Sit-In de Dampierre-en-Burly (décidé et annoncé à l'échelon national) ayant révélé clairement l'inefficacité pour ne pas dire l'inexistence d'un programme d'action anti-nucléaire crédible, ainsi que le faible nombre des militants motivés, plus par l'anti-nucléaire que par les vacances...

Les groupes anti-nucléaires Rhône-Alpes prennent l'initiative de réunir dès le mois de septembre dans la région lyonnaise toutes les personnes, comités, associations ayant pour dénominateur commun la lutte anti-nucléaire (pacifique et militaire), afin d'étudier un projet de moratoire faisant l'unanimité et un programme et une stratégie d'action commune laissant libre cours aux actions locales, afin de se donner les moyens d'atteindre ces buts.

Avant de fixer date et lieu, ils demandent à tous les intéressés de se faire connaître et de faire part de projets éventuels similaires, afin de coordonner au premier niveau... **Prairial**, 60, rue du Dauphiné, 69003 Lyon. (78) 54-36-89.

DOSSIERS DE L'A.P.R.E.

Vient de paraître le premier numéro des dossiers de l'Agence de presse Réhabilitation écologique. **Dossier Energie nucléaire.**

1. « Notes sur les conséquences de l'implantation des centrales électriques sur la pêche maritime et la conchyliculture », réalisées par l'Institut scientifique et technique des Pêches maritimes.

2. « Quelques précisions concernant le site de Paluel », étude réalisée par la Commission nucléaire du Groupe d'Etude et d'Action non violente de Dieppe.

3. « Les Anglais contre les centrales américaines à eau légère », extraits du rapport de la « Commission spéciale sur la Science et la Technologie » britannique. Traduction, introduction et notes des Amis de la Terre.

4. Une émission anti-nucléaire de la radio suédoise. Compte rendu.

5. « Un accident improbable à un réacteur nucléaire pourrait tuer plus de 5 millions d'habitants » ; article extrait du « Washington Building Congress » ; trad. Daniel Parker.

6. « Les techniciens atomistes courent le risque d'attraper le cancer », article du Guardian traduit par les Amis de la Terre du Nord.

Ce numéro : 3 F à commander à l'A.P.R.E., 12, rue Neuve-du-Pâtis, 45200 Montargis.

LA JUSTE LIGNE DU RICTUS OCCITAN

Dans le numéro d'été du « Rictus », 6 pages de textes, 38 de dessins et B.D. très occitanes. A 3,50 F, c'est un numéro que les collectionneurs vont s'arracher sous peu ! Le « Rictus Occitan », 18-20, rue Gatien-Arnoult, 31000 Toulouse. Je vous recopie scrupuleusement un texte de Mesadier paru dans ce numéro et après ça vous vous abonnez (20 F pour 10 numéros).

« Beaucoup de choses vont changer... Y a pas, mais le changement, c'est vraiment dans l'air... »

Le journal, sous sa forme actuelle, nous a apporté d'immenses satisfactions. Le simple fait de lire une lettre sympa et encourageante (on en reçoit environ 5 ou 6 par jour) est déjà en soi une chose importante. Cela prouve que l'on a marqué, au point de déclencher chez le lecteur le réflexe stylo-lettre, qui est en général un des plus difficiles à provoquer... Tout ça, c'est très bien, très bien aussi de contribuer peu ou prou au cheminement de l'idée occitane. Pour des tas de gens ça doit être suffisant...

Malheureusement, nous faisons ce journal depuis maintenant un an et demi, et on commence sérieusement à en apercevoir les limites. Alors on se trouve au moment du choix : arrêter le journal ? Bénazet, en nous quittant il y a quelques mois, a répondu à sa façon. A cette époque, on s'est bien gardé de juger, peut-être parce que l'on sentait dans nos têtes qu'un jour ce serait notre tour. Aussi, après avoir mûrement réfléchi et discuté, il a bien fallu nous rendre à l'évidence : il n'est plus question pour nous de continuer le journal. Tout du moins sous sa forme actuelle. Le « Rictus » continuera de paraître (Ouuuuf !!! font les nouveaux abonnés) d'abord parce que ça ferait plaisir à trop de monde si on arrête là, mais aussi parce qu'il y a encore trop de monde qui sont des hôtes en puissance... (si vous voyez ce que je veux dire...).

La réforme : à partir de ce numéro, le « Rictus » passe bimestriel, pour nous donner le temps de souffler. Deuxièmement : nous comptons réorganiser le local dont on dispose actuellement pour réellement l'utiliser. A partir du 1er octobre, vous pourrez venir assister au premier cours d'Occitan hebdomadaire pas triste. Voilà une idée à laquelle je tiens particulièrement, car on peut rapidement arriver à faire de ce cours un rendez-vous très bandant... Enfin (pour l'instant) nous allons créer une petite troupe de théâtre occitan. On montera certainement au début « Mort et Résurrection » puis qui sait, peut-être qu'ensuite, on s'essayera à écrire deux ou trois petits trucs... Si les cours ont réellement porté leurs fruits...

Voilà ! Je ne sais pas si vous avez bien saisi le changement... On refuse de ne faire que le journal. Devenir fonctionnaire sans en toucher les ronds, il fallait vraiment être maso !... Parallèlement à ça, on se rend compte de plus en plus que ceux qui auraient la possibilité d'animer d'une manière vivante notre vie de tous les jours, se tournent les pouces. Hé, les politicards, réussir une fête dans une cité H.L.M., vous ne croyez pas que ce serait aussi politique qu'un dossier ou un meeting ?... Il est tout de même malheureux de constater que les seuls qui bougent à l'heure actuelle, ce sont les marchands de soupe ! Alors prenez-vous par le main, et partout à la fois, essayons enfin de l'inventer, cet « impossible » puisqu'on sent bien qu'il existe... » Mesadier.

UN HEBDO SE CREE A MARSEILLE

Ce sont des amis qui ont dans la tête de lancer un hebdo dans la région marseillaise. Ce sera chose faite le 6 novembre prochain avec la parution de « La Criée », demi-tabloïde de 12 pages.

Ce canard ne jouit d'aucun financement et sera vendu au départ presque uniquement par abonnement il traitera de ce que l'on appelle la culture, mais « au sens très large du mot » C'est-à-dire que, s'il traitera de toutes les manifestations culturelles d'une région allant de La Ciotat à Fos, d'Aix à Marseille, il causera aussi des « mouvements sociaux », des activités des MLAC, CAM et autres comités ou mouvements en lutte Il n'y aura pas de chronique écologique Par contre, selon les artisans du projet, « l'écologie amènera une redéfinition constante des chroniques habituelles (politique, sociale, etc), se présentant comme un nouveau niveau de lecture du monde où nous vivons ».

Ce journal a besoin de contacts, de correspondants dans tous les secteurs Et surtout il cherche des dessinateurs qui, outre un bon coup de patte, aient en plus des idées.

Même mal, tous les pigistes seront payés.

Si vous voulez entrer en contact avec les gens de « La Criée », écrivez-leur ou passez les voir à « La Criée », 39, allée Gambetta, 13001 Marseille

ANNONCES

Sociologue préparant travail sur la condition féminine, cherche à connaître tous groupes, clubs ou collectifs de femmes, même informels ou en voie d'organisation. Adresser tous renseignements à Mme Monique Besse, 132, rue Lafayette, 75010 Paris.

Nous recherchons deux personnes ayant quelques qualifications pour travaux de maçonnerie et autres dans un centre naturiste en création en Provence. Urgent. Centre Naturiste des Alpilles, CD 24, route d'Eygallières, 13 Mouriès.

Je cherche un poste de gardienne d'un domaine, en pleine campagne. Nicole Martin, 38, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

Je cherche à me documenter sur l'industrie du papier. Renseignements, indications diverses, à Yannick Feraud, 5, rue Jean-Pallu-de-Lessert, St-Cyr-sur-Loire, 37100 Tours.

68. Rencontre départementale des objecteurs de conscience (ou futurs objecteurs) le 14 et 15 septembre à Hirtzfelden, 68740. Maison de la Nature des Panda - Clubs - Chouette, Ecluse n° 50. Apporter de quoi manger et dormir. Compléments d'info., « La Faune », Panda - Clubs - Chouette, colonie de vacances Notre-Dame-du-Trupt, Bionville, 54540 Badonviller.

PROJET JONAH

Boycottons les firmes qui emploient des produits baleiniers : Lutsia Groupe Roussel UCLAF ; Oriane ; Phebel ; Yardley ; Gemay ; Helena Rubinstein ; Anselme ; Elisabeth Arden ; Arnaud ; Fernand Aubry ; Roc ; Monica Bernay ; Almay ; Bouchara ; SORAS ; Ciba.

Nous avons des soupçons vis-à-vis des firmes suivantes : Pento ; Roja ; Pierre Balmain ; Revion ; Quaker Oats (Fido) ; Petfoods (Pal).

Nous réclamons enfin le boycott systématique et total de tous les produits japonais. Projet Jonah, 15, rue du Commerce, 75015 Paris.

S.O.S. VOSGES

Rendez-vous le 29 septembre à La Planche-aux-Belles-Filles

Depuis de nombreuses années, les associations de tourisme se sont émues devant l'inexorable dégradation du massif vosgien ; à elles se joignent bientôt des municipalités, des conseils généraux, des Chambres d'Agriculture, des clubs sportifs, des groupements culturels. La défense des Vosges s'organise. Le Comité S.O.S. Vosges se crée. Son idéologie n'est pas de transformer le massif en une réserve indienne, en un vaste no mans land, propriété privée de quelques ornithologues ou botanistes avertis. La relance économique de ce vaste secteur ne s'effectuera pas par la transformation en un énorme luna-park de week-end pour les habitants des mégalopolis de Belfort, Montbéliard, Mulhouse, Colmar, Strasbourg ou Nancy.

— Arrêt immédiat des travaux de construction de nouvelles routes dites touristiques, d'élargissement ou de goudronnage de chemin dans le massif.

— Arrêt de l'urbanisation des sommets.

— Maintien de l'agriculture au fond des vallées et sur les chaumes.

— Définition concertée d'une nouvelle politique d'ensemble de l'économie et du tourisme vosgien.

Tels sont les objectifs de l'opération S.O.S. Vosges.

Des actions dites globales : participation aux travaux d'élaboraton du Livre Blanc sur l'Aménagement du massif vosgien, des P.A.R. (Plans d'Aménagements ruraux) de sondages, type I.F.O.P. et Alsace Opinion, sont entreprises ou en cours de réalisation. Des actions ponctuelles sont envisagées, face à des initiatives locales, départementales ou régionales.

Avec les 3 épis, le Gaschney, le Grand Ballon, le Champ du Feu, l'aéroport du Gazon du Faing, l'aménagement de la Planche des Belles Filles et de la vallée du Rahin, se précise, réalisé pour une part avec l'aide des fonds publics (routes et équipements) au bénéfice de promoteurs venus le plus souvent d'ailleurs, ces aménagements nuisent aux habitants de la région : hausse du prix du terrain, dégradation irréversible du paysage et du site, appauvrissement de la flore et de la faune, introduction du bruit et de la pollution.

Nous avons retenu la date du 29 septembre 1974 pour l'organisation d'une grande fête montagnarde à la Planche des Belles Filles.

S.O.S. Vosges. Assoc. belfortaine de Protection de la Nature. Hôtel de la Chambre de Commerce, B.P. 142, 90000 Belfort.

L'ENERGIE SE RAREFIE
LIMITONS NOS NAISSANCES



NOUS SOMMES 800 MILLIONS ET
CHEZ NOUS IL N'Y A PAS DE PENURIE
D'HUILE DE COUDE !



LES GRANDES PUISSANCES ETAIENT
LEUR EGOISME ! NOUS VOULONS BEAU-
COUP D'ENFANTS POUR SELECTIONNER
ENCORE MIEUX
LES FOOTBALLEURS
DE NOTRE EQUIPE
NATIONALE !



L'EGLISE DIT NON A L'EGOISME
JESUS A DIT : CROISSEZ ET
MULTIPLIEZ ! (1)



COCOS ET CATHOS
MEME COMBAT !



A BUCAREST
LE CONGRES S'AMUSE



LES CATASTROPHISTES
NE VONT-ILS PAS
ACCENTUER LA
SURPOPULATION ?
UN INSECTE FEMELLE
QUI VA CREVER
POND TOUTS SES OEUFs
D'UN SEUL COUP !
ALORS C'EST MAINT
C'ESTE CONFERENCE
ALARMISTE...



LES ANTI-BIOTI-
QUES EMPECHENT
LA SELECTION
NATURELLE
SOIT...
LE PESSIMISME
N'EST PAS DE
MISE...
MAIS PATIENCE
L'AGRESSIVITE
DES MIES
AUGMENTE

LA SURPOPULATION ? C'EST PEUT-ETRE UN PROBLEME A L'ECHELLE
DU GLOBE, MAIS DANS MON PAYS, EN VOIE DE DEVELOPPEMENT,
C'EST INDISPENSABLE...



MON LUXE, C'EST MES GOSSES...
CELI-CI, C'EST MON YATCH,
CELI-LA, C'EST MES TERRES
ET L'AUTRE, MON CHATEAU,
ET LE QUATRIEME MES BIJOUX
ET LE CINQUIEME MES TABLEAUX

Y'A QUE LA
VIEILLE
BASSOLE
LA-BAS
FAUDRA
QUE JE
LA CHANGE
BIENTOT



ILS
VEULENT
ETRE
UN GRAND
PEUPLE
ELX AUSSI
ET GAGNER
LE CONCOURS
INTERNATIONAL
DE LA
CABINE
TELEPHONI-
QUE LA PLUS
BOURREE



ET LE DESIR
DE REPRODUCTION
RALENTIT (LES
FILLES RESISTANT
AUX ANGES... L'IMPOT
SCIENTIFIQUE RECHERCHE)
CE SONT LES
NOUVEAUX MECA-
NISMES DE REGU-
LATION DES
NAISSANCES.
VOILA LE GENRE DE
CONNERIES QU'UN
ENTEND A BUCAREST.

IL NE SUFFIT PAS DE CULTIVER SA TERRE
POUR SE NOURRIR, IE FAUT FABRIQUER DES
CONNERIES POUR AVOIR UN POUND D'ACHAT !

LA DISCUSSION SE POURSUIVIT
JUSQU'AU SELF-SERVICE DE LA
CONFERENCE...



MAITRISE D'ARMES ENTRE LE
DELEGUE SUEDOIS -
UN BOTS
QUI INTERPRETE
Ses
HABITANTS -
ET LE DELEGUE
CHINOIS
- UN PAYS DONT LES
DIRIGEANTS SAVENT CE QUI
EST BON POUR LE PEUPLE -

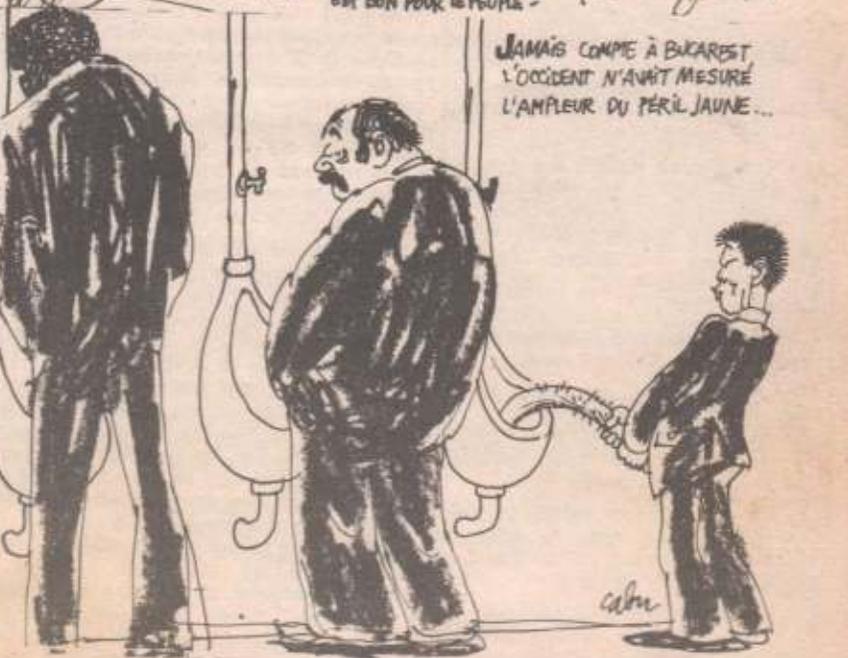
C'EST UN INTERPRETE PIED-NOIR
QUI TRADUIT LES INJURES DU
DELEGUE CHINOIS NATALISTE :



MAITRISE SOIT LA
PUTAIN DE MERE
QUI T'AS DONNE LE
JOUR !
Poi
Poi
Dis !



ET LA FRANCE ? COMME N'IMPORTE QUEL PAYS SOUS-DEVELOPPE
INVOCHE SA POLITIQUE LAFINIENNE EN TERMES DE PUISSANCE ET DE
MESALOMABIE. A DI ! DEBRE, SAUVY, FRANCOISE GARDUD, MON
SIEUR PERINATIL ET MADAME JACQUEMIRE, LA RECHERCHER MAMAN.
TOUTS C'UX QUI "AIMENT LA VIE" SONT
TOUTES SES FORMES... C'EST A COMPRE
LA FRANCE
VIEILLIT !



JAMAIS COMME A BUCAREST
L'OCCIDENT N'AVAIT MESURE
L'AMPEUR DU PERIL JAUNE...



CE N'EST FOURTANT PAS LES
OCCASIONS QUI MANQUENT
DE FAIRE DES ENFANTS...
MONSIEUR PERINOD ET
MONSIEUR RICARD SONT
HEUREUX DE VOUS FAIRE
PART DU MARIAGE DE
LEURS SOCIETES...

cabre